
THE LIBRARY OF CONGRESS
1800

L'HISTOIRE

DES ÉTATS-UNIS

D'AMÉRIQUE.

PAR C. O. BARBAROUX,
AVOCAT, ECT.

Édition revue et corrigée pour l'usage des Écoles.



BOSTON:
CARTER, HENDEE & CO.
PHILADELPHIA:
KEY, MIELKE & BIDDLE.
1832.

STEREOTYPED BY L. JOHNSON—*Philadelphia.*

ADVERTISEMENT OF THE AMERICAN EDITOR.

THE following "History of the United States" has been selected from a series of French publications of a similar character, and prepared for the use of schools in this country. It appears to be written with strict impartiality, and so much care and labour have been bestowed on the work by the author, that only a few and very slight alterations in the text, have been found necessary in order to render it a proper manual for the young American reader. Besides making these alterations, the editor has added a set of questions for reviewing the lesson after translating it in the class. As these refer to the sense, and cannot be answered without a correct understanding of the French text, it is believed they will render the work a most desirable class book in all our schools where the French language is studied.

The views of our history presented in this work are those of an intelligent and impartial foreigner. They present the subject in an aspect somewhat varied by the position of the writer, from that in which we are accustomed to regard it; but still

in a point of view, as flattering to our national pride, as it is favourable to the cultivation of patriotic feelings and sentiments.

The editor hopes and believes that this "History" will prove to be a very interesting, as well as useful class book, for students in the French language.

RÉSUMÉ

DE L'HISTOIRE

DES ÉTATS-UNIS

D'AMÉRIQUE.

PRÉAMBULE.

La république des États-Unis d'Amérique occupe une vaste partie de l'Amérique septentrionale, bornée, au nord, par les grands lacs et le Canada ; au midi, par le golfe du Mexique ; à l'orient par l'océan Atlantique ; à l'occident, par l'océan Pacifique et le Mexique. L'étendue de ses côtes sur l'Océan, depuis la nouvelle Écosse, au nord, jusqu'à la limite ouest de la Louisiane, est de plus de neuf cents lieues. Ses ports la rendent maîtresse de la navigation du golfe du Mexique, et du commerce de toute l'Amérique septentrionale. Sa population est déjà aussi nombreuse que celle de plusieurs grands états de l'Europe, et la progression dans laquelle elle augmente indique qu'elle surpassera bientôt celle des plus populeux. Ses relations s'étendent à toutes les parties du monde connu. Cependant il n'y a pas quatre siècles que cette contrée a été

découverte : les premiers établissemens qu'y formérent les Européens, ne remontent pas à trois cents ans ; long-temps elle ne fut qu'une simple colonie ; ses peuples ont subi une grande révolution ; enfin ils ne se sont constitutés en état libre, et n'ont commencé leur marche de nation que depuis moins d'un demi-siècle.

Dans un aussi court espace de temps a été établie, sur des bases touts nouvelles, l'existence politique de cette nation, dont les gouvernemens de l'Europe ont, en peu de jours, oublié l'origine peu reculée, et qu'ils n'ont pas osé traiter en sœur cadette dans le partage de la puissance. Les États-Unis d'Amérique pèsent aujourd'hui, comme tous les grands états, dans la balance politique. Leur jeunesse et leur vigueur ont suffi pour les y faire admettre à côté de rivaux, qui, souvent, n'apportaient pour titre que des précédens historiques et leur gloire passée, stériles hochets avec lasquels se consolent les peuples vieillis.

Plus heureux, l'American n'a point passé par les temps antiques, beaucoup trop vantés ; il n'a point subi le moyen âge, qui fait la honte de la civilisation ; son histoire commence avec les temps modernes.

Ce n'est pas que l'Amérique fût déserte avant l'époque où on la découvrit. Des peuplades nombreuses l'habitaient ; mais ces nomades menaient, au sein des forêts, une vie inconnue. Leur in-

différence pour le passé, et peut être aussi la nôtre pour des hommes simples et dont les passions n'intéressaient pas l'Europe, ont fait le silence de leurs annales.

L'histoire des États-Unis d'Amérique comprend trois époques.

La première date du premier établissement Européen sur leur territoire, et finit à l'insurrection des colonies contre la métropole.

La seconde comprend toute l'histoire de la révolution.

La troisième commence à la reconnaissance de l'indepéndance Américaine par l'Angleterre, et s'étend jusqu'à nos jours.

Elles fourniront la matière des trois dernières parties de cet ouvrage.

Mais, avant que de donner le tableau de ces trois périodes, il est important de faire savoir, dans une première partie, par quelle succession de travaux et de découvertes les peuples de l'Europe pénétrèrent dans le Nouveau-Monde, et y établirent des colonies, au premier rang desquelles prit bientôt place la république de Washington.

Ici l'intérêt des faits se lie à l'utilité de la science, à l'étude des progrès de l'esprit humain et de la civilisation.

PREMIÈRE PARTIE.

DÉCOUVERTE DU NOUVEAU-MONDE.

Découvertes et navigations des anciens par rapport au Nouveau-Monde.

Pour présenter le tableau complet de la découverte du Nouveau-Monde, il faut remonter aux temps antiques et faire connaître en peu de mots les entreprises successives qui concoururent d'une manière directe à amener ce grand événement.

Dès les premiers temps, des hommes hardis, poussés par le désir de savoir ou par les besoins du commerce, entreprirent de longs voyages à travers les terres, tandis que les premiers navigateurs parcouraient les côtes. De là résulta une premiére connaissance de la forme du globe et de la position des diverses régions.

Les Égyptiens paraissent être les premiers qui se soient livrés au commerce maritime. Peu de temps après l'établissement de leur monarchie, ils trafiquèrent sur le golfe Arabique et la côte occidentale de l'Inde. Mais bientôt leurs institutions religieuses et la fertilité de leur sol, concentrant leur industrie dans leur propre pays, leur firent abandonner les expéditions lointaines.

Les Phéniciens, au contraire, dont la patrie ne pouvait acquérir de l'importance que par le commerce, étendirent promptement leurs relations dans toutes les mers, et devinrent les principaux marchands du monde. Ils osèrent même franchir le détroit de Gadès,* et visitèrent les côtes occidentales de l'Hespérie.

La prospérité des Phéniciens éveilla l'attention des Juifs, leurs voisins; mais les institutions singulières que leur prophète-législateur avait établies, empêchèrent long-temps l'esprit de commerce de s'introduire parmi eux. Ils se bornèrent à quelques expéditions.

Instruits à leur tour par les Phéniciens leurs fondateurs, les Carthaginois s'adonnèrent avec activité à la navigation. Tandis que leur métropole étendait son commerce dans l'Orient, ils dirigèrent leurs expéditions vers le Nord et l'Occident. Ils passèrent le détroit de Gadès, et firent le tour de l'Espagne. Ils descendirent aussi le long des côtes de l'Afrique, jusqu'au tropique du Cancer, et découvrirent les îles Canaries, qu'ils appelèrent *Fortunées*, et qui furent pendant plusieurs siècles la dernière limite de la navigation dans l'Océan occidental.

Bientôt les récits des navigateurs éveillèrent la curiosité et l'esprit d'observation. On tenta des

* Celui de Gibraltar, ainsi appelé de la ville de Cadix.

découvertes dans le seul but de connaître mieux la terrre.

Les premiers voyages de ce genre dont l'histoire ait conservé le souvenir, sont ceux d'Hannon et de Himilcon. Le Périple d'Hannon nous apprend qu'il suivit la côte occidentale de l'Afrique, découvrit l'île de Cerné, aujourd'hui Gorée, et qu'il poussa jusqu'au cap des Trois-Pontes, sur la côte de Guinée. Hérodote rapporte qu'une flotte, équipée par Nécho, roi d'Égypte, partit de la mer Rouge, environ 604 ans avant l'ère Chrétienne, fit le tour de l'Afrique et revint par le détroit de Gadès. Pline prétend qu'Eudoxe de Cyzique exécuta aussi ce périlleux voyage.

Les Grecs à leur tour se livrérent à la navigation. Leurs expéditions furent toutes dirigées vers l'Orient, et eurent pour but des entreprises militaires. Alexandre considéra comme un des plus grands événemens de son règne le voyage de Néarque dans l'Inde.

Les Romains furent les premiers qui, dans leur navigation, abandonnèrent les côtes et se livrérent au cours régulier des vents. Leur commerce de l'Inde leur apprit à suivre la mousson, et à naviguer en pleine mer pendant son mouvement périodique. C'est le pas le plus considerable qui ait été fait dans la navigation pendant toute la durée de la puissance Romaine.

Telle était cependant l'imperfection de l'art et

l'etat des connaissances humaines, que les anciens se figuraient la terre divisée en zones, dont les seules convenables à l'homme, selon eux, étaient les tempérées ; les zones glaciales et la zone torride étant également inhabitables. Cette opinion retarda même les dècouvertes des plus hardis marins jusqu'à la fin du moyen âge.

Les anciens ne connaissaient du monde, en Europe, que les provinces situées à l'ouest de l'Allemagne et au midi de l'Angleterre; en Afrique, que celles qui bordent la Méditerranée et le golfe Arabique; en Asie, que les pays situés entre l'Europe, la Grande-Tartarie et le Gange. Cependant ils se livrèrent avec persévérance à l'étude de la gèographie, et, vers le second siècle de l'ère Chrétienne, Ptolomée publia une description du globe terrestre, qui a servi de guide à tous les voyageurs modernes, et que les Arabes furent les premiers à traduire et à s'approprier.

Moyen âge.

Le goût des Arabes pour les sciences, et principalement pour la géographie, donna lieu à une foule d'observations curieuses sur la forme du globe et ses dimensions. Mais leurs recherches et leurs travaux ne pénétrèrent point en Europe. En Espagne même, la nation conquise ne profita pas des études des conquérans, et ce ne fut qu'a l'époque des croisades que les Vénitiens rapportèrent du

commerce des Sarasins les connaissances de l'ancien monde.

Treizième et quatorzième siècles.

Les voyages dans l'Orient du Juif espagnol Benjamin, du Vénitien Marco Paolo, de l'Anglais John Mandeville, ranimèrent, dans le 13e siècle et au commencement du 14e, l'esprit de recherche et l'amour des expeditions lointaines.

(1302) Ce fut en ce temps que Flavio Gioïa, bourgeois d'Amalfi, ville du royaume de Naples, conquit à jamais l'empire des mers par l'invention de la boussole : toutefois les navigateurs ne se hasardèrent à entrer dans les mers qui n'avaient pas encore été fréquentées, qu'environ cinqàunte ans aprés. Alors seulement la marine prit un caractère plus hardi.

Dans ce même siècle, l'esprit de piraterie qui animait les Normands développa encore le goût des découvertes.

Quinzième siècle.

Néanmoins, au commencement du 15e siècle, l'art de la navigation n'était guère plus avancé qu'avant la chute de l'empire Romain.

Alors les Portugais, dont les guerres continuelles avec les Mahométans avaient exalté le courage aventureux et dévoloppé le génie entreprenant,

commencérent à se livrer aux grandes expèditions navales.

Jean Ier venait de faire la paix avec le roi de Castille. Pour utiliser l'activité de ses troupes, (1411) il arma une flotte contre les Maures, dont il détacha quelques vaisseaux, chargés de naviguer sur la côte occidentale de l'Afrique. Ceux-ci doublèrent le cap Non, qu'on regardait comme le terme de la navigation possible, et s'avancèrent à soixante lieus au-delà, jusqu'au cap Boyador, qu'ils ne crurent pas pouvoir tourner.

C'est de cette entreprise peu importante que date l'époque où l'esprit de découverte brisa les barrières de l'autre hémisphère. Elle ranima le goût des études géographiques et le souvenir des tentatives faites par les anciens.

Un des fils du roi Jean, Henri, duc de Viseo, se déclara le zélé protecteur de ces sortes d'entreprises. Il arma successivement plusieurs escadres qui découvrirent, en 1418, Porto-Santo, et l'année suivante Madère, où on transplanta des cannes à sucre venues de Sicile et des vignes de Chypre. Le sucre et le vin de Madère divinrent en peu d'années des objets d'un commerce considérable.

Bientôt ces navigateurs descendirent jusqu'à la rivière de Sénégal, et la dépassèrent même.

Ces découvertes donnèrent à la marine portugaise une réputation extraordinaire; et des

aventuriers, venus de toutes les parties de l'Europe, briguèrent l'honneur d'y servir.

Les règnes suivans furent aussi remarquables par les travaux de la marine portugaise ; et, sous Jean II, Barthélemy Diaz toucha au Cap de Bonne-Espérance.

Il faut remarquer ici que presque toutes les découvertes faites sur les limites occidentales du monde connu, avaient eu pour objet la recherche d'un passage pour aller dans l'Inde, en faisant le tour de l'Afrique.

Tous les têtes rêvaient à ce but, lorsque le bruit se répandit tout à coup qu'un navigateur avait touché à un continent, en suivant la route précisément opposée et en marchant toujours vers l'occident. Cet homme, dont le puissant génie s'était dirigé hors des voies connues avec une confiance absolue, une audace inouïe, était Christophe Colomb. Mais le continent qu'il avait découvert n'était pas l'Inde, c'était l'*Amérique*, à laquelle un aventurier plus heureux donna son nom.

Ce fait, si important dans l'histoire qui nous occupe et dans celle de l'espèce humaine, mérite d'être rapporté avec quelques détails.

Découverte de l'Amérique par Christophe Colomb.

Christophe Colomb, né sujet de la république de Gênes, sans qu'on sache précisément le lieu ni

l'année de sa naissance, embrassa dès son enfance la profession de marin. Bien jeune encore, il fit un voyage au pôle arctique. Jeté, après un combat, sur les côtes du Portugal, il prit du service sur les vaisseaux de ce pays, fit plusieurs voyages aux Canaries, aux Açores et sur la côte de Guinée.*

Tous les esprits étaient à cette époque tournés vers les découvertes et surtout vers le passage de l'Inde. Colomb remonta aux principes qui avaient guidé les premiers navigateurs, médita profondément sur leurs diverses tentatives et acquit enfin la conviction qu'il était possible d'exécuter par d'autres moyens l'enterprise qu'ils avaient conçue. Plusieurs objets trouvés en mer à l'ouest de l'Afrique, annonçant des terres et des hommes, l'autorité d'Aristote et de Sénèque, qui placent les Indes à l'occident de l'Espagne, celle de Platon, qui suppose son Atlantide au même endroit, les probabilitiés géographiques, et surtout cet instinct secret qui pousse le génie vers les vérités cachées, le convainquirent que la navigation vers l'ouest de l'ancien monde conduirait nécessairement vers l'Indie ou vers d'autres terres inconnues.

Plein de cette grande idée et fier de pouvoir en doter sa patrie, il proposa son project au sénat de Gênes, qui le rejeta comme chimérique. Les

* Il fut le gendre et l'héritier de Barthélemy Perestrello, qui avait découvert Madère.

Portugais, auxquels il en fit ensuite hommage, nourris du préjugé que la route de l'Inde devait être ouverte vers l'Orient, n'adoptèrent pas un plan qui bouleversait tout le système reçu. Cependant ils en tentèrent en secret, mais infructueusement, l'exécution. Colomb, irrité de cette perfidie, envoya son frère Barthélemi en Angleterre pour y proposer son projet à Henry VII (1484) et lui-même se rendit en Espagne pour le présenter à Ferdinand et à Isabelle, qui gouvernaient alors les royaumes unis de Castille et d'Aragon.

Les retards qu'il éprouva pendant huit années, les disgrâces qu'il eut à supporter, les jealousies dont il fut l'objet, auraient dégoûté tout homme moins convaincu et d'un caractère moins fort que Colomb. Il résista à tout, et, secondé par quelques hommes instruits et amis de leur pays, il obtint enfin le commandement d'une petite escadre avec le titre de grand-amiral et de vice-roi de toutes les terres qu'il découvrirait.

Ce fut le 3 août 1492 qu'avec trois petits bâtimens mal équipées, Colomb mit à la voile du port de Palos en Andalousie, à la vue d'une foule de spectateurs. Il toucha à Goméra, l'une des Canaries, et en repartit le 6 septembre en tirant vers l'ouest. C'est de ce jour que commence véritablement le voyage pour la découverte du Nouveau-Monde.

Les vents alisés le conduisirent rapidement à

une grande distance des Canaries. En franchissant des limites qui n'avaient jamais été dépassées, ses marins se livrèrent à de vives inquiétudes ; pour les dissiper il dissimula une partie du chemin qu'on faisait ; mais les craintes de ses compagnons augmentant chaque jour, il sut en prévenir les conséquences en multipliant les fables, les encouragemens, les traits de fermeté, avec une supériorité, une force d'ame et une présence d'esprit inconcevables.

Le soir du 11 octobre, quoiqu'on n'aperçût que le ciel et l'eau, il fit prendre à ses vaisseaux des précautions pour qu'ils ne fussent pas jetés à la côte. Tous les équipages veillèrent. Vers dix heures du soir, Colomb, placé sur le gaillard d'avant de son vaisseau, découvrit le premier et fit voir à plusieurs de ses gens une lumière qui était en mouvement à peu de distance. Un peu aprés minuit on entendit crier : *terre*, d'un des vaisseaux de l'escadre qui était en avant. Au jour, on aperçût distinctement vers le nord une île plate et verdoyante, couverte de bois et arrosée par plusieurs ruisseaux. L'Amérique était découverte.

Au lever du soleil les équipages s'avancèrent vers l'île au son de la musique, enseignes déployées. Colomb fut le premier qui mit le pied dans le Nouveau-Monde, le vendredi 12 octobre 1492 ; il en prit solennellement possession au nom d'Isabelle

et de Ferdinand, pendant qu'un grand nombre de naturels du pays entouraient avec étonnement les Européens.

Ces habitans avaient la peau couleur de cuivre foncé, la physionomie douce et le corps bizarrement peint de couleurs éclatantes. Leur île porte encore le nom qu'ils lui donnèrent, celui de Guanabani: c'est une des Lucayes.

Colomb découvrit, peu de jours après, Cuba et St.-Domingue, qui vient de reprendre son nom originaire, celui d'Haïti, et qui a vu, en trois cents ans, trois races d'hommes tour à tour maîtresses de son sol.

Les Antilles étaient découvertes, et le pas qu'il y avait à faire pour arriver au continent allait être franchi. Un événement ordinairie manqua priver le monde du fruit de ces travaux. Colomb, qui voulait announcer lui-même les résultats de son entreprise à la cour d'Espagne, fut assailli à son retour par une effroyable tempête. Croyant que le vaisseau allait périr, ce grand homme ne voulut pas que sa gloire fût anéantie et l'humanité dépouillée des avantages de son entreprise. Il écrivit à la hâte sur du parchemin une relation abrégée de sa découverte. Il la mit ensuite dans un gâteau de cire, enfermé dans un tonneau qu'il jeta à la mer, avec l'espoir qu'il serait poussé vers quelque côte habitée. Tranquille alors, il ne redouta plus rien des élémens. Mais le sort lui

réservait d'accomplir lui-même son ouvrage. De retour en Espagne, comblé de glorie et d'honneurs, il fit successivement plusieurs voyages aux Antilles, les reconnut presque toutes, et enfin le 1e août 1498, six ans après sa première découverte, il descendit sur la côte nord-est de l'Amérique méridionale, à l'embouchure de l'Orénoque.

Oublions ici Christophe Colomb, que l'ingratitude des rois laissa mourir dans la disgrâce, et qui fit ensevelir avec lui les fers dont le soupçonneux Ferdinand avit osé le faire charger, en récompense de ses bienfaits et de son génie, et, passant sous silence toutes les autres découvertes de cette époque, hâtons-nous d'arriver à celle du pays dont nous retraçons l'histoire.

Découvertes des Anglais en Amérique.

Henri VII régnait en Angleterre. La nation, épuisée par ses discordes intestines et par les inutiles efforts qu'elle faisait pour conquérir la France, n'avait pas encore tourné ses pensées vers l'art de la navigation, qui fait aujourd'hui sa puissance. Quelques faibles navires portant les productions d'un comté à l'autre comté, telle était la marine Anglaise au moment où les Espagnols prenaient possession de l'Amérique du Sud et du golfe du Mexique, où les Vénitiens visitaient l'Orient, où les Portugais, sous la conduite de Vasco de Gama, doublant le cap de Bonne-Espé-

rance, ouvraient la route si long-temps cherchée de l'Inde.

Henri VII, auquel Berthélemy Colomb avait offert inutilement les services de son frère avant que l'Espagne les acceptât, fut vivement aiguillonné par le succès de ce grand aventurier. Mais il n'avait pas assez de confiance dans les navigateurs anglais pour leur donner la conduite d'une entreprise du même genre. Il choisit donc Jean Cabot, Vénitien, pour commander l'expédition qu'il voulait envoyer à la recherche du passage de l'Inde, unique but des entreprises navales de cette époque. Cabot partit de Bristol, et ayant navigué quelques semaines droit au nord-ouest, il découvrit la grande île de *Prima Vista*, ou *Terre-Neuve*, et le continent de l'Amérique, depuis le Labrador jusqu'à la Virginie (4 juin 1497.) Comme le véritable but de son voyage n'était pas rempli, Henri en considéra les résultats comme sans importance pour lui.

Peu après le voyage de Cabot, l'Espagnol Juan Ponce de Léon découvrit la partie la plus méridionale de l'Amérique du nord, qu'il appela du nom de *Floride* (1512.) Cet aventurier, crédule comme l'étaient les nouveaux hôtes de l'Amérique, cherchait, avec des contrées à conquérir, une île miraculeuse où les Caraïbes lui avaient appris que coulait une autre fontaine de Jouvence.

Ainsi se trouva connue la majeure partie de la côte est de l'Amérique septentrionale, où sont

situés les États-Unis. Nous en verrons successivement chaque partie reconnue, peuplée, constituée en gouvernement colonial, former une sorte de république séparée et s'unir enfin avec les gouvernemens voisins dans l'intérêt commun de la liberté et de l'indépendance.

Suspendons un moment ici notre marche pour jeter un dernier regard sur le 15e siècle, qui vient de finir. Le 14e avait été assez riche de l'invention de la boussole, le 15e vit celle de l'imprimerie,* qui réveilla l'amour des sciences, d'où naquit l'esprit des découvertes. Dans les dernières années de ce siècle le monde ancien fut dépouillé de la rouille du moyen âge, et l'esprit humain fit plus de progrès dans la connaissance du globe qu'il n'en avait fait depuis l'origine des temps. Les découvertes semblèrent inhérentes à l'époque. L'Amérique même parut ne pouvoir plus être hors de l'univers connu. Si Colomb, guidé par la prévision d'une autre terre, ne l'eût pas trouvée, quelques années plus tard, Alvarès Cabral, que le hasard y conduisit, l'aurait rencontrée.

Cependant ne soyons pas injustes envers ceux qui vinrent auparavant. Si l'on a regardé comme une vision de Guillaume Postel que, même avant Jésus-Christ, les Gaulois aient fréquenté fréquemment les côtes de l'Amérique septentrionale, on convient qu'au 10e siècle (982,) les Norwégiens

* 1423.

passèrent du Groënland, où ils avaient touché, à l'île de Terre-Neuve. Il est encore certain qu'en 1504 les marins bretons et normands y pêchaient déjà la morue. Le pays était donc connu auparavant. Les côtes du Canada devaient l'être également, puisqu'en 1506 un Français, Jean Denys de Honfleur, donna une carte du golfe où se jette le fleuve Saint-Laurent, qu'avait déjà remonté l'Espagnol Velasco pendant l'espace de 200 lieues. On rapporte encore qu'en 1508 un pilote de Dieppe amena en France un Canadien.

Les discordes de François Ier et de Charles-Quint, et ensuite les différens de l'Angleterre avec la cour de Rome, occupèrent trop Henri VII pour qu'il se livrât à de nouvelles expéditions. Sous le long règne de Henri VIII et sous ceux d'Edouard VI et de Marie, la nation anglaise, d'abord trop divisée, ensuite presque soumise à l'Espagne, ne songea pas à établir des colonies en Amérique. En un mot, soixante-un ans s'étaient écoulés depuis la première découverte du nord de ce continent sans qu'on y eût formé aucun établissement.

Lorsqu'Élisabeth monta sur le trône, elle reconnut aisément que l'avenir d'un peuple dont le pays était environné par la mer, était fondé sur ses forces navales. Elle dirigea l'activité de ses sujets vers l'art de la navigation, et protégea les entreprises qui tendaient à la populariser.

Sous ce règne, Frobisher visita plusieurs fois les

côtes inhospitalières du Groënland et du Labrador (1576-1578,) Drake, ayant doublé le cap Horn, longea les rives occidentales des deux Amériques; Humphry Gilbert (1580) et Raleigh (1584-1587) tentèrent successivement d'établir une colonie à Terre-Neuve et dans la *Virginie*, contrée à laquelle Élisabeth donna cet heureux nom pour rappeler que la découverte en avait été faite sous l'autorité d'une reine qui n'avait pas subi le joug du mariage.

Mais ces travaux n'eurent que peu de succès, malgré la constance et la capacité de Raleigh. La colonie, établie en vertu d'une charter royale (1578,) fut plusieurs fois détruite par les sauvages et plus encore par la famine. Un seul fait peut-être offre quelque intérêt, au milieu de tant de misères dont le tableau déchire le cœur. Vers 1588 vint au monde dans la colonie le premier enfant né de parens anglais. Virginie fut le nom de cette fille qui, la première, prit possession au nom de l'Europe, et sans esprit de retour, de cette autre patrie, et qui commença le peuple Américain.

Toutefois cent six ans s'étaient déjà écoulés depuis le premier voyage de Jean Cabot, sans que les Anglais eussent formé un seul établissement stable en Amérique, sans qu'ils en eussent retiré autre chose que l'usage, pris des Indiens et déjà répandu parmi les Espagnols et les Portugais, de fumer du tabac.

A cette époque, et la dernière année du règne

d'Élisabeth (1602.) Gosnold étant parti de Falmouth pour l'Amérique, navigua droit à l'Ouest, au lieu de descendre vers les Antilles, selon l'usage d'alors. Ayant touché à la baie de Massachusetts, dans l'Amérique du Nord, il fut de retour en quatre mois, et réduisit ainsi des deux tiers la longueur du voyage au Nouveau-Monde.

De l'Amérique et de ses Habitans.

En ce temps l'Amérique avait été explorée par les Anglais sur toutes ses côtes. Les Espagnols l'avaient parcourue intérieurement en divers sens et y avaient envahi de grands empires. Elle était aussi bien connue que l'avait permis le caractère peu observateur des premiers conquérans. Devisée en deux grandes portions, dont l'une s'étend au-dessous de la ligne à plus de huit cents lieues vers le pôle sud, dont l'autre paraît toucher au pôle nord, et qui sont séparées par le golfe du Mexique, comparable à une vaste mer Méditerranée, elle est placée à la fois sous toutes les latitudes et offre un sujet fécond à l'historien, au naturaliste, au peintre, au philosophe.

L'Amérique du Nord, qui seule doit nous occuper ici, est incontestablement et sera long-temps encore la plus remarquable des deux grandes divisions du Nouveau-Monde. A l'époque où est arrivée cette histoire, la cognée de l'Européen n'avait pas encore frappé au cœur les immenses forêts qui la

couvraient; et ces forêts, à mesure qu'elles s'avançaient vers le Nord, se dépouillaient des lianes et des plantes rampantes du Midi, pour laisser errer les regards sur les prairies sans fin qui se déroulaient entre les troncs élancés de leurs arbres. Un climat tempéré, assaini par un froid vif en hiver, par des vents réguliers en été; un ciel constamment pur, un sol généralement fertile, où les rivières, n'étant pas embarrassées par les plantes basses, n'avaient pas fait de fréquens débordemens, une contrée silencieuse et monotone: tel fut le pays qui s'offrit aux premiers Européens qui descendirent dans l'Amérique Septentrionale. La nature végétative les étonna par sa puissance; la nature animée, au contraire, par un caractére de débilité remarquable. Des animaux d'espèces peu multipliées* et privés d'énergie, fuyaient dans des forêts sans broussailles ni bruyères qui pussent les dérober à l'adresse des hommes, et les animaux qu'on y transporta d'Europe dégénérèrent bientôt.

L'homme lui-même n'était point entièrement échappé à cette loi. Les naturels du pays, quoique grands et bien faits, étaient moins robustes et plus timides que les Européens. Ils étaient plus propres

* On ne trouva que quatre espèces de quadrupèdes dans les îles. Le plus grand n'excédait pas la grosseur d'un lapin. De deux cents espèces répandues sur la surface de la terre, on n'en trouva qu'un tiers environ en Amérique. Robertson, t. I, l. 5. Buffon, Hist. nat. Voyage de Humbold, t. VIII.

à supporter les fatigues de la course que les peines du travail. Le front rétréci et couvert, les yeux petits et perçans, le visage large et presque* sans barbe, les lèvres épaisses, les oreilles grandes, les cheveux noirs, longs, rudes, la peau unie et sans poil, une physionomie mélancolique, tel est le portrait de tous les naturels de l'Amérique. Leur peau, couleur de cuivre, n'éprouve que très-peu de changemens par la différence des latitudes. Sous la zone torride on n'a point trouvé de nègres; mais ceux qu'on y a transportés par la suite des côtes d'Afrique, ont conservé toutes leurs forces, tandis que les autres hommes les perdent sous ce ciel énervant.

Mais si les habitans du Midi de l'Amérique sont d'une mollesse et d'une ignorance nourries par l'absence du travail, sur un sol qui n'a pas besoin d'être fécondé, à mesure que l'on s'avance vers le Nord les hommes sont plus actifs et plus intelligens. Les premiers savent rarement compter jusqu'à dix; les autres comptent jusqu'à mille et au-delà. La guerre et la chasse, à travers d'immenses déserts où rien ne les arrête, l'inclémence des élémens, qu'ils bravent sans cesse, le défaut fréquent d'alimens, les endurcissent au point de ne plus redouter la faim, la fatigue ni la douleur Tout le reste de leurs mœurs favorise ces disposi-

* Ils se l'arrachent d'ailleurs avec le plus grand soin.

tions. Le sauvage endure la faim plusieurs jours sans impatience, et ne craint pas de chanter avec orgueil sur le bûcher où son ennemi le consume et le déchire avec des haches ardentes.

Chez ces nomades, la culture des terres est peu de chose, et ils l'abandonnent aux femmes. Celles-ci, achetées de leurs parens, paient le prix de leur hymen par les travaux les plus rudes, que les hommes considèrent comme audessous de leur dignité. Indifférentes à leurs époux, auxquels la nature semble n'avoir laissé de sens que pour ne point permettre l'entier anéantissement de leur race, elles nourrissent chacun de leurs enfans pendant plusieurs années et n'en élèvent ordinairement pas plus de deux, qui périssent fréquemment dans les chasses à travers les déserts. Victimes de leur vie pénible, la plupart des enfans, qui naissent mal conformés ou délicats, meurent en peu de temps. Si la mère périt, l'enfant est quelquefois enterré vivant auprès d'elle: aussi tous ceux qui survivent forment-ils une race peu nombreuse d'hommes bien faits et agiles.

L'épuisement est rapide chez le sauvage, qui prend peu d'alimens et qui souvent en est privé par son insouciance. Il est en butte à des maladies aiguës résultant de l'inclémence des saisons, ou des excès qui suivent nécessairement une abstinence trop longue. Aussi sa vie est-elle généralement plus courte que celle des autres hommes.

On accuse aussi les Américans d'une imprévoyance et d'une mollesse qui les dégradent. Ce reproche n'est pas fondé dans certaines situations de leur vie ; car qui ne sait leur force de volonté et d'intelligence à la guerre ; quand, après des mois entiers de marche, ils reconnaissent à l'herbe fraîchement foulée ; aux rameaux brisés des forêts, qu'une tribu ennemie a passé au même lieu, qu'elle suit telle direction, que tel est le nombre de ses guerriers ? Qui ne sait avec quelle précision, avec quelle étonnante rapidité ils se dirigent dans les déserts sans jamais s'égarer ; avec quelle vigueur et quelle vélocité ceux des contrées les plus méridionales conduisent à la rame une pirogue contre courant d'un fleuve pendant cinq ou six cents lieues ?

Leur froide et longue inattention n'est que de l'indifférence pour tout ce que les besoins présens de la nature ne leur inspirent pas. S'ils ne répondent rien aux exhortations du missionnaire, aux questions du voyageur, c'est qu'en ce moment ils n'ont pas besoin d'eux. Quand ils contemplent les fleuves et les forêts pendant des heures entières, ils réfléchissent peu au passé ou à l'avenir ; mais ils savourent toute leur indépendance. Libres de toute contrainte, ils abhorrent le travail ; leur plus vive imprécation contre un ennemi, c'est qu'il soit réduit à labourer un champ ; la même, dit un abbé

philosophe,* que Dieu prononça contre le premier homme.

L'origine des Américains est inconnue. Ils paraissent former une race d'hommes à part. La couleur de leur teint se rapproche assez de celui des habitans du nord-est de l'Asie, et la tradition des Mexicans semblerait indiquer qu'ils viennent de cette partie de l'ancien monde. Dans cette supposition, les Tartares du Nord auraient pénétré dans l'Amérique par les îles qui la séparent du Kamtschatka, îles qui peut-être joignaient autrefois les deux continens, et peuvent en avoir été détachées par l'éruption des volcans dont elles sont semées. D'un autre côté le teint des Esquimaux, semblable à celui des Européens, et la présence dans le nord de l'Amérique de plusieurs animaux d'Europe peuvent aussi faire supposer que les Américains sont originaires de cette dernière contrée. Dans ce cas, les Gaulois du Nord auraient peuplé très-anciennement le nouveau continent par le Groënland et le Labrador. A l'appui de cette opinion on pourrait présenter des rapports dans les mœurs et le langage, qui n'ont été considérés en ce sens par aucun auteur. En 1534, le navigateur Jacques Cartier trouva que les habitans de Terre-Neuve et du Canada portaient les cheveux liés au-dessus de la tête *comme un paquet de*

* Raynal.

foin:* cet usage est absolument le même que celui des Gaulois et des Sicambres de l'antiquité. *Crinibus in nodum tortis venêre Sicambri*, dit Martial.† On sait aussi que les habitans des îles de l'Amérique sont dans l'usage de se tatouer et de se peindre le corps de diverses couleurs. César‡ rapporte que les guerriers du nord de l'Angleterre se peignaient de la même manière; ce qui les fit appeler *Pictes* par les Romains. Ces ressemblances ne sont pas de simples effets du hasard. Sont-elles le résultat de l'imitation, ou prouvent-elles une commune origine? Du moins elles servent de jalons à l'historien et suppléent en quelque sorte aux documens précieux qu'il eût été si facile aux premiers colons de recueillir. Mais l'ignorant orgueil de ces Européens était si grand, qu'il fallut une bulle du pape pour les convaincre que les Indiens étaient des hommes comme eux.

* Charlevoix, Hist. de la Nouv. France, tom. I, p. 12.
† *Crinis in nodum coactis apud Germanos.* Sénèque.
‡ Commentaires, liv. V.

SECONDE PARTIE.

Établissement des Anglais en Amérique, et histoire de leurs colonies jusqu'à la révolution.

Élisabeth mourut en 1603, et les Stuarts montèrent sur le trône. La paix et le caractère de Jacques Ier, l'impression qu'avait faite le bon succès du voyage de Gosnold, donnèrent une nouvelle activité aux entreprises maritimes qui avaient le Nouveau-Monde pour but. Ce prince partagea en deux portions les terres dont les navigateurs anglais avaient pris possession en Amérique depuis le 34e jusqu'au 45e degré de latitude.

Deux compagnies furent autorisées à y faire des établissemens. L'une, formée à Londres, reçut le droit de s'établir dans la première portion, appelée la première colonie de Virginie ou colonie du sud; l'autre compagnie, formée du marchands de Bristol et de Plymouth, dans la seconde Virginie ou colonie du nord, qui depuis fut agrandie et appelée Nouvelle-Angleterre.

Cet acte de concession (2 nov. 1606) est le plus ancien qui ait été donné par le gouvernement bri-

tannique, après celui qu'Élisabeth avait accordé (11 juin 1578) et qui était demeuré sans résultat. C'est le seul qui mérite attention, puisque c'est le premier qui ait régi un établissement fixe. Les clauses en sont remarquables. Le territoire était cédé aux colons, qui n'en conservaient pas moins les droits de citoyens anglais. L'administration demeurait dans les mains du roi, qui nommait à toutes les places. Le commerce était permis aux colons avec toutes les puissances étrangères, et l'on exemptait des droits toutes les marchandises qu'ils devaient porter en Angleterre, ou en retirer pendant un certain nombre d'années. Enfin le jugement par jurés était établi.

Les compagnies de Londres et de Plymouth ne négligèrent rien pour recueillir les avantages de cette concession; mais comme elles agirent séparément et à des époques différentes, nous suivrons séparément aussi l'histoire de leurs premiers établissemens, en rappelant successivement la fondation de chacune des autres colonies.

PREMIÈRE SECTION.

Histoire des colonies du sud jusqu'à la révolution de 1688.

Virginie.

Cinq cents colons, embarqués sur trois vaisseaux par les soins de la compagnie de Londres, dont nous venons de parler, quittèrent la Tamise le 19 décembre 1606, sous le commandement du capitaine Newport. Plus heureux que les navigateurs qui l'avaient précédé, Newport, qui se proposait de débarquer à *Roanoke*, où avaient été fondés les anciens établissemens anglais, fut poussé plus au nord par un coup de vent dans la baie de *Chesapeak*, découverte en 1586 par Lane, rade immense où se jettent une foule de fleuves, et qui remonte au nord à plus de cinquante lieues dans les terres.

Il se fixa sur les bords de la belle rivière de *Powhatan*, qu'il appela *James*, du nom du roi Jacques, et y fonda la ville de *James-Town* (1607.)

Les Anglais furent à peine débarqués qu'ils méconnurent l'autorité du gouvernement et refusèrent d'admettre au conseil de la colonie le capi-

taine Smith, désigné pour en faire partie, et dont la capacité éveillait la jalousie de ses collègues.

Bientôt les discordes intestines et la diminution des vivres firent naître l'inquiétude. Le gouverneur Wingfiel fut surpris au moment où il allait s'éloigner dans le seul bâtiment qui restât depuis le départ de Newport pour l'Angleterre. Pour comble de misère, la conduite imprudente des colons et peut-être la défiance et la férocité des Sauvages, suscitèrent une guerre cruelle avec ceux-ci. Les colons recoururent alors au génie actif de Smith, qu'ils investirent de la suprême autorité.

Smith ayant fait fortifier James-Town de manière à le préserver d'un coup de main de la part des Indiens, se mit en campagne, forma des alliances avec les uns, battit les autres, malgré la supériorité de leur nombre, et ramena l'abondance dans la colonie.

Dans un de ces combats, étant tombé dans un marais, il fut pris et dut son salut à la fille d'un chef qui se jeta entre lui et le Sauvage qui allait le frapper, au moment même où sa tête était déjà baissée pour recevoir le coup mortel. A son retour à James-Town, Smith trouva la colonie presque entièrement anéantie. Heureusement Newport arriva d'Angleterre et ranima le zèle de tous en rétablissant l'abondance et amenant de nouveaux planteurs.

Les défrichemens commençaient à s'étendre, lorsque le hasard fit découvrir un ruisseau qui roulait des paillettes brillantes, que l'on prit pour de l'or (2 juin 1608.) On abandonna surle-champ la culture des terres pour ramasser ce prétendu trésor, et l'on expédia bientôt en Angleterre un bâtiment chargé de talc. Tel fut le premier envoi de la colonie anglaise vers la métropole ! L'ignorance et l'espoir d'imiter les Espagnols avaient fait abandonner les travaux utiles; la famine reparut. L'infatigable Smith se remit en campagne et sauva la colonie. Il entreprit ensuite de pénétrer dans la baie de Chesapeak, qu'il parcourut tout entière. A l'extrémité de cette baie, il rencontra des Sauvages armés de haches provenant originairement des Français du Canada. Ce fait prouve que ceux-ci avaient dès long-temps pénétré dans le nord de l'Amérique, et que les naturels de la Virginie avaient des rapports de guerre ou d'amitié avec les peuplades les plus éloignées.

Cependant la compagnie qui avait fondé la colonie n'en retirait aucun avantage. Jacques Ier, voulant améliorer sa situation, lui accorda des priviléges plus amples et le droit de se gouverner elle-même (23 mai 1609.) De nouveaux actionnaires se joignirent à elle, et les principaux seigneurs de l'Angleterre prirent place parmi eux.

Lord Delawarre fut fait gouverneur à vie. Avant son départ, Thomas Gates, ainsi que George Sum-

mers et Newport, furent chargés de conduire neuf vaisseaux et cinq cents émigrans en Virginie. Par un hasard singulier on oublia de fixer le rang de ces trois chefs, qui, ne pouvant s'accorder sur la préséance, montèrent sur le même vaisseau, qu'un ouragan jeta sur la côte d'une des îles Bermudes. Le reste de l'escadre étant arrivé à James-Town, ne put y donner une connaissance légale de la nouvelle charte, et Smith garda le pouvoir jusqu'à l'arrivée du navire qui portait le nouvel acte constitutif.

Mais, blessé dangereusement par l'explosion d'un paquet de poudre, il fut obligé de quitter la Virginie (1609.) Après son départ tous les élémens de prospérité de la colonie et toutes les richesses s'évanouirent devant l'esprit de débauche et d'insubordination. Les Indiens, ayant appris son départ, fondirent de tous côtés sur les établissemens formés près des rivières de James et de Nansemond. La famine devint si pressante qu'on fut réduit à dévorer les corps de ceux qui succombaient à leurs maux. En six mois il n'y eut plus que soixante personnes, sur près de cinq cents qu'avait laissées Smith en partant.

Summers et Gates arrivèrent alors des Bermudes. Leur présence était impuissante pour calmer tant de maux. Il fut résolu de quitter ce funeste séjour. Tout le monde était embarqué, les vaisseaux naviguaient déjà vers l'Angleterre, et la

colonie n'existait plus, lorsque le lord Delawarre les rencontra, les contraignit de retourner et réinstalla les planteurs à James-Town, que Gates, par un heureux mouvement, n'avait pas voulu qu'on incendiât en partant. Ce besoin de faire le bien qui caractérise les belles ames, guidait le lord Delawarre. Ses grandes qualités rétablirent l'ordre et inspirèrent du respect aux Indiens pour les Anglais. Au lord Delawarre, que sa santé rappela trop tôt en Angleterre, succédèrent dans le gouvernement, mais seulement comme ses lieutenans, d'abord Percy, homme doux, mais trop faible, puis Thomas Dale, qui passe pour avoir sauvé la colonie par la promulgation de la loi martiale, dont le philosophe François Bacon conseilla l'exécution, et enfin Gates, qui étendit les établissemens anglais et vit joindre les Bermudes et toutes les îles situées à trois cents lieues de la côte au territoire de la colonie (1612.)

(1616) Ce fut vers cette dernière époque qu'un jeune Anglaise, Rolfe, obtint la main de la jeune Indienne *Pocahontas*, la même qui avait sauvé la vie au capitaine Smith. Elle était fille de *Powhatan*, chef des *Chiccahominies*, nation voisine de la colonie. Ce mariage, célébré avec une pompe extraordinaire, fit conclure un traité durable avec les Indiens, qui se reconnurent tributaires de la colonie ; mais Rolfe ne trouva point d'imitateurs parmi ses compatriotes.

Sous la direction de Thomas Dale les terres de la colonie cessèrent d'être cultivées en commun. Chacun put devenir propriétaire. Le monopole cessant, l'industrie et l'activité naquirent avec la concurrence, et la colonie, désormais à l'abri du besoin, prit un rapide accroissement. Ce fut alors que la culture du *tabac*, source de la richesse de la Virginie, s'introduisit dans le pays. La vente en fut si favorable, malgré les déclamations du roi, qui s'en était déclaré l'ennemi, que les planteurs négligèrent toutes les autres cultures. On fit croître du tabac jusque dans les rues de James-Town. La nécessité de se procurer des vivres fit recommencer les vexations envers les Indiens. Ils formèrent dès lors des projets de vengeance trop cruellement réalisés dans la suite.

Long-temps la couronne voulut exercer des droits sur le commerce du tabac ; mais enfin les colons, qui avaient formé des entrepôts en Hollande, pour éviter des taxes onéreuses, obtinrent de l'introduire seuls dans le royaume, moyennant un impôt plus modéré.

(1620) A peu près vers ce même temps la compagnie envoya à la Virginie un nombre considérable de jeunes filles prises dans les familles du peuple, mais de bonnes mœurs, dont la présence encouragea les planteurs, éloigna de leur esprit l'idée du retour et amena d'heureux mariages, qui firent la prospérité de la nouvelle patrie que

ces femmes s'étaient donnée. Remarquons pourtant ici qu'elles furent toutes vendues, ou, si l'on veut, que le droit d'épouser chacune d'elles fut acheté pour une certaine quantité de tabac.

Un événement non moins important fut l'arrivée d'un vaisseau hollandais, venu de la côte de Guinée, qui vendit aux planteurs vingt nègres, premiers esclaves qui accrurent rapidement la richesse de la colonie, et dont la graduelle multiplication menace aujourd'hui l'existence de la république entière.

Nous sommes arrivés à l'époque où la seconde compagnie, formée en 1606, et à laquelle avait été attribuée la partie nord de l'Amérique anglaise, s'occupa pour la première fois de profiter de la concession que lui avait faite Jacques Ier.* Déjà la colonie de Virginie était florissante. Poursuivons l'histoire de celle-ci.

Jacques Cartier, suivi de quelques Français, avait touché au Canada en 1535, et fait alliance avec plusieurs tribus indiennes. Les établissemens français s'étaient étendus dans le pays. D'autres avaient été formés, sous François Ier, et depuis ce prince, au cap Breton (1541,) à Québec (1608,) sur le fleuve Saint-Laurent et à Port-Royal, ville située dans la partie la plus septentrionale de la baie de Funday (1605.) Henri IV, à son tour avait nommé un lieutenant-général de l'Acadie,

* Voyez plus loin l'histoire des colonies du nord.

vaste territoire, compris entre les 40e it 46e degrés de latitude nord.

Sous le prétexte que cette contrée appartenait au roi d'Angleterre, et quoique l'on fût en pleine paix, le capitaine Argal, sous l'autorisation de Thomas Dale, alors gouverneur de la Virginie pour le lord Delawarre, s'empara de la ville française de Port-Royal (1614,) qui était sans défense et que les colons abandonnèrent pour se réfugier chez les Indiens, leurs alliés.

Cette piraterie fut hautement blâmée. Les Français rentrèrent dans leur ville immédiatement après la retraite d'Argal, qui, à son retour, vint attaquer les Hollandais, depuis long-temps établis sur la rivière d'Hudson. Ceux-ci n'étaient pas non plus en mesure de lui résister, et se soumirent à remettre la colonie au roi d'Angleterre ; mais ils refusèrent d'exécuter cet injuste traité lorsqu'ils eurent reçu du renfort et pourvu à la défense de New-York, leur capitale, alors appelée Amsterdam.

Le lord Delawarre ètant mort, Yardley fut nommé capitaine-général de la Virginie (1619.) Ce fut lui qui convoqua la première assemblée des habitans; réunion memorable d'où date le premier pas vers l'affranchissement des colonies.

La puissance législative, jusqu'alors exercée, d'abord par les rois, ensuite par la compagnie en Angleterre ou par ses agens en Virginie, passa entre les mains des habitans.

Les onze bourgs alors existans élurent leurs députés, qui se réunirent au gouverneur, devenu l'image du roi, et au conseil de la colonie qui fut celle de la chambre des pairs. L'assemblée se tint à James-Town (juillet 1619,) et fut désormais appelée chambre des bourgeois ; véritable convention d'un peuple qui voulait être pour quelque chose dans ses lois, et belle imitation des institutions de la mère patrie !

Sous un gouvernement semblable la colonie ne pouvait que prospérer. Elle étendit au loin ses établissemens ; mais une catastrophe imprévue fut de nouveau sur le point de l'anéantir.

On sait de quels peuples elle était entourée. Powhatan leur chef ou Wirowanée, père de Pocahontas et allié des Anglais était mort (1618.) Son successeur Opchankanou, qu'on disait Mexicain et que sa bravoure avait élevé au commandement, fatigué de voir des étrangers envahir petit à petit son territoire, résolut de les expulser. Il mit quatre années à gagner successivement les peuplades voisines et à préparer dans l'ombre son terrible projet. L'admirable constance des Sauvages à garder un secret se surpassa cette fois, et le jour même de leur attaque ils apportèrent aux Anglais les présens de leur chasse, comme pour leur montrer qu'ils savaient à leur tour se servir des armes à feu qu'on avait mises entre leurs mains.

Au jour qu'ils avaient fixé (22 mars 1622,) ils se

précipitèrent tous à la fois dans les habitations des colons, et massacrèrent tout ce qu'ils recontrèrent, sans distinction d'âge ni de sexe. Le reste ne dut son salut qu'à la pitié d'un d'entre eux. Il avertit son maître, qui courut donner l'alarme à James-Town, où se réfugièrent tous ceux qui purent échapper à la fureur des Indiens.

Tout pleins de l'horreur qu'inspire le spectacle d'une aussi atroce vengeance, souvent répétée dans la suite, devons-nous blâmer le sentiment qui la commanda ? Les Américains, injustement dépouillés par les Anglais du fruit de leurs travaux, du sol de leur pays, de leur indépendance autrefois sans bornes, n'eurent-ils pas raison de tenter un puissant effort pour extirper le mal dans sa racine ? Si, débarqués sur nos rivages, quelques Indiens prétendaient commander chez nous et nous déposséder de notre patrie, tout moyen ne serait-il pas jugé légitime pour repousser ces étrangers ?

Une guerre sanglante suivit cette rupture, et les Anglais déployèrent les mêmes moyens et les mêmes fureurs contre les Indiens que celles dont les Espagnols avaient fait rougir l'humanité dans leurs colonies. On les chassa dans les forêts comme des bêtes fauves. On fit avec eux des traités de paix pour les assassiner ensuite par surprise, et la dissimulation du Sauvage devint le partage des Anglais. On dépeupla ainsi une vaste étendue de pays, et du moins on fit du repos

pour la colonie, qui se releva lentement de son désastre.

Les réunions de la compagnie de Virginie à Londres devinrent à cette époque le théâtre des discordes des deux factions qui divisaient l'Angleterre, sous les noms de parti des provinces et de parti de la cour. Le roi Jacques n'ayant pu y faire triompher ce dernier, cita la compagnie au tribunal du banc du roi, après avoir fait emprisonner ses principaux officiers, et la dissolvit, comme tenant de la couronne tous ses droits et priviléges (1623.) Ses établissemens avaient déjà coûté cent cinquante mille livres sterling, plus de neuf mille personnes avaient successivement passé en Virginie, et cependant sa population n'était pas de 1,800 individus. En 18 années elle avait eu dix gouverneurs.

Jacques s'occupait de donner une nouvelle organisation à la colonie lorsqu'il mourut.

Charles Ier continua l'œuvre de son père. Il adjoignit au gouverneur un conseil de douze membres (1625.) Les impôts furent levés, les statuts promulgués sans le concours des colons. Un ordre de Charles les contraignit de ne vendre leur tabac qu'à des commissionnaires autorisés par le roi et qui achetaient pour lui. Des concessions furent faites par la couronne dans les limites mêmes de la colonie, et nuisirent beaucoup à son repos et à la culture de ses terres.

John Harvey, successeur d'Yardley, rendit ce régime encore plus intolérable. Les colons, indignés, se soulevèrent contre lui et l'envoyèrent prisonnier en Angleterre.

Le roi refusa de leur rendre justice, renvoya le gouverneur à son poste; mais il le remplaça bientôt par William Berkeley (1639,) dont les talens et les vertus firent pendant près de quarante ans le bonheur de la colonie.

A l'approche de la convocation du parlement, qu'il s'était dispensé de réunir pendant près de douze ans, Charles, qui voulait se populariser, permit à Berkeley de convoquer l'assemblée générale de la colonie, et lui rendit presque tous les droits dont jouissaîent ses sujets de la Grande-Bretagne, se bornant à empêcher la Virginie de commercer avec les puissances étrangères. L'influence de cette douce administration fut telle qu'au commencement de la guerre civile la colonie comptait 20,000 habitans.

Elle ne fut point ingrate, et demeura fidèle à Charles Ier, même après l'abolition de la monarchie et le bannissement de son fils. Le parlement n'était pas disposé à supporter une pareille opposition. Il arma une flotte, et la Virginie fut obligée de reconnaître la république.

Sous Cromwel elle fut tranquille. Connaissant l'esprit qui l'animait, beaucoup de royalistes d'Angleterre vinrent y chercher le repos; leur

présence exalta l'opinion des colons à tel point, qu'à la mort de Mathews, dernier gouverneur pour Cromwel, la Virginie leva l'étendard royal, et proclama Charles II.

La contre-révolution qui s'opéra tout à coup alors en Angleterre et replaça ce prince sur le trône, sauva la colonie du châtiment sévère auquel elle s'était imprudemment exposée. Elle éclata en transports de joie.

Ils ne furent pas longs. Le parlement, non content d'adopter les idées du dernier gouvernement sur les gênes imposées au commerce, les augmenta d'une manière insupportable. L'acte de navigation, imaginé par le protecteur, fut rendu par ceux qui le remplacèrent. Plus tard (1663) on en perfectionna la rigueur.

Cet acte interdisait le commerce des colonies à tous autres vaisseaux et à tous autres sujets qu'à ceux de l'Angleterre. Il faisait de la métropole un vaste entrepôt de tous ses produits d'outremer et lui assurait l'approvisionnement de toutes les colonies. Il fut le premier pas des Anglais dans le système si habilement développé dans la suite par Pitt, qui fait la grande charte commerciale de la nation, et qui, après l'avoir enrichie, la ruinera peut-être un jour.

Les plaintes des colons contre l'acte de navigation ne furent point écoutées. De là naquit un commerce interlope avec les étrangers, particuliè-

rement les Hollandais établis sur la rivière d'Hudson. Profitant du mécontentement général, quelques vétérans de Cromwel, bannis en Virginie, formèrent le projet de rendre la colonie indépendante. Le complot fut découvert, et long-temps l'esprit de révolte nécessita une surveillance rigoureuse.

A ces maux se joignit la baisse prodigieuse du prix du tabac, par suite du monopole royal (1675,) des attaques multipliées des Indiens contre une colonie qu'ils voyaient languissante, et (1676) du mécontentement causé par des concessions royales de terres faites sans discernement, et qui souvent comprenaient des propriétés déjà cultivées.

Ces motifs facilitèrent l'insurrection de Nathaniel Bacon, colonel de milice. A la tête des mécontens armés sous le prétexte de combattre les Indiens, il mit en fuite le gouverneur Berkeley. Il convoqua ensuite l'assemblée des habitans, qui le confirma dans le pouvoir dont il s'était emparé. Berkeley, avec peu de force, lutta contre lui, et le ravage de la colonie fut le résultat de la guerre civile. Sept mois s'étaient écoulés depuis que Bacon avait été promu au pouvoir. L'Angleterre préparait pour le réduire un grand armement, lorsque sa mort mit fin à la révolte (1677.)

Bacon paraît avor été guidé par des motifs généreux dans ses premières démarches, et conduit à la révolte par la sévérité avec laquelle le gouver-

neur s'opposait à ce que les colons s'armassent d'eux-mêmes contre les Indiens.

Après la mort de Bacon, Berkeley convoqua une assemblée de représentans du peuple pour cicatriser les plaies de la colonie. La clémence acheva d'assurer la soumission des mécontens. (1678) Un traité avec les Indiens prévint de nouveaux malheurs.

Depuis cette époque jusqu'à la révolution de (1688), l'histoire de la Virginie n'offre aucun événement remarquable. Sous différens gouverneurs, la colonie fut administrée d'après les maximes d'autorité arbitraire qui caractérisèrent les dernières années de Charles II., et les conseils imprudens qui égarèrent Jacques II. Les Virginiens ne jouirent que d'une faible portion de la liberté assurée par la constitution du pays. (1679) Une loi défendit, sous le gouverneur Colepepper, de se plaindre des actes de son autorité. Le chevalier Andross augmenta encore le poids du gouvernement en voulant établir en Virginie tout le cahos de la jurisprudence anglaise (1692).

Cependant les émigrations, occasionées par la facilité d'acheter des terres, continuaient, la culture du tabac s'étendait de jour en jour, et la population de la colonie était déjà de soixante mille habitans à l'époque de la révolution.

Maryland.

Le lord Baltimore, que les rigueurs de Henri VIII envers les catholiques déterminèrent à chercher dans le Nouveau-Monde un asile à la liberté de conscience, obtint, en (1632), une concession dans le territoire même déjà donné à la colonie de Virginie.

Environ cent émigrans, presque tous d'une condition distinguée et catholiques, suivirent Calvert, chargé de diriger l'expédition, et descendirent sur les bords de la Potomack, au nord de la baie de Chesapeak. Ils achetèrent des indigènes le territoire où ils bâtirent la ville de Sainte-Marie, et donnèrent à leur établissement le nom de Maryland, en l'honneur de Marie de France, reine d'Angleterre.

Il est à remarquer que la concession faite au lord Baltimore ne contenait aucune clause qui astreignît la nouvelle colonie à soumettre ses lois à l'approbation de la couronne. Comme elle privait les planteurs de la Virginie d'une partie de leur territoire, ils réclamèrent contre elle; mais ce premier démembrement d'une colonie anglaise fut consacré par le gouvernement, et un libre commerce autorisé entre les deux colonies.

(1637) La première assemblée des habitans du Maryland, après quelques discussions avec de lord Baltimore, lui assigna un revenu fixe et s'en dé-

clara indépendante, pour la direction des affaires de la colonie.

W. Clayborne avait fondé dans l'île de Kent un établissement, sous l'autorisation du roi et du gouverneur de Virginie. Il soutenait, en armant les Indiens, son refus de reconnaître la juridiction du Maryland. (1639) L'assemblée le déclara coupable de haute trahison, et il fut obligé de renoncer à ses prétentions.

Les persécutions religieuses procurèrent un rapide accroissement à la population du Maryland. Un grand nombre de catholiques de la métropole et de la Nouvelle-Angleterre (colonie du nord dont nous ferons bientôt connaître l'histoire) vinrent y chercher un asile, déterminés par l'esprit de modération qui portait les habitans de cette colonie à accorder à toutes les sectes les mêmes priviléges.

Le nombre des colons s'étant considérablement accru, on reconnut, en 1639, la nécessité de ne plus les convoquer que par représentans. En 1650 le pouvoir législatif fut composé de deux chambres séparées et du gouverneur.

Jusqu'à l'époque des troubles d'Angleterre, la tranquillité du Maryland ne fut pas troublée. Une seule guerre contre les Indiens fut terminée par leur entière soumission.

Lors du renversement de la monarchie, Clayborne reparut. Il avait embrassé le parti du parlement, et voulait soulever la colonie. Il s'empara en effet

de l'autorité, mais l'année suivante il fut expulsé (1641).

(1651) Plusieurs années après il reparut de nouveau avec des pouvoirs de la chambre des communes d'Angleterre. Sa présence fit éclater la guerre civile entre les catholiques romains et les partisans de la révolution. Ceux-ci triomphèrent, leur fanatisme se déchaîna contre les papistes et les quakers, successeurs des anabatistes et véritables apôtres de la tolérance universelle, si leur zèle n'était devenu trop exagéré par suite de la persécution.

Malgré ces commotions la colonie prospérait, et lors du rétablissement de la royauté, elle comptait douze mille habitans.

Le Maryland proclama avec une vive allégresse le retour de Charles II. L'assemblée législative, immédiatement convoquée, rentra dans tous ses droits. L'histoire du Maryland n'offre plus rien d'intéressant jusqu'à la révolution d'Amérique; ses rapports et son voisinage avec la puissante colonie Virginie lui ravissent toute importance véritable.

Caroline.

(1498) Pendant que Jean Cabot découvrait le nord de l'Amérique Septentrionale, jusqu'à la Virginie, Ponce-de-Léon parcourait la Floride, (1514) qu'Elisabeth comprit dans la Virginie.

En France, François I[er] fit reconnaître le même pays par Verazani (1523, 1524, 1525 ;) mais ce ne fut que sous Charles IX que les Français songèrent sérieusement à s'y établir.

Le grand Coligni, fatigué de voir les calvinistes en butte aux persécutions toujours renouvelées d'une cour sans foi, forma le projet d'ouvrir en Floride un refuge à ses partisans. Il y envoya plusieurs vaisseaux sous les ordres de Ribeaut, qui éleva le fort Charles sur la rivière d'Edistow. En 1564, Laudonnières y fit une nouvelle expédition et se fixa sur les bords de la rivière de Mai, depuis appelée San Matheo. Il nomma le fort qu'il construisit la *Caroline.* Les Espagnols, qui prétendaient à la possession exclusive du pays, attaquèrent les Français sous le commandement de Pedro Ménendez. Ils les battirent et en firent plusieurs prisonniers; quelques autres, las d'errer parmi les Indiens, où les Espagnols leur faisaient la chasse, se rendirent volontairement. Les historiens s'accordent tous à dire que les uns et les autres furent pendus par les Espagnols (1565,) qui placèrent sur la tête des victimes un écriteau portant ces mots : *Non comme Français, mais comme hérétiques.*

Coligni était mort assassiné, et la cour de France ne portait pas assez d'intérêt aux siens pour songer à venger une parcille injure. Un simple particulier, le chevalier de Gourgues, l'entreprit et réussit.

Il arma quelques bâtimens à ses frais, fut en Floride, conclut une ligue avec les Indiens, toujours plus favorables aux Français qu'aux autres étrangers, battit les Espagnols et fit pendre ceux qui tombèrent entre ses mains au même endroit où avaient été suppliciés ses compatriotes. Il fit placer sur leur tête un écriteau qui portait : *Non comme Espagnols, mais comme meurtriers ;* ironie chevaleresque et barbare qui prouve que la loi du talion n'est pas toujours un acte de justice.

L'établissement de Gourgues fut bientôt abandonné. Les Anglais firent ensuite de leur côté plusieurs tentatives inutiles pour en former dans le même pays, auquel ils conservèrent le nom de Caroline. Ce ne fut qu'en 1663 qu'ils s'y fixèrent, en vertu d'une concession faite à plusieurs seigneurs puissans et qui, comme celle du Maryland, ne soumettait pas les actes de la colonie à l'approbation de la couronne.

Déjà le pays était habité sur plusieurs points. Des émigrans de Virginie s'étaient fixés près du détroit d'Albemarle sous la protection du gouverneur Berkeley. Ils formèrent une première colonie en Caroline.

Un nombre considérable d'habitans de la Barbade avait peuplé le reste du pays situé au sud du cap Fear ; on y établit une seconde colonie et un gouvernement séparé. Telle fut l'origine des deux Carolines, qui s'étendaient depuis le 29e degré de

latitude nord jusqu'au 36e, et depuis la mer Atlantique jusqu'à la limite indéfinie de l'Océan du sud.

Ces deux états se gouvernèrent séparément.

(1669) Les propriétaires du comté d'Albemarle eurent recours au célèbre Locke pour leur donner une constitution. Ce philosophe établit la tolérance religieuse pour première base de son gouvernement ; mais il favorisa moins la liberté civile. Il établit une cour suprême, composée des concessionnaires nommés par la charte royale, et présidée par l'un d'entre eux sous le nom de palatin. Il créa une noblesse héréditaire avec majorats, composée de Landgraves et de Caciques. Il établit une assemblée législative par représentans. Tous ces corps délibéraient en commun.

Une foule de réglemens minutieux compléta le gouvernement de Locke. Il n'eut aucun succès et excita un mécontentement général. Des insurrections eurent lieu et arrêtèrent les progrès de la colonie. (1693) Enfin, apres la révolution, les propriétaires prirent le parti de renoncer à cette constitution, et la Caroline, affranchie des entraves qui s'opposaient à son développement, vit alors naître pour elle une prospérité inaccoutumée.

DEUXIÉME SECTION.

Histoire des colonies du nord, ou de la Nouvelle-Angleterre, jusqu'à la révolution de 1688.

Ce fut une utile institution que celle qui, sous Jacques Ier, donna à la fois l'existence à deux colonies américaines. Elle établit deux centres de commerce et dut exciter une noble émulation entre les deux compagnies qui se chargèrent de les créer.

On vient de voir ce que fit la compagnie de Londres pour la colonie de Virginie. La compagnie de Plymouth, propriétaire de la colonie du nord, n'exécuta pas d'aussi grands travaux.

Le premier vaisseau qu'elle arma fut confisqué par les Espagnols (1606), qui prétendaient alors exclure des mers de l'Amérique toutes les nations. Un faible établissement fut ensuite tenté à Sagadahoc, et bientôt abandonné. Depuis lors la compagnie se contenta de se livrer à la pêche sur les côtes de la nouvelle Écosse et à Terre-Neuve.

On se souvient que le capitaine Smith, le génie tutélaire de la Virginie, blessé dangereusement

(1609), était repassée en Angleterre. La compagnie de Plymouth lui offrit en 1614 le commandement d'un vaisseau avec lequel il parcourut toutes les côtes du pays concédé à cette compagnie, depuis la rivière de Penobscot jusqu'au cap Cod. Il en présenta la carte et la description à Charles, prince de Galles, qui, dans la chaleur de son admiration, lui donna le nom de Nouvelle-Angleterre.

Depuis le voyage de Smith, la compagnie de Plymouth ne fit aucune nouvelle expédition. Les discordes religieuses amenèrent les premiers établissemens sur le territoire concédé.

Plusieurs sectes divisaient l'Angleterre. Henri VIII avait méconnu l'autorité du pape, et son fils Edouard VI consacré le rite anglican. Marie, au contraire, se déclara contre la réforme; beaucoup de protestans se réfugièrent sur le continent. Elisabeth, tout en les rappelant, fit approuver le rituel anglican par l'acte dit d'*uniformité*. La secte des puritains ne voulut point s'y soumettre, fut persécutée, et, de son côté, proclama que l'église d'Angleterre, aussi bien que le pape, étaient antichrétiens (1580.) Robert Brown réduisit en corps de doctrine les dogmes religieux de ces sectaires. On les appela brownistes. Obligés du fuir la persécution, ils se réfugièrent en Hollande, d'où ils résolurent de passer en Amérique.

Sur l'avis que, s'ils n'obtenaient pas du roi l'assurance formelle qu'ils y seraient tolérés, du

moins on fermerait les yeux, ils traitèrent avec la compagnie de Virginie (1618) pour la cession d'une étendue de terre dans les limites de sa concession.

New Plymouth.

Cent vingt brownistes partirent en 1620 sur un seul navire. Ils devaient se rendre sur les bords de la rivière d'Hudson; mais le hasard les conduisit au cap Cod, où ils s'établirent provisoirement et fondèrent la ville de New Plymouth, quoiqu'ils ne fussent pas sur le territoire qui leur avait été cédé. Ils se hatèrent de constituer leur état d'après leurs principes religieux. L'égalité parfaite, garantie par l'assemblée régulière des habitans, et la communauté de biens furent instituées; et comme la religion importait plus que la morale à des sectaires, ils changèrent le nom des mois et des jours de l'année comme ayant une origine païenne, punirent de mort le culte des images, tandis que le fouet fut la seule peine du faux. Ils déclarèrent en outre ne vouloir admettre dans la colonie que des membres de leur communauté eligieuse.

Cette exclusion, contraire à l'esprit de colonisation, la sévérité des lois et la communauté de biens, plus encore que la mauvaise qualité du sol, arrêtèrent la prospérité de l'établissement. Dix années après sa fondation il ne comptait pas plus

de trois cents habitans. Les colons acquirent enfin de la compagnie de Plymouth le territoire sur lequel ils s'étaient fixés, et se gouvernèrent librement, jusqu'à la réunion de leur colonie à celle de Massachusetts.

Massachusetts.

La compagnie de Plymouth, quatorze années après l'autorisation qu'elle avait obtenue de Jacques Ier, sollicita et obtint d'étendre son territoire jusqu'au 48e degré de latitude nord (1620;) c'était le doubler. Elle ne fit rien cependant en exécution de ces deux actes ; seulement en 1627 elle céda à quelques brownistes la partie de ce vaste pays située à l'embouchure de la rivière Charles. Ceux-ci établirent la colonie de la baie de Massachusetts, ainsi appelée du nom du Sachem, ou chef indien de cette partie de la côte. Ils fondèrent la ville de Salem, et l'année suivante, celle de Charles Town (1628.)

L'intolérance accompagna les brownistes sur le territoire américain et la persécution frappa les anglicans qui se trouvaient parmi eux ; mais comme ces derniers étaient eux-mêmes persécutés en Angleterre, la colonie s'accrut rapidement par les émigrations qui eurent lieu, surtout dans la classe aisée.

En ce temps, la compagnie de Plymouth céda

sa charte aux colons, et leur transmit le droit de se gouverner, sans être sous l'influence d'un conseil résidant à Londres; transaction singulière et sans autre exemple dans l'histoire des colonies anglaises, par laquelle les acquéreurs cessaient d'être directement soumis à la couronne. Le roi toléra cette innovation.

Dix-sept vaisseaux, portant quinze cents colons, partirent alors pour la Nouvelle-Angleterre, et les villes de Boston, Dorchester, Roxborough et plusieurs autres furent fondées.

Bientôt les ravages qu'exerçait la petite-vérole parmi les Indiens, l'accroissement de la colonie et la nécessité d'étendre les cultures dans l'intérieur du pays obligèrent les *freemen* (les bourgeois) les plus éloignés à se faire représenter par députés dans leurs assemblées générales (1630.)

La représentation coloniale décréta qu'aucune loi ne serait portée; aucune taxe levée, aucun office public donné, que de son consentement. Tout, dans ce système, tendait au républicanisme, et appelait l'émigration des nonconformistes, d'une manière alarmante pour la mère-patrie. Aussi Charles Ier avait-il déjà fait et fit-il de nombreux efforts pour s'y opposer. Néanmoins beaucoup d'Anglais célèbres passèrent à la colonie de Massachusetts. Hugues Peters, depuis chapelain de Cromwell, et Henri Vane, fils d'un des conseillers intimes du roi, vinrent y ranimer le zèle des brow-

nistes, et exercèrent une grande influence sur l'accroissement de la colonie.

Ces émigrations devinrent si fréquentes que Charles les défendit par une proclamation. Un embargo fut mis sur les naivres qui allaient mettre à la voile. Olivier Cromwell, John Hampden et plusieurs autres, qui s'y étaient embarqués, furent ainsi contraints par la mauvaise étoile de Charles I[er] à demeurer en Angleterre.

Cependant, en dépit de cette défense, les migrations continuèrent, et, en 1638, plus de trois mille personnes arrivèrent sur la colonie. Charles, irrité, mit en cause la corporation de Massachusettsbay, pour usurpation des droits de la couronne; elle fut condamnée à perdre son gouvernement. Mais l'orage grossissait contre Charles dans toutes les parties de ses états, et il cessa de donner aucune attention aux affaires d'une province si éloignée et si peu considérable.

Dès les premiers instans de son établissement, la colonie de Massachusetts cultiva l'amitié de celle de New-Plymouth, dont elle était voisine. L'attitude menaçante que prirent autour d'elle les indigènes, et les craintes qu'inspira le voisinage des Français, cimentèrent encore cette union.

Ceux-ci, comme on l'a déjà vu,* occupaient le Canada: leurs établissemens furent attaqués en 1614 par le capitaine Argal. Lorsque, sous Charles

* Page 35.

Ier, la guerre éclata entre la France et l'Angleterre, l'Acadie et le Canada, compris en partie dans la Nouvelle-Ecosse, furent conquis par le capitaine Kirk et restitués ensuite par un traité. Mais, en 1632, un parti français s'étant emparé d'un comptoir anglais établi sur la rivière de Penobscot, Richelieu parut vouloir y former un établissement régulier.* Le voisinage de tels ennemis fit armer les colonies anglaises du nord. On acheva le fort de Boston: on en construisit d'autres. New-Plymouth et le Massachusetts s'unirent encore d'une manière plus intime.

Providence et Rhode-Island.

Roger William, ministre du culte à Salem, dans le Massachusetts, avait prêché contre la croix de saint Georges du drapeau britannique, qu'il regardait comme un signe de superstition et d'idolâtrie, et obtenu que cette croix serait enlevée. Bientôt il fut banni de la colonie. Suivi de ses disciples, il se dirigea vers le sud, acheta aux Indiens un territoire considérable (1634), et, lui ayant donné le nom de Providence, ils s'y établirent.

A la même époque une femme, mistriss Hutchinson, créa la secte des *Antinomiens*, qui croyaient que la foi sans les œuvres suffit au salut. Bannie à son tour de la colonie, elle et ses disciples achetèrent des Sauvages une île fertile dans la baie de

* Les Français s'y maintinrent en effet jusqu'en 1654.

Narragansetts, qu'ils appelèrent Rhode-Island, et ils s'y établirent. Ils ne formèrent, avec les précédens émigrés sortis du Massachusetts, qu'une même corporation, qui demeura durant quarante années sous la direction de William, et où la morale la plus douce fut prêchée. William enseignait que la loi civile est sans empire sur la conscience, et que toute peine infligée pour matière de croyance est un acte d'oppression. Il proclamait le libre exercice du jugement particulier comme un droit naturel et sacré. Cette morale véritablement évangélique fit le bonheur de la colonie, dont le gouvernement fut purement démocratique, jusqu'à l'époque de la charte royale qui l'incorpora (1663), après une suspension de ses propres lois qui dura dix années.

Connecticut.

La colonie de Connecticut fut formée de la même manière que celle de Rhode-Island. En 1634, le pasteur Hooker, ayant obtenu, de la cour générale de Massachusetts, la permission d'aller s'établir au loin, partit avec quelques disciples, traversa de vastes solitudes, et s'arrêta sur le bord occidental de la rivière de Connecticut. Bientôt d'autres disciples, en venant le joindre, fondèrent les villes d'Hartford, de Springfield et de Weathersfield. Le territoire qui leur était concédé était hors de la limite du Massachusetts: ils en profitèrent pour

organiser un gouvernement indépendant ; et, modifiant les institutions de la colonie-mère, ils ne privèrent pas de leurs droits politiques ceux qui n'étaient pas membres de leur église.

Ils traitèrent ensuite pour la paisible possession du pays avec les lords Say et Brook, qui avaient bâti un fort à l'embouchure du Connecticut et avaient des droits sur leur territoire, et forcèrent les Hollandais de Manhadoës ou New-York, qui étaient déjà établis sur la même rivière, à l'abandonner.

(1662) Dans la suite, la colonie de Connecticut fut aussi formée en corps politique par une charte royale.

Guerre des colonies de Rhode-Island et de Connecticut avec les Indiens.

Les tribus indiennes, voisines de Rhode-Island et de la colonie de Connecticut, étaient nombreuses et aguerries. Les Péquods, la plus remarquable d'entre elles, conçurent de vives alarmes des nouveaux établissemens qui venaient d'être faits sur leur territoire. Mais, voulant les attaquer avec succès, ils s'efforcèrent de former un traité d'union avec les Narragansetts, qui habitaient près de Rhode-Island. Ceux-ci, n'écoutant qu'une vieille inimitié, refusèrent de traiter et s'allièrent avec les Anglais (1637). Les colonies s'étant armées, les Sauvages furent surpris sur la rivière Mistiq dans

une position fortifiée. Au moment où les Anglais escaladaient les palissades, les aboiements d'un chien se firent entendre : un combat opiniâtre eut lieu, dans lequel les Péquods furent presque entiérement massacrés. La guerre ayant continué, ceux qui survécurent aux fureurs inouies de cette campagne, où les Narragansetts déployèrent, sous la protection des Anglais, toute la barbarie des Indiens, abandonnèrent pour toujours le pays à ses nouveaux possesseurs.

New-Haven.

Au moment où cette guerre finissait, quelques émigrans arrivèrent d'Angleterre à Boston. Ne voulant pas se soumettre à un gouvernement auquel ils n'auraient point de part, ils allèrent fonder, sous le nom de *New-Haven*, une colonie indépendante, sur les bords de la rivière de Connecticut, où ils s'établirent malgré les Hollandais qui étaient alors maîtres de Manhadoës.

Cette colonie fut dans la suite réunie au Connecticut (1665.)

Faits communs aux colonies de la Nouvelle-Angleterre.

L'émigration vers les colonies cessa à la convocation du long parlement. Les maximes des puritains triomphaient et la guerre civile retenait les esprits turbulens.

Depuis l'arrivée des premiers brownistes à la Nouvelle-Angleterre jusqu'à cette époque (1640,) vingt-un mille deux cents colons y étaient passés.

L'échange d'émigration devint alors à peu près égal entre les colonies et la métropole ; vers ce temps furent faites les premières exportations des produits de la Nouvelle-Angleterre. La chambre des communes les exempta de tous droits d'importation et d'exportation (1642.)

Répondant à cette faveur, ou, pour être plus exact, suivant leur propre instinct, les colons applaudirent avec énergie à toutes les mesures révolutionnaires du parlement, et s'efforcèrent de prévenir chez eux les tentatives en faveur de la royauté.

(1643) Warwick fut nommé par le parlement gouverneur-général des colonies, et celles-ci ne désapprouvèrent pas la création d'une place si contraire à leurs droits. Ainsi les usurpations sont mutuellement tolérées entre gens du même parti.

A peu près dans le même temps, quelques esprits élevés formaient le projet de confédérer les colonies. On répandit le bruit qu'elles étaient menacées par une ligue générale des Indiens. Le sentiment d'un danger commun suggéra l'idée d'une défense commune, et les colonies de Massachusetts, de New-Plymouth, de Connecticut et de New-Haven formèrent, à l'imitation des Provinces-

Unies hollandaises, une confédération perpétuelle offensive et défensive, sous le nom de colonies unies de la Nouvelle-Angleterre. C'était déclarer par anticipation leur future indépendance. Mirabeau arma la France par la terreur qu'inspirèrent les brigands dont il la disait menacée ; les colonies furent confédérées par la crainte chimérique, mais qui devint bientôt générale, de l'armement des Indiens.

(1648) Par cet acte, chacune des colonies demeurait distincte, conservait sa juridiction et ses limites ; mais une assemblée générale de leurs députés délibérait sur les objets d'un intérêt commun. Cette confédération subsista quarant ans, c'est-à-dire jusques à la révocation des chartes des compagnies de Londres et de Plymouth par Jacques II.

Le parti qui dominait en Angleterre favorisait trop les colonies du Nord pour s'apercevoir des dangers d'un acte qui rompait en partie les liens qui les unissaient à la métropole.

(1648) Le Rhode-Island fut exclu de la confédération sous le prétexte que son établissement n'était pas formellement autorisé par la compagnie de Plymouth. Ses habitans s'appliquèrent dès lors à cultiver l'amitié des Indiens, desquels ils obtinrent la cession entière de leur territoire. Ils avaient tenu leur première assemblée des colons en 1647. Elle fut composée de tous les hommes libres.

Peu de temps aprés, l'assemblée générale se permit (1652) un nouvel empiètement sur les droits de l'Angleterre, en ordonnant la fabrication à Boston d'espèces d'argent qui portaient le nom de la colonie et la figure d'un arbre, symbole de son accroissement.

Les confédérés, augmentant chaque jour leur propre pouvoir, firent des traités avec les Français de l'Acadie et les Hollandais de Manhadoës (1650-1651,) sans la participation de la métropole et sans égard à sa situation envers les puissances dont dépendaient ces colonies.* Ce fut ainsi que pendant les troubles de la mère-patrie ils apprirent à se gouverner par eux-mêmes.

Le parlement s'était dès lors occupé de la séparation des colonies d'avec la métropole. Il rendit enfin un acte pour confirmer l'autorité de celle-ci : mais vainement voulut-il la ressaisir ; vainement il ordonna au Massachusetts de prendre une nouvelle charte et de tenir ses assemblées au nom du gouvernement d'Angleterre : le Massachusetts refusa de se soumettre (1651,) et le parlement ne renouvela pas ses réquisitions.

Cependant la discorde éclata souvent entre les colonies de la Nouvelle-Angleterre. Le Massachusetts refusa d'obtempérer plusieurs fois aux décisions du conseil général ; mais le Connecticut

* L'Angleterre déclara la guerre à la Hollande en 1651, et les colonies restèrent en paix avec les Hollandais de Manhadoës.

et le New-Haven ayant réclamé auprès de Cromwel contre l'un de ces refus, une simple menace de celui-ci fit rentrer le Massachusetts dans le devoir (1646.) Les disputes religieuses troublèrent aussi le repos de colonies confédérées.

Mais s'ils étaient agités par les discordes, les colons n'oubliaient pas les institutions utiles; s'ils persécutaient les catholiques, les anglicans et les quakers, qui venaient de paraître, ils faisaient de nobles efforts (1650) pour donner au collége qu'ils avaient établi à Cambridge en 1636 un accroissement proportionné aux nouveaux besoins de leurs établissemens.

Ainsi marchaient à la fois les colonies anglaises dans les voies du fanatisme et de l'intolérance et dans le sentier plus difficile de la liberté et de la civilisation. En peu de temps elles devaient abandonner les premières et mettre toute la vigueur de leur jeunesse à parcourir l'autre.

Après le rétablissement de la royauté, le Massachusetts évita soigneusement de se déclarer pour le nouvel ordre de choses, et s'efforça de consolider son indépendance, sous la protection de la métropole. L'assemblée générale fit à cet égard une déclaration de principes d'une énergie et d'un républicanisme remarquables. Le gouvernement anglais refusa de sanctionner les demandes de la colonie, et bientôt les nouvelles rigueurs qu'amena le perfectionnement de l'acte de navigation (1663)

achevèrent d'aigrir la colonie contre la mère-patrie.

Le Rhode-Island, qui avait tout à redouter du Massachusetts et de la ligue des colonies du Nord dont il avait été exclu, fut charmé du rétablissement de la monarchie, et obtint, en 1662, une charte royale qui reconnaissait l'assemblée générale des habitans.

Le Connecticut apprit avec indifférence le retour de Charles II. (1662) Il obtint à son tour une charte royale, qui réunissait à la colonie celle de New-Haven. Ce dernier état, alors indépendant, refusa d'abord de se soumettre à cette décision; mais le roi ayant, à cette époque, fait au duc d'York, son frère, une concession qui paraissait compromettre l'existence du New-Haven, il se hâta de s'unir avec le Connecticut pour se sauver d'une invasion plus dangereuse.

New-Hampshire et Maine.

La compagnie de Plymouth avait inconsidérément morcelé la partie septentrionale de son territoire entre divers acquéreurs qui n'y créèrent aucun établissement sérieux.

(1639) John-Mason devint propriétaire du New-Hampshire, et Georges du district de Maine.

Quelques particuliers seulement étaient disséminés dans le New-Hampshire, lorsque les discordes religieuses du Massachusetts, auxquelles

est due la fondation du Rhode-Island et du Connecticut, favorisèrent la formation d'une nouvelle colonie dans cette province.

Le ministre Wheelwright, proche parent de mistress Hutchinson, fondatrice du Rhode-Island, fut banni comme elle, et par rapport à elle, du Massachusetts (1637). Il se dirigea vers le Nord et fonda la ville d'Exeter, près de la baie de Piscataqua (1623); quelques émigrans, venus d'Angleterre, bâtirent ensuite la ville de Douvres.

Des querelles religieuses sur la grace et les œuvres dégénérèrent en guerre civile et firent le malheur de la colonie naissante.

Cependant, le rapide accroissement du Massachusetts avait engagé son gouvernement à en déterminer d'une manière invariable les limites. La charte les indiquait à trois milles au nord de la *Merrimack.* On prétendit qu'elles devaient être prises à partir de la source, et non de l'embouchure de cette rivière, qui coule du nord au sud; on envahissait ainsi une grande partie de New-Hampshire et de Maine. N'étant pas en état de soutenir ses droits, le New-Hampshire préféra se soumettre à la juridiction du Massachusetts (1641). Mais le ministre Wheelwright, ne voulant pas la reconnaître, se retira dans le district de Maine. (1650-1652) Peu d'années après Georges, propriétaire de ce district, se soumit à son tour à la juridiction du Massachusetts. Sous cette puissante

protection, les deux nouvelles colonies acquirent bientôt une haute importance.

New-York et New-Jersey.

Les Hollandais avaient formé des établissemens considérables dans l'Amérique du nord, dès l'année 1609. Dans la même contrée, ils avaient conquis en 1655, sur les Suédois, un pays étendu que ceux-ci occupaient depuis 1638. En un mot, ils possédaient une grande partie de la côte, qui s'étend depuis la Delaware jusqu'à l'île Longue, plusieurs forts et des comptoirs sur les rivières d'Hudson et de Connecticut. L'entreprise du capitaine Argal, en 1614, n'avait fait que les effrayer, et, depuis, leurs établissemens s'étaient de beaucoup accrus. Charles II. malgré son caractère efféminé, osa entreprendre de les expulser en pleine paix de ces possessions situées au centre des colonies anglaises. En conséquence (1664), il donna à son frère, le duc d'York, le pays qu'ils occupaient, une grande étendue de côtes et un territoire immense, qui remontait de l'embouchure de la Delaware jusqu'aux lacs du nord. Cette contrée fut nommée New-York. Le prince céda presqu'aussitôt au lord Berkeley, et à Georges Carteret, la partie de ce même territoire située entre la Delaware, l'Hudson et la mer. C'est le New-Jersey, d'abord appelé Nouvelle-Suède.

Le officiers que le duc d'York chargea de pren-

dre possession du pays qui venait de lui être concédé avec une aussi grande perfidie, s'étant entendus avec le lord Baltimore, propriétaire du Maryland, s'emparèrent (1664) de la Nouvelle-Amsterdam, capitale des colonies hollandaises, qu'ils appelèrent New-York, et achevèrent en peu de temps la conquête des nouveaux Pays-Bas.

L'un d'eux, ayant remonté la rivière d'Hudson pour s'emparer du fort d'Orange, depuis appelé Albany, eut une entrevue avec les chefs des cinq nations indiennes de cette partie de l'Amérique, et conclut avez eux une alliance, qui subsista longtemps, et fut éminemment avantagêuse aux Anglais.

Toutefois, les mœurs des premiers colons hollandais se conservèrent long-temps dans le New-Jersey, et ont même sensiblement influé sur celles de la population actuelle.

Le traité de Bréda, qui rendit l'Acadie aux Français, assura aux Anglais la possession paisible des nouveaux Pays-Bas. Mais la guerre s'étant rallumée en 1673, les Hollandais reprirent New-York, et tout le pays qui en dépendait. La cessation de la guerre remit, un an aprés, ce pays en la possession des Anglais.

(1674) Le duc d'York fit alors confirmer sa charte, et envoya pour gouverner ses possessions d'Amérique, sir Edmond Andross, homme d'un caractère dur et hautain, qui mécontenta les colons,

et éleva des contestations avec tous les états, voisins. Le mécontentement alla toujours croissant jusqu'au moment où la colonie fut appelée à faire discuter ses intérêts par ses représentans (1683.)

Le colonel Dongan la gouverna depuis cette époque jusqu'à la révolution, avec autant d'habileté que de bonheur.

Suite de l'histoire des colonies du Nord.

En faisant au duc d'York la concession du territoire occupé par les Hollandais, Charles II. avait nommé, des commissaires pour réorganiser les colonies du Nord. Ils reconstituèrent l'état de Maine indépendant du Massachusetts. Mais la cour générale refusa de reconnaître leur autorité, et reprit ce pouvoir de suzeraineté qu'elle exerçait auparavant sur le New-Hampshire et sur l'état de Maine.

Le courroux du monarque éclata. Il rendit un *quo warranto* contre le Massachusetts,* et la haute cour de chancellerie annula la charte de la compagnie de Nouvelle-Angleterre (1684.) A cette grande injustice, le caprice de Charles II. opposa un grand bienfait. Il fit cesser, par une ordonnance, les persécutions exercées dans la Nouvelle-Angleterre contre les quakers.

Ces secousses violentes n'empêchèrent pas

* Injonction par laquelle les princes anglais ordonnaient de rendre compte des droits de la couronne qu'ils prétendaient avoir été usurpés.

l'accroissement des colonies. En 1673, elles comptaient 120,000 ames, et pouvaient mettre sous les armes 16,000 hommes.

Si l'on aime à voir les établissemens des Européens prospérer, on se plaît aussi quelquefois à remarquer le courage des Indiens qui tentent de repousser ces spoliateurs au-delà des mers. En 1775 Philippe, jeune prince des environs de la baie de Massachusetts, parvint à former une ligue de plusieurs nations. Quoiqu'il ne fût lui-même chef que de cinq cents guerriers, il rassembla plusieurs fois 3,000 alliés, avec lesquels il fondit sur les Anglais. La guerre fut poussée avec un affreux acharnement, et ne finit que par la mort de Philippe, tué par un des siens. Il avait incendié un grand nombre de villages, et fait périr plus de six cents Anglais.

Charles II. étant mort, le nouveau souverain, Jacques II, fit exécuter la décision portée contre les colonies de la Nouvelle-Angleterre. Un même gouverneur fut donné au Massachusetts, au New-Hampshire, et aux provinces de Maine et de Narragansetts. Les représentations des colonies pour le maintien de leur liberté furent sans effet. (1665-1687) Le gouverneur Andross fit successivement casser les chartes des états de Rhode-Island et de Connecticut.* Il s'efforça même de faire an-

* Cette colonie cacha sa charte dans un tronc d'arbre et ne la rendit point.

nuler toutes celles qui étaient encore en vigueur. (1688) Vers le même temps, le New-Jersey et le New-York furent également réunis sous l'autorité du même gouverneur, et annexés à la Nouvelle-Angleterre. L'usage de l'imprimerie fut même interdit dans New-York. Ainsi furent momentanément anéanties la confédération et la liberté des colonies du Nord.

Cet ordre des choses était trop contraire aux droits et aux intérêts des colons pour qu'ils le supportassent patiemment. Le 18 avril 1689, les habitans de Boston se soulevèrent, emprisonnèrent le gouverneur et les membres de son conseil, et rétablirent l'ancienne forme de gouvernement.

Bientôt la nouvelle de la fuite du roi, et de l'établissement de Guillaume III, dissipa l'inquiétude que donnait aux colons la hardiesse de leur démarche.

La colonie de Rhode-Island et celui de Connecticut, rétablirent aussitôt leur gouvernement: le New-Hampshire, malgré son désir d'être réuni au Massachusetts, fut reconstitué en colonie indépendante.

Dans le New-York, quelques milices avaient voulu imiter la Nouvelle-Angleterre et chasser leur gouverneur particulier. Mais ce chef, qui avait des partisans, sut résister jusqu'à l'arrivée de nouveau gouverneur pour le roi Guillaume, auquel il remit le commandement.

Pennsylvanie et Delaware.

Un traité entre le duc d'York, le lord Berkeley et Carteret, avait créé le New-Jersey : un traité entre ceux-ci et Guillaume Penn fit fonder la Pennsylvanie (1674), située au nord de la Virginie et au sud du New-York. Le quaker Penn, fils d'un amiral qui avait fait des avances considérables aux Stuart, reçut en terres en Amérique le remboursement de ce qui était dû à son père. Penn avait long-temps habité le New-Jersey, et exploré la contrée qui lui était donnée. Il vit dans cette concession la faculté d'établir un hâvre de repos universel contre l'intolérance des religions, et se livra avec ardeur à l'accomplissement de ce dessein. Il légitima même la concession qui lui était faite en achetant le terrain aux Sauvages, ses premiers possesseurs, qui devinrent les amis de la colonie naissante.

Penn établit d'abord un gouvernement libre, dont les formes, trop compliquées et peu appropriées à l'esprit du temps et des lieux, ne plurent pas, et qu'il remplaça bientôt par un ordre de choses à peu près semblable à celui qui présidait aux colonies voisines. Il se rendit en Amérique (1683) avec deux mille émigrans, et débarqua sur les bords de la Delaware, où il jeta les premiers fondemens de Philadelphie, la ville des frères. Un an après, on y comptait cent maisons de bâties. L'assemblée

des colons eut lieu par représentans et publia des lois sages, qui établirent l'ordre, la liberté absolue de conscience, et l'obéissance au propriétaire.

Une décision du roi Jacques II. avait compris dans la concession de Guillaume Penn une partie de la péninsule qui sépare la Delaware de la baie de Chesapeak. Plus tard cette même partie fut constituée en colonie sous le nom de Delaware (1701), et, quoique régie par des lois distinctes, elle continua d'obéir aux ordres du gouverneur de la Pennsylvanie.

Cette dernière colonie demeura fidèle à l'esprit qui avait présidé à sa fondation. Les calvinistes cherchaient un asile à la Nouvelle-Angleterre, les luthériens en Virginie, mais toutes les sectes trouvèrent en Pennsylvanie un refuge, et y vécurent constamment en paix. Malheureusement l'esclavage des noirs ternissait l'éclat des institutions toutes patriarcales de cette colonie remarquable. Mais la société des amis s'opposa bientôt à cet infâme trafic, et le code pénal que cette colonie doit à son fondateur acheva de la présenter au monde, comme l'asile de la tolérance et de l'humanité.

Lors des troubles d'Angleterre, elle demeura attachée à Jacques II. Elle ne voulut reconnaître la dynastie d'Orange que quelque temps aprés son avénement; cependant Penn évita avec adresse les maux que pouvait lui faire éprouver ce retard A cette époque, la Pennsylvanie fut du petit nom-

bre des états qui n'eurent point à abroger des lois intolérantes, ni à détruire les priviléges de quelque culte dominant.

CONSIDÉRATIONS RELATIVES AUX DEUX PREMIÈRES SECTIONS.

L'histoire des colonies anglaises du nord et du sud de l'Amérique ne présente que peu d'intérêt de détail, mais son ensemble offre des faits importans et de grandes leçons.

On y retrouve les conquêtes journalières de la civilisation européenne sur la barbarie américaine, et l'indication de l'anéantissement prochain d'une des races de l'espèce humaine, celle des hommes cuivrés, qui, chaque jour refoulés vers l'océan du sud, doivent disparaître lorsqu'ils n'auront plus de déserts à parcourir.

On y voit le plus rapide accroissement des états dont les habitans jouirent de plus de liberté. Le Massachusetts, créé long-temps après la Virginie, doit à ses institutions libérales sa richesse, sa population et une sorte de prééminence sociale entre les colonies de l'Amérique.

On y reconnaît par quel ressort secret des colonies florissantes préparent leur indépendance future. Le récit de leurs efforts pour la conquérir ne sera plus pour le lecteur un objet d'étonnement: la résistance aux volontés arbitraires de la métropole, et surtout à l'acte de navigation, la confédé-

ration non autorisée des colonies, lui auront déjà appris que le peuple dont il parcourt l'histoire sera bientôt maître absolu de ses destinées.

Enfin en voyant tant de petits gouvernemens semblables se créer sur un mode uniforme et prospérer en peu de temps, on apprend que le gouvernement populaire, appuyé de la tolérance universelle, est le plus conforme aux besoins de l'espèce humaine. Et si l'on retrouve dans ces constitutions quelque mélange insensible d'aristocratie, on se souvient du temps où elles furent fondées, et l'on attend de l'avenir une reconnaissance plus formelle des droits du peuple.

TROISIÈME SECTION.

Histoire générale des colonies, depuis la révolution d'Angleterre jusqu'a celle d'Amérique.

L'histoire des colonies anglaises d'Amérique marche maintenant de front et ne doit plus être que rarement séparée.

Guillaume III. avait refusé au Massachusetts de lui restituer son ancienne charte dont il demandait avec instance le rétablissement. (1692) Il lui en donna bientôt une nouvelle qui fut loin de satisfaire pleinement les colons, car elle attribuait au roi la nomination du gouverneur et du conseil d'état, qui autrefois étaient élus par la colonie. Par cet acte le New-Plymouth et la Nouvelle-Ecosse étaient réunis au Massachusetts, à l'exclusion du New-Hampshire, qui sollicitait la même faveur.

Dès son arrivée, le nouveau gouverneur Phipps convoqua l'assemblée des représentans (2 juin 1692.)

Dans le même temps le New-York fut le théâtre de divisions funestes. Le gouverneur Leisler,

ayant usurpé l'autorité suprême, qui appartenait à l'assemblée des colons, une convention insurrectionnelle se réunit à Albany, et Leisler, qui méconnut à son tour l'autorité de nouveau gouverneur envoyé par le roi, fut pris et mis à mort. Mais les dissensions n'en durèrent pas moins plusieurs années encore.

Cependant un orage plus grand menaçait la Nouvelle-Angleterre. Louis XIV. régnait en France, et Guillaume III, irrité par l'orgueil plus que par les succès de ce prince, avait résolu de s'opposer à son ambition. Tandis qu'il luttait contre lui en Europe, l'Amérique fut le théâtre d'événemens multipliés. Les colonies de la Nouvelle-Angleterre eurent à lutter à la fois contre les Français et contre les Indiens, dont les jalousies firent de puissans auxiliaires pour les deux peuples rivaux.

La province de New-York devint le but de plusieurs expéditions de la part des Français, à cause de sa communication avec les lacs et des voies qu'elle ouvrait aux Anglais pour attaquer les établissemens des Français au Canada. Le comte de Frontignac échoua dans une entreprise sur cette province (1688,) par suite d'une surprise des Indiens des cinq nations iroquoises sur Montréal, où mille Français furent massacrés. Cette surprise fut vengée par une autre. Les Français, guidés par deux officiers entreprenans, traversèrent secrètement une partie de New-York et entrèrent de

nuit à Skenectady, ville voisine d'Albany, et la saccagèrent.

Les habitans du Massachusetts pensaient que le seul moyen de finir la guerre était de priver les Français de leurs principaux établissemens du Canada. Il s'emparèrent en conséquence de Port-Royal, et menacèrent Québec. Le prin-temps suivant, une grande expédition fut préparée. Le New-York et le Connecticut devaient attaquer Montréal par le lac Champlain ; le Massachusetts devait s'emparer de Québec par le Saint-Laurent. Trente vaisseaux portant deux mille hommes mirent à la voile ; mais de fausses manœuvres et le retard des Indiens alliés firent manquer l'expédition ; et l'escadre revint après avoir fait d'inutiles démonstrations.

(1693) Le roi Guillaume était pressé de reprendre les opérations. Chaque état se soumit à fournir un contingent de troupes pour défendre les limites les plus menacées, celles du New-York ; un papier-monnaie fut créé dans plusieurs états pour payer les frais de la dernière campagne. C'est le premier qui ait été émis en Amérique.

Cependant l'Acadie avait été conquise sur les Français. Le gouverneur Phipps espéra long-temps pouvoir incorporer cette province aux colonies anglaises, en lui donnant un gouvernement semblable ; mais la présence des Français sur la frontière, et l'amour des colons pour eux dégoûta

Phipps de ce projet. L'Acadie repassa d'elle-même sous l'autorité de la France en 1696.

Les hostilités cessèrent au traité de Ryswick. Les conquêtes réciproques furent rendues, et l'on discutait encore pour les limites des pays contigus, lorsque la guerre éclata de nouveau (1702.) Néanmoins les Français d'Amérique traitèrent du maintien de la paix avec le lord Cornbury, gouverneur de New-York, ainsi qu'avec les Indiens des cinq nations qu'ils redoutaient principalement. Ce bizarre traité eut son exécution, et la neutralité du New-York, pendant la guerre des deux métropoles, fit retomber son poids sur le Massachusetts et le New-Hampshire.

Après plusieurs années d'inutiles hostilités, le gouvernement allait envoyer des forces destinées à conquérir les colonies françaises, lorsque la bataille d'Almanza (1707), qui changea la face des affaires en Europe, fit abandonner ce dessein. Depuis cette époque jusqu'à la paix d'Utrecht (11 av. 1713), par laquelle l'Acadie fut cédée à l'Angleterre, un grand nombre d'expéditions fut combiné contre les établissemens français, et toujours les ravages les plus affreux signalèrent la part que les Indiens prenaient aux différens des Anglais et des Français d'Amérique.

Des discussions sans importance entre le gouverneur de New-York et ses administrés amenèrent une déclaration remarquable de l'assemblée des

représentans; elle portrait *que toute taxe imposée aux colons sans leur consentement était un attentat au droit de propriété.* Peu d'années auparavant la cour de Massachusetts avait fait une pareille déclaration. La reine Anne, reconnaissant les droits des colons, avait aussi réglé que la même autorité qui déterminait l'impôt devait en prescrire l'emploi (1705).

Tandis que des actes aussi vigoureux prouvaient l'indépendance véritable des colons de la Nouvelle-Angleterre, leur fanatisme se ralentissait graduellement.

En 1692 il se réveilla tout d'un coup. Des convulsionnaires répandirent partout la terreur des sortiléges et des maléfices; d'atroces supplices frappèrent sans raison les plus respectables citoyens sans distinction d'âge, de sexe, de dignité. Cette fièvre ardente passa tout à coup; des jeûnes et des prières publiques expièrent ces sanglantes erreurs.

Vers le même temps les propriétaires du New-Jersey, fatigués des difficultés que leur présentait l'administration de la colonie, remirent leur charte au roi (1702), qui y envoya un gouverneur, et convoqua l'assemblée des députés des communes.

Pendant les vingt-cinq années qui suivirent la paix d'Utrecht, l'histoire des colonies de la Nouvelle-Angleterre n'offre ni guerre importante, ni action d'eclat, ni homme à génie créateur. Mais

au milieu des querelles toujours renouvelées entre les gouverneurs et la cour générale de Massachusetts, qui représentait les quatre colonies confédérées, au milieu des usurpations mutuelles de pouvoir des différens intérêts qui se combattent, une chose frappe souvent, c'est la marche rapide de l'esprit public et sa direction constante vers l'indépendance.

En 1719 l'assemblée générale rend un bill établissant un droit sur les marchandises venues par des vaisseaux anglais. (1720) Le ministère britannique censure cet acte, dont le Massachusetts ose pourtant maintenir les dispositions. La même année l'assemblée, qui pense que le salut des peuples passe avant la prérogative royale, déclare elle-même la guerre aux Indiens, sans la participation du gouverneur. Elle nomme ensuite une commission permanente pour en surveiller les opérations (1723). Enfin, pour s'être opposée au pouvoir des gouverneurs (1720-1721), elle est dissoute, et les mêmes députés sont réélus. Plus tard, transférée dans la ville de Salem (1728), pour avoir voulu diminuer et régler annuellement le salaire des agens du ministère, elle persiste dans l'opposition qui lui a valu cet exil, et le ministère est obligé de céder. Ce n'est jamais que par la menace de la priver de sa charte, qui consacre pour elle le gouvernement représentatif, que le cabinet de Londres obtient des transactions momentanées et

l'obéissance aux actes que les colons jugent hors des attributions de ses officiers.

L'ame de ceux-ci a acquis plus d'indépendance à mesure que leur esprit a été plus éclairé. Aux dernières convulsions du fanatisme religieux avait succédé le fanatisme de l'ignorance, remplacé à son tour par une certaine cruauté dans les mœurs, qui bientôt sera entièrement effacée. Si en 1692 les convulsionnaires ont fait décimer les colonies du nord; si en 1721 le peuple a repoussé l'inoculation, qu'un bill même osa proscrire; si en 1724 John Lovewel a levé une compagnie d'hommes féroces pour la chasse des Indiens, dont le gouvernement paie les chevelures;* désormais le caractère national sera exempt de ces taches honteuses.

Cependant le peuple américain se développe. Si le Maryland est le théâtre de révolutions religieuses (1689), la Virginie se prononce avec force contre l'esclavage des nègres, et, ne pouvant résister à la volonté de la métropole, elle assujétit du moins leur importation à un droit (1699). Si un gouvernement arbitraire est imposé au New-York, et si l'usage de la presse y est interdit (1734), des colléges sont établis dans le Connecticut (1701) et le New-Jersey (1738); des journaux sont fondés

* Le prix était de 2,250 fr. par tête. Lovewel surprit dix Indiens endormis près d'un feu, les massacra, et fut recevoir à Boston la récompense due pour les dix chevelures qu'il rapportait.

dans le Massachusetts (17C4), le Rhode-Island et le New-York (1733); une imprimerie est établie par Benjamin Franklin (1706). D'un autre côté, Penn, qui a résigné ses droits sur la Pennsylvanie (1699), revient avec de nouveaux droits plus étendus, présider encore à sa prospérité (1718). La nouvelle colonie de Vermont est établie indépendante de toute autre (1724); le New-Hampshire, affranchi de la tutelle du Massachusetts, est constitué en état libre (1727); et la capitale de la Pennsylvanie compte déjà douze mille habitans.

Etat de la Caroline à la même époque.

Parmi les colonies d'Amérique, la Caroline mérite seule un article à part dans l'histoire de l'époque que nous venons de parcourir.

(1693) Depuis l'abolition de la constitution de Locke, elle florissait malgré l'invasion des Espagnols dans le midi de son territoire, et les ravages que motivérent les secours accordés par les colons aux Flibustiers, ces pirates célèbres dont la haine éclatait de préférence contre les Espagnols. Lors de la guerre de 1702, les colons formèrent le projet d'enlever la ville de Saint-Augustin; ayant armé leurs milices et les Indiens, ils pillèrent la ville ennemie, et investirent le fort, dont bientôt ils furent contraints de lever le siége.

Cette malheureuse entreprise occasiona l'émission de billets de confiance et l'établissement d'une

taxe sur les personnes et les terres. Ces maux étaient tolérables; mais le culte anglican fut admis par une loi comme culte dominant (1703), et les discordes religieuses firent plus de mal aux Caroliniens que les impôts.

(1712) Peu d'années après, la colonie fut le théâtre d'un massacre affreux, exécuté par les Indiens, et long-temps préparé dans l'ombre. Une guerre cruelle le suivit. A la paix, les restes de la puissante nation des *Tuscaroras* abandonnèrent leur pays pour aller habiter plus au nord, et se réunir à la confédération des cinq nations iroquoises. La colonie avait déjà forcé à la paix les Indiens Apalaches, qui habitaient le territoire situé entre les rivières de Savannah et d'Alatamaha.

Vers ce temps, le gouverneur Johnson essaya inutilement d'introduire l'usage de faire éclorre des vers à soie, que le gouvernement anglais tenait beaucoup à naturaliser dans la partie sud de l'Amérique.

(1729) C'est ici que prend véritablement place la division de la colonie en deux provinces dont nous avons déjà parlé; car ce fut maintenant qu'elles furent constituées en états séparés.

Peu de temps après la Caroline fut le théâtre d'une insurrection des noirs qui menaça d'une destruction complète tous les établissemens du midi. Le courage et l'adresse des colons en diminuèrent les dangers.

Cependant les concessionnaires de la Caroline refusaient d'aider les colons dans leurs guerres avec les Indiens. Les Espagnols avaient soulevé ces peuplades ; en 1741, elles envahirent la frontière, au nombre de six mille hommes. Pour leur résister, on fut obligé d'armer les esclaves nègres et de proclamer la loi martiale. Les Indiens ayant été vaincus, le territoire de la puissante tribu des Yamassis fut partagé, et cinq cents émigrans irlandais y furent envoyés pour couvrir les frontières; mais bientôt les concessionnaires les dépouillèrent, au grand regret dans autres colons. Peu après, ils méconnurent et annulèrent plusieurs actes législatifs de l'assemblée générale de la colonie, qu'ils prirent enfin le parti de dissoudre.

La guerre avec l'Espagne présageant quelque expedition contre les établissemens du sud, les milices, auxquelles le gouverneur enjoignait de se rassembler, en profitèrent pour le déposer et déclarer qu'elles ne reconnaissaient plus le gouvernement des concessionnaires, et qu'elles n'etendaient obéir qu'à celui du roi (1748.) Cédant à leur désir, le roi retira la charte des concessionnaires dont il acheta les droits, et envoya un gouverneur en son nom. Les dernières traces de la constitution de Locke disparurent alors, à l'exception de la tolérance religieuse que cette institution avait inspirée aux colons.

Le long repos dont la France jouit sous la mino-

rité de Louis XV, et l'Angleterre sous Robert Walpole, contribua puissamment à accroître la richesse et la population de toutes les colonies d'Amérique.

Georgie.

En 1733, fut fondée la colonie de Georgie et bâtie la ville de Savannah. Oglethorpe, élève du prince Eugène, homme d'état et philanthrope, chargé de surveiller l'établissement qui fut formé par souscription, s'y rendit lui-même avec les premiers colons. Mais les terres leur furent données en espèce de fiefs qui nuisirent à l'accroissement de la colonie.

Des Écossais, des Saltzbourgeois et des Suisses, qui s'y étaient fixés (1735,) se retirèrent bientôt en Virginie (1741,) dégoûtés par la forme du gouvernement, et par la défense d'importer des nègres sous ce climat brûlant, que la culture n'avait point encore tempéré.

Caroline et Georgie.

Lors de la guerre avec l'Espagne, Oglethorpe, chef des milices de la Georgie et de la Caroline, entreprit inutilement de s'emparer de Saint-Augustin. De leur côté, les Espagnols parurent en Georgie (1742) avec des régimens entièrement composés des noirs fugitifs de la Caroline, démarche qui tendait à porter la révolte parmi les esclaves

de la Caroline, dont le nombre s'élevait au double de celui des hommes libres, et peut être évalué à quarante mille.

Cette tentative n'eut aucun succès.

Suite de l'histoire générale des colonies jusqu'à la révolution d'Amérique.

Aucune nouvelle attaque n'eut lieu entre les Américains et Espagnols jusqu'au moment où la France et l'Espagne, que rapprochait le gouvernement des deux branches de la famille de Bourbon, recommencèrent la guerre. Les hostilités furent à la fois portées au nord et au sud des colonies anglaises. Les Américains, après d'honorables efforts et presque sans le secours de la métropole, s'emparèrent de la ville de Louisbourg, dans l'île du cap Breton, sur le golfe Saint-Laurent.

(1744) Cette expédition fit manquer aux Français la conquête de la Nouvelle-Écosse, et exalta pendant plusieurs années le courage des Américains, qui tentèrent plusieurs fois de s'emparer des positions fortifiées des Français sur le lac Champlain (1746,) et principalement de la pointe de la Couronne qui commande la navigation du lac.

Peu s'en fallut qu'ils ne perdissent tant d'avantages à l'apparition d'un escadre française de quarante vaisseaux, portant près de 4,000 hommes, et commandée par le duc d'Anville. Les ouragans, les maladies et les discordes des chefs la détruisi-

rent presque entièrement, et elle revint en France sans avoir rien fait. Cet échec empêcha la France de rien tenter durant le reste de la guerre, et jusqu'au traité d'Aix-la-Chapelle (1748,) où toutes les puissances belligérantes rentrèrent dans leurs possessions, et qui rendit aux Français l'île du cap Breton.

A cette époque, le papier-monnaie du Massachusetts n'avait plus que le onzième de la valeur nominale. Il fut retiré de la circulation avec l'argent que l'Angleterre compta en indemnité des frais de la guerre (1749;) les autres colonies n'employèrent pas le même procédé et en éprouvèrent de grands désavantages.

La discussion que fit naître le traité de paix relativement à la fixation des limites respectives, qui, depuis le traité d'Utrecht, devaient être tracées, ralluma la guerre au bout de quelque temps. Voici quellue fut l'origine de la querelle :

Dès 1660, les Français du Canada s'étaient avancés vers l'Ouest, où ils rencontrèrent les grandes rivières qui se jettent dans le Mississippi. En 1673, le jésuite Marquette, s'abandonnant au courant de ce fleuve, le descendit jusqu'au 33e degré de latitude nord. Le chevalier Lasalle le descendit ensuite jusqu'à son embouchure dans le golfe du Mexique. De faibles colonies furent établies sur la Maubile et au Biloxi. En 1722, leurs restes se fixèrent à la Nouvelle-Orléans, qui florissait déjà en 1731.

La contrée traversée par Lasalle avait reçu le nom de Louisiane : elle se joignait au Canada par les lacs du Nord. Ce pays, connu sous le nom de Nouvelle-France, formait un arc, du midi au nord, dont les possessions anglaises étaient la corde, et interrompait à l'ouest leurs concessions, qui s'étendaient, d'après les titres et les prétentions des propriétaires, jusqu'à la mer du Sud. La fixation des limites dans cette partie amena des discussions qui s'envenimèrent bientôt.

Les Français s'occupaient d'établir une ligne de postes militaires depuis le lac Champlain jusqu'au Mississippi. Les Anglais de leur côte autorisèrent (1750,) sous le nom de compagnie de l'Ohio, une association commerciale avec dotation de 600,000 acres de terren, dans le pays reclamé par les deux puissances, et qui touchait à la Virginie.

Le gouverneur de la Nouvelle-France, qui seul dirigeait toutes les forces des divers établissemens de l'Amérique, ne craignit pas, quoique leur population fût à peine du vingtième de la population anglaise,* de lutter avec les Anglais, dont chaque

* *État de la population en* 1750.

COLONIES ANGLAISES.

Halifax de Lunebourg (nouvelle Écosse)...............	5,000
New-Hampshire..	30,000
Massachusetts..	220,000

colonie avait un gouvernement séparé, ce qui nuisait à l'ensemble. Il fit enlever les facteurs Anglais de la compagnie de l'Ohio (1751.) Dinwiddie, lieutenant-gouverneur de Virginie, fit porter (1753) ses réclamations au commandant français par le jeune major Washington, si célèbre depuis. Ce fut alors que fut tué Jumonville, dont mort la mort a servi de texte à d'atroces calomnies. Washington ne fut point écouté. La compagnie de l'Ohio leva un régiment pour couvrir ses possessions, dont elle confia le commandement à cet officier, qui fut battu et pris après quelques succès peu importans.

La guerre paraissait inévitable. Le gouverne-

Rhode-Island	35,000
Connecticut	100,000
New-York	100,000
Jersey	60,000
Pennsylvanie et Delaware	250,000
Maryland	85,000
Virginie	85,000
Caroline du Nord	45,000
Caroline du Sud	30,000
Georgie	6,000
Total	1,051,000

COLONIES FRANÇAISES.

Canada	45,000
Louisiane	7,000
Total	52,000

ment britannique engagea les colonies à s'unir pour une défense commune. Le New-Hampshire, le Massachusetts, le Rhode-Island, le Connecticut, le Pennsylvanie, le Maryland et le New-York, dont les délégués s'assemblèrent à Albany, décidèrent qu'un grand conseil, composé des envoyés des différentes assemblées législatives et d'un président général, serait réuni pour fixer les contingens des divers états en hommes et en argent, et diriger les opérations militaires (1754.) Cette délibération était une sorte de déclaration d'indépendance. Les délégués du Connecticut se refusèrent d'adopter un plan qui donnait tant de pouvoir à un président: l'Angleterre le rejeta, dans la crainte tout opposée de donner trop de forces à des colonies déjà peu soumises à la métropole.

La cour de Londres envoya, dès l'année suivante (1755), des forces imposantes en Amérique. Les différens gouverneurs des colonies se réunirent en Virginie, et y tracèrent un plan de campagne qui eut d'abord un plein succès: en un mois plusieurs forts furent pris sur les Français, et toute la nouvelle-Écosse fut conquise.

L'esprit des habitans de cette province faisant présager des résistances, le gouvernement britannique les fit tous transporter dans ses diverses colonies, après avoir détruit leurs établissemens.

Mais les succès des Anglais ne furent pas de longue durée. Bientôt la malheureuse tentative

du général Braddock sur le fort Duquesne, qui, par sa position, commandait la navigation de l'Alguedy et de la Monongahela, amena la mort de ce général, la retraite précipitée de l'armée anglaise au-delà des frontières de la Pennsylvanie et du New-York, et l'abandon d'une grande partie de ces contrées par les colons. La déroute eût été plus complète encore, si le jeune Washington, qui servait comme volontaire sous Braddock et qui avait prévenu le tacticien européen des dangers que présentait une guerre d'un nouveau genre pour lui, n'eût sauvé les débris de l'armée.

D'un autre côté, deux autres expéditions au nord échouèrent également faute d'ensemble dans la conduite de la guerre. Ainsi finit la campagne de 1755, pendant laquelle les Indiens ravagèrent les frontières des états du Midi.

Cependant, en Europe, la guerre n'avait pas encore amené d'hostilités; la première fut la prise, par les Anglais, d'une foule de navires marchands, au moment où on s'y attendait le moins.

Shirley, homme de cœur, mais d'un génie trop entreprenant, fut nommé commandant-général des forces anglaises en Amérique (1755), et eut en peu de temps vingt-un mille hommes de troupes provinciales sous ses ordres; mais aucune de ses entreprises n'eut un plein succès. Le lord comte de Loudun, qui lui succéda, lutta avec peu d'avantages, pendant les campagnes de 1756 et 1757, contre le

brave Montcalm, commandant-général des Français au Canada, qu'il essaya inutilement d'assiéger dans Louisbourg.

Le principal fait d'armes de cette dernière campagne fut la prise du fort Guillaume-Henry par le général Montcalm. Ce fort était gardé par le colonel Monroë et trois mille hommes qui capitulèrent. Les Indiens, violant la capitulation, selon leur usage, massacrèrent une partie des assiégés, malgré les efforts du général français. La prise de ce fort rendit les Français maîtres des lacs Georges et Champlain : ils dominaient également sur le lac Ontario par la prise du fort Ossouego, et, par la possession du fort Duquesne, sur le pays de l'Ohio, qui joint le Canada à la Louisiane.

Leurs succès en Asie et en Europe avaient été tout aussi rapides, et l'Angleterre était réduite au dernier degré d'abaissement. Un seul homme la sauva ; cet homme était William Pitt, depuis appelé lord Chatham.

La puissance de la tribune lui avait ouvert le chemin du conseil britannique, d'où l'étendue de ses vues l'avait contraint de se retirer (1756), lorsque fut tracé le misérable plan des dernières campagnes. Rappelé en 1757 par la voix publique et placé à la tête du conseil, il en devint l'ame, et la prospérité de l'Angleterre fut son ouvrage. Il ranima l'esprit public dans les colonies, envoya des secours, fit renaître la confiance et créa les succès

ètonnans qu'eurent bientôt les Anglais en Amérique, comme dans les autres parties du monde. Par ses soins, le comte de Loudun commanda jusqu'à 50,000 hommes dans la Nouvelle-Angleterre, et obtint sans hésitation des impôts qui s'élevèrent aux deux tiers des revenus des colons. Bientôt la ville de Louisbourg, le fort de Frontignac sur le lac Ontario, et le fort Duquesne, si important pour la Virginie, le Maryland et la Pennsylvanie, furent enlevés aux Français (1758). Ainsi fut ouverte la route de Québec et reconquis le pays si longtemps disputé.

Ce n'était point assez si le Canada n'était entièrement subjugué. Une attaque fut dirigée, l'année suivante (1759), sur là capitale par trois points différens. La position de cette ville et la force de la garnison, commandée par le marquis de Montcalm, rendaient le succès fort incertain. Le général anglais, Wolf, ne se dissimula aucun des obstacles qu'il avait à vaincre : plus ils étaient grands, plus sa grande ame tint à les surmonter. Après une foule de manœuvres où le génie des généraux et l'intrépidité des soldats se surpassérent, un succès de Wolf força Montcalm à sortir des positions qu'il avait prises. La bataille fut livrée ; elle fut sanglante. Wolf, blessé trois fois, expira en entendant ces cris: *Ils fuient, ils fuient !—Qui ?* demanda avec effort le héros.—*Les Français ?—Je meurs content !* Montcalm fut aussi blessé mortellement,

et lorsqu'il apprit qu'il allait cesser d'être: *Tant mieux*, dit-il, *je ne verrai pas la reddition de Québec!* Paroles sublimes, dignes de ces deux morts glorieuses!

Québec capitula peu de jours après.

L'année suivante (1760,) les Français tentèrent vainement de la reprendre, et la reddition de Montréal, leur dernier boulevard dans le Canada, acheva la conquête de cette immense province.

Pendant les trois années suivantes, les négociations qui avaient lieu entre les puissances belligérantes suspendirent les hostilités, qu'une nouvelle rupture fit reprendre en 1762: les colonies anglaises y concoururent. Les Français, entièrement expulsés du Canada, qu'ils avaient si long-temps et si glorieusement occupé, descendirent en Louisiane, où la population indienne s'arma en leur faveur contre les Anglais. La Caroline et la Georgie, qui d'ailleurs prenaient peu de part à la lutte contre la France, virent à tout instant leurs frontières ravagées, et firent tour à tour la paix et la guerre avec les peuplades indiennes, et principalement celle des Chérokis.

L'évacuation du Canada par les Français amena d'autres résultats plus importans. D'un côté, les troupes britanniques, n'étant plus employées à couvrir les frontières commencèrent à devenir à charge aux colons; de l'autre, les citoyens, que des levées continuelles de milices avaient rendus

au sentiment de leurs propres forces, rapportèrent dans leurs foyers un esprit plus énergique et plus indépendant. N'ayant plus à lutter avec les Canadiens, ils eurent le temps d'examiner la nature de leurs rapports avec la métropole, qui étaient loin de leur être favorables. Le mécontentement commença lorsque l'expulsion des Français fut complète.

La puissance colossale de ceux-ci en Amérique s'était évanouie devant le génie du premier Pitt. Lorsque ce grand homme se fut retiré du ministère, à l'avénement de Georges III, la nation anglaise se ressentit encore de la direction qu'il lui avait imprimée. Elle ne compta presque que des succès, acheva de dépouiller la France de ses possessions d'Amérique, et obtint enfin, à la paix de 1763, la cession définitive du Canada.

Dans le même temps, les colonies du nord prenaient un rapide accroissement. L'université de Brown, qui venait d'être fondée dans le Rhode-Island (1764) achevait de répandre l'instruction parmi le peuple. Les Indiens, repoussés plusieurs fois de la frontière du midi (1760-1761,) étaient pour long-temps condamnés à la paix. De nouvelles provinces se peuplaient ,* les vastes déserts où sont aujourd'hui les états de l'Ohio, du Kentucky, d'Indiana, de Missouri et de Michigan, auparavant fréquentés par les seuls Français, qui

* Notamment celle de Tennessee, Caroline du nord, 1765.

s'étaient unis par des marriages avec les Indiens, étaient explorés avec plus de prévoyance par le peuple américain (1752-1763.) En un mot la nation tout entière s'avançait à grands pas vers la virilité, et touchait au moment de la manifester solennellement.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Les persécutions religieuses avaient vu les Anglais calvinistes se réfugier dans la Nouvelle-Angleterre, et les luthériens en Virginie, tandis que les forêts de la Pennsylvanie offraient un asile à toutes les sectes. Ce triple peuple, issu en grande partie d'hommes que la persécution ou des passions violentes avaient jetés dans le Nouveau-Monde sous les derniers Stuart, tenait de ses aïeux un esprit élevé et un génie indépendant.

Les Américains, armés de bonne heure pour leur défense personnelle contre les Indiens et les Français, avaient contracté des habitudes guerrières et su apprécier leurs propres forces : souvent même ils les comparaient avec orgueil avec celles de la métropole, qui osait les opprimer et ne savait pas toujours les défendre. Plusieurs actes du gouvernement, qu'ils considéraient comme injustes, et notamment *l'acte de navigation*, avaient exalté ces sentimens.

Dans le principe, l'esprit de controverse, et plus tard les développemens que donnèrent à leurs

idées la tolérance politique et religieuse, leur avaient appris à regarder toutes leurs libertés comme leurs droits de citoyens anglais, toutes les restrictions que le ministère y mettait dans l'intérêt du monopole de la mère-patrie, comme des usurpations. Ils ne consentaient point à voir dans la *Grande-Charte* une concession de munificence royale, mais la simple reconnaissance des droits éternels des peuples.

D'ailleurs leurs constitutions particulières tendaient toutes à la démocratie, sans ce mélange d'institutions féodales qu'on retrouve dans les lois anglaises. Elles étaient basées sur l'égalité réelle qui dut exister entre des émigrans, tous commerçans ou planteurs. Ces institutions créèrent un peuple, vivant dans un autre ordre d'idées que les peuples de son temps. Ce peuple applaudit avec transport aux triomphes des républicains anglais, qui lui parurent vouloir doter l'Europe de la même somme de liberté dont jouissait déjà l'Amérique.

Les colons ne considérèrent jamais les chambres d'Angleterre comme investies du droit de les imposer, parce qu'ils n'y étaient point représentés, et que la distance qui les en séparait s'opposait à ce que leurs intérêts y fussent soutenus. Les taxes qu'ils payaient n'étaient, selon eux, que des dons volontaires qu'ils pouvaient refuser. Avec de tels principes, ils durent se conserver exempts du despotisme ministériel, aux séductions duquel ils

n'étaient point en butte. Le clergé même fut presque sans autorité parmi eux, parce qu'il n'avait point la hiérarchie qui constitue des dignités et sanctionne l'influence des dignitaires.

En peu d'années les nouvelles générations de ce peuple durent perdre les souvenirs de la mère-patrie et leur attachement pour elle. Alors elles supportèrent moins patiemment ceux des actes du gouvernement qui tendaient à paralyser leurs libertés. Insensiblement elles s'accoutumèrent à désirer d'échapper à la suprématie de la métropole : ce désir fut flatté par toutes les puissances, jalouses, dans les derniers temps, de l'agrandissement extraordinaire de la Graude-Bretagne, et bientôt le joug de l'Angleterre devint intolérable aux colonies d'Amérique.

Ce joug fut enfin brisé. Nous allons rappeler les causes et parcourir les phases de cette grande révolution qu'on a déjà vu germer dans le cœur de tous les Américains ; que l'état des idées, les nécessités des lieux et des temps, le défaut d'équilibre entre la force des colonies et la puissance de la métropole rendaient inévitable.

TROISIÈME PARTIE.

RÉVOLUTION D'AMÉRIQUE.

SECTION PREMIÉRE.

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION D'AMÉRIQUE JUSQU'A LA DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE.

Cause de la révolution.—Impôt du timbre.—Troubles.

Faire connaître les causes et l'origine de la révolution d'Amérique, c'est en retracer presque toute l'histoire. Comme révolution, elle a été faite lors de la déclaration d'indépendance des colonies: ce n'est que comme guerre qu'elle s'est prolongée; différente en cela de celle de France, qui compte plusieurs périodes d'un intérêt à peu près égal.

Quelques développemens sont nécessaires pour retracer fidèlement les premières scènes de ce grand drame, que tout l'univers regarda avec une égale curiosité, et qui remit en pratique des principes depuis long-temps relégués dans les livres des utopistes et des philosophes.

Comme la France sous Louis XIV., l'Angleterre, après la paix de 1763, fut considérée avec méfiance et jalousie par toutes les puissances. Les vexations exercées par elle sur le commerce de munitions de guerre que la France faisait avec la Hollande avaient irrité celle-ci. La France, de son côté, attendait avec impatience l'instant de venger ses défaites. Les suggestions de ces puissances donnaient un essor plus imposant aux plaintes des colons contre les taxes, les prohibitions nouvelles imposées au commerce des Américains depuis la paix. Pour réprimer la contrebande, occasionée par ces nouvelles taxes, le gouvernement enjoignit aux officiers de la marine royale de surveiller le commerce, et de confisquer les navires américains qui trafiquaient avec les Espagnols et les Français des Antilles. Ce trafic consistait en certaines marchandises de fabrique anglaise, que la métropole voulait être seule en droit de vendre aux étrangers.

A la nouvelle de ces mesures injustes qui les privaient d'une de leurs principales ressources, les colons s'irritèrent. Les commerçans de Boston, chef-lieu de l'état ce Massachusetts, prirent la résolution de ne plus faire aux Anglais aucun achat de marchandises de luxe (1764.) Plusieurs autres villes imitèrent Boston. Tous les négocians agirent bientôt d'un commun accord, la difficulté de satisfaire aux paiemens envers les vendeurs

anglais les obligeant à ne plus faire d'achats. L'Angleterre se trouva ainsi tout à coup privée d'un produit immense.

Le gouvernement, voulant éviter les conséquences de cette irritation et déjouer les efforts des colons, permit le commerce avec les Antilles; mais les droits qu'il lui imposa le frappèrent d'une prohibition tacite. Il décida en outre que les fonds résultant de ces droits seraient versés en espèces au trésor de la Grande-Bretagne. C'était acheva d'épuiser les colonies d'argent monnoyé. L'aigreur des Américains redoubla. D'autres réglemens encore augmentèrent leur mécontentement; tous paraissaient en effet tracés en oubli de leurs et de la justice; l'Angleterre semblait se faire un jeu de la prospérité des colons. Ils firent des remontrances qui ne furent pas écoutées. Une ligue contractée entre toutes les principales villes du continent rendit bientôt générale la résolution qu'avait prise le commerce de quelques-unes. Cette résolution fut exécutée avec une constance qui décelait les dispositions et le caractère de la nation.

Cependant jusqu'ici les colons, tout en considérant ces réglemens commerciaux comme vexatoires, ne les regardaient pas comme illégalement ordonnés. L'impôt seul leur paraissait avoir ce caractère. Jamais ils n'y avaient été soumis que par des actes d'oppression ou par les décisions de

leurs assemblées provinciales; mais l'Angleterre, dans sa détresse pécuniaire, eut bientôt recours à cette ressource, illégitime d'après la loi du pays. D'ailleurs le lord Bute, qui dirigeait le cabinet de Londres, espérait, en introduisant les taxes dans cette partie de l'empire, amener un jour le parlement à en consentir de pareilles pour la Grande-Bretagne.

Un bill fut rendu qui établissait un droit de timbre sur tous les actes passés dans les colonies (10 mars 1764.) Le premier ministre, lord Grenville, qui ne s'en dissimulait pas les inconvéniens, crut devoir en suspendre l'exécution pour y préparer les colonies. Ce retard eut un effet tout contraire à celui qu'on en attendait. L'irritation alla toujours croissant; des moyens d'oppositions furent préparés dans le peuple. La résistance des Américains (1765) s'appuyait sur les efforts admirables que fit au parlement l'opposition anglaise en leur faveur, efforts qui semblaient sanctionner leur répugnance à se laisser imposer par une assemblée, où ils n'étaient pas représentés.* Enfin le bill passa. Franklin, citoyen déjà célèbre par ses vertus, son patriotisme et ses découvertes dans les sciences, et qui était à Londres l'agent de la Vir-

* Aucun sujet anglais ne peut être assujéti à une taxe, si ce n'est selon l'expression consacrée, *per communem consensum parliamenti*, c'est-à-dire de son propre aveu ou de celui de ses représentans.

ginie, écrivit la même jour : *Le soleil de la liberté vient de se coucher ; allumons les flambeaux de l'industrie.—Attendez-vous*, lui répondit Thompson, *à voir bientôt s'allumer d'autres flambeaux.*

La nouvelle de l'adoption du bill de l'impôt du timbre produisit une impression profonde en Amérique. Vainement le ministre Grenville, pour adoucir la rigueur de la loi, prit-il soin de n'envoyer pour l'exécuter que des Américains ; l'agitation se manifesta de toute part. La chambre des bourgeois de Virginie protesta (29 mai 1765,) par un arrêté, contre le droit que s'arrogeait le parlement anglais d'imposer les colonies. Une association d'opposans au bill, dont les membres prirent le nom d'*enfans de la liberté*, répandit partout le zèle de ses principes. A Boston, des tumultes populaires eurent lieu ; on y dévasta les maisons de ceux qu'on soupçonnait avoir été chargés de la perception de l'impôt. Les capitales de Rhode-Island, du Connecticut, du New-Hampshire, furent le théâtre de semblables excès. Les journaux éclatèrent contre le bill. Il fut imprimé et crié à New-York en ces termes : *Folie de l'Angleterre et ruine de l'Amérique.* Les avocats et les notaires décidèrent unanimement de ne pas se servir du papier timbré dans leurs actes. En un mot, le cri de malédiction contre le nouvel impôt fut universel en Amérique, et retentit au fond des campagnes des états les

plus éloignés, comme au sein des villes des états de l'est.

Dès que le papier timbré arriva dans les différentes villes, les vaisseaux mouillés dans leurs ports mirent leur pavillon en berne ; les cloches, enveloppées de draps funéraires, sonnèrent le trépas ; le deuil et la consternation régnèrent. A Philadelphie, à New-York, des attroupemens considérables exigèrent des préposés de l'impôt leur démission. A Boston, des figures allégoriques furent pendues à un arbre depuis appelé *Arbre de la liberté ;* de là naquit l'usage de planter partout des *arbres de la liberté*. En plusieurs endroits les gouverneurs firent déposer le papier timbré dans les citadelles ; en d'autres, il fut enlevé et brûlé par la multitude.

Quelques habitans de New-York, voulant prévenir le blâme et les dangers que devaient amener les mouvemens populaires, convoquèrent une assemblée générale des habitans hors de la ville. Là, il fut proposé, pour faciliter l'accord des opposans au bill, de mettre, à l'aide d'un comité permanent, les patriotes de la province en relation avec ceux des autres états. Ce comité se mit sur-le-champ en rapport avec les *enfans de la liberté* des autres provinces. Bientôt il rédigea un acte d'association où, en soutenant les droits du peuple américain et traitant le bill du timbre de pamphlet, il protestait, selon l'usage des hommes qui n'ont pas complète-

ment brisé leur joug, de son respect pour le gouvernement. La plupart des citoyens signèrent cet acte par patriotisme ou par faiblesse. Le New-York et le Connecticut furent les premiers états associés par ce pacte, auquel se rallièrent successivement les autres colonies.

Cependant les papiers publics répandaient les doctrines nouvelles, et tour à tour, chaque ordre de citoyens se hâtait de renoncer à l'usage des produits de l'industrie anglaise. Une société des *Amis des Arts* fut formée à New-York, pour le perfectionnement des manufactures américaines, et les produits coloniaux prirent une faveur extraordinaire. Tous les colons se faisaient une obligation d'en faire usage, et leurs goûts ainsi que leurs habitudes cédaient à leur patriotisme.

Otis père et fils et Warren, citoyens des plus considérés de Boston, proposèrent à la société des enfans de la liberté de confédérer toutes les colonies d'Amérique, en assemblant un congrès où toutes enverraient des députés ayant pour mission de s'opposer à l'exécution des lois inconstitutionnelles dont on se plaignait. Cette proposition fut accueillie par l'assemblée des représentans qui la convertit en arrêté et décida que le congrès se réunirait à New-York le premier mardi d'octobre 1765, pour délibérer sur les circonstances présentes et envoyer en Angleterre des remontrances.

Le congrès se réunit en effet à New-York le 7

de ce mois et ouvrit sa carrière rapide, mais mémorable, par une déclaration des droits des citoyens d'Amérique. Des pétitions furent ensuite adressées au roi et aux chambres d'Angleterre. On y posait en principe que l'impôt ne pouvait être voté, quant à l'Amérique, que par ses assemblées provinciales, le parlement ne pouvant représenter les colons. Des députés furent nommés pour porter en Europe ces remontrances vigoureuses, et le congrès se sépara le 25 du même mois.

Le jour marqué (1 nov. 1765) pour l'émission du papier timbré arriva. Mais, d'un côté, il eût été difficile d'en trouver quelques feuilles dans les colonies ; et, de l'autre, personne ne voulait ou n'osait en faire usage. Les gouverneurs se trouvèrent donc forcés d'accorder des dispenses dans plusieurs cas graves. Celui de la Caroline méridionale s'y refusa constamment et fit éprouver le plus grand dommage aux colons de sa province, néanmoins sans pouvoir fléchir leur obstination.

Au milieu des scènes que nous retraçons, on aime à voir que les institutions utiles ne naissent pas toutes de l'agitation du moment. Si la Société des arts de New-York fut fondée par des raisons de politique, celle *pour le soulagement de l'humanité*, établie aux Bermudes dans la même année, le fut dans des vues purement philanthropiques.

Révocation de l'impôt du timbre.—Droits établis sur le thé.—Nouveaux troubles.

La nouvelle des troubles d'Amérique agita toute l'Angleterre. Une foule de fortunes particulières, la richesse commerciale du royaume même se trouvaient compromises dans ces différends. Cette crise inattendue amena la retraite des ministres auteurs de l'impôt du timbre. Le marquis de Rockingham succéda au lord Grenville; et le général Conway, partisan comme le premier ministre de la cause des Américains, eut le département des colonies. Ils sentirent que le seul moyen de se tirer de la position difficile où s'était placé le gouvernement, était de révoquer l'impôt du timbre. Ils s'efforcèrent donc de retenir les Américains dans l'obéissance jusqu'au moment où le parlement devait se rassembler (1765-1766). La loi y fut soutenue par tous les partisans de l'ancien ministère et attaquée avec vigueur par les amis du nouveau et par William Pitt, qui si long-temps avait fait la gloire de sa patrie. Enfin la loi de révocation fut rendue; mais on crut devoir la faire accompagner d'une déclaration portant que le parlement avait le droit de faire les lois et réglemens de toute nature à l'égard des colonies.

Cette acte fut le signal de la joie universelle en Angleterre, et les Américains l'accueillirent avec transport. L'assemblée de Massachusetts vota

des remercîmens à W. Pitt, et la Virginie décida qu'un obélisque serait érigé en l'honneur des hommes qui avaient épousé la cause des colonies. Pitt surtout, pour avoir dit qu'elles avaient légitimement résisté, devint l'objet de la vénération publique.

Le sentiment qu'il avait loué dominait chez les Américains, qui avaient fait l'essai de leurs forces. Il était désormais impossible qu'une injustice fût supportée par eux. Heureusement pour la liberté, elle fut bientôt commise. Bernard, gouverneur de Massachusetts, irrité de ce que Otis, président de l'assemblée des représentans, avait fait exclure des élections les officiers de la couronne, car alors, comme toujours, le pouvoir prétendait avoir ses créatures dans les chambres, voulut empêcher qu'on n'élût quelques candidats populaires. Il ne put y parvenir, et les patriotes se vengèrent en faisant décréter la publicité des débats de l'assemblée; mesure qui de tout temps fit trembler le despotisme. Ils firent aussi une longue résistance, lorsqu'ils furent invités à payer les dégâts faits pendant les derniers troubles dans le New-York et à Boston. Cette insubordination irritait le roi, que le lord Bute, son plus intime conseiller, poussait à la rigueur. Les fonds, sur lesquels on avait compté en portant l'impôt du timbre, manquaient aux besoins de la cour, aux dépenses projetées par les ministres. On voulut regagner d'une autre

manière sur les colonies d'Amérique ce qu'on n'avait pas obtenu par le timbre ; le ministère fut de nouveau culbuté, et un nouvel impôt sur le verre, les couleurs et le thé, que les colonies recevaient d'Angleterre, fut proposé. On créa en même temps, pour percevoir ce droit, un corps de douanes dont l'administration principale devait siéger à Boston. C'était dans la ville la plus agitée que l'on plaçait ce nouvel élément de désunion. Du moins le comte de Chatham, qui venait d'être fait garde des-sceaux, éloigné du conseil par ses infirmités, ne prit-il point part à ces mesures et eclaissa-t-il porter le poids au duc de Grafton, premier secrétaire de la trésorerie, et au chancelier de l'échiquier, Charles Townshend.

Quoique le nouvel impôt sur le thé et autres objets parût être un simple réglement de commerce, les Américains, habitués à censurer les actes de la métropole, en jugèrent différemment et eurent de nouveau recours aux ligues contre l'introduction des marchandises anglaises. Mais cette fois elles furent moins actives que la première. Les assemblées provinciales protestèrent néanmoins avec énergie contre l'impôt (1768.) Plusieurs furent dissoutes. Les gouverneurs, surtout celui de Massachusetts, étaient constamment en querelle avec elles, et ces animosités amenèrent de nouveaux mouvemens qui décidèrent en grande partie la révolution.

Un tumulte eut lieu à Boston à l'occasion d'un bâtiment soupçonné de contrebande, que le peuple voulut sauver malgré les employés des douanes. Le gouverneur, voulant prévenir le retour de pareilles scènes, appela une forte garnison dans la ville. Les habitans députèrent quelques-uns d'entre eux pour empêcher l'arrivée des troupes et demander la convocation de l'assemblée des représentans. Bernard fit des réponses évasives, et temporisa en attendant l'arrivée des troupes. Mais les bourgeois de Boston, s'étant réunis et présageant quelque coup d'état, décidèrent l'armement général des citoyens, sous le prétexte d'hostilités probables avec la France. Cette mesure décisive reçut son exécution.

Les troupes arrivèrent alors, et les magistrats de Boston, s'étant refusés de leur fournir le logement, elles occupèrent la ville militairement : l'irritation allait croissant.

Le parlement d'Angleterre, convoqué sur la fin de l'année 1768, ayant blâmé, en termes sévères, la conduite des colonies et approuvé que le roi employât la force pour les réduire (1769), l'exaspération des colons fut à son comble. L'assemblée de Virginie fut réprimandée avec aigreur pour avoir fait des remontrances énergiques. Ses membres se réunirent alors comme individus privés, et proposèrent une nouvelle association pour repousser l'introduction des marchandises anglaises. Cette

mesure fut successivement adoptée par les diverses colonies. Un instant même elles cessèrent tout commerce avec celles de Georgie et de Rhode-Island, qui avaient retardé d'entrer dans la ligue. Les journaux désignèrent comme de mauvais citoyens ceux qui refusaient d'entrer dans l'association; l'indignation publique les poursuivit, et tout le monde se fit un honneur de se parer avec des objets de fabrique américaine.

L'assemblée de Massachusetts ayant été convoquée à la fin de mai, demanda l'éloignement de la garnison de Boston, disant n'être plus libre pour délibérer. Le gouverneur l'ajourna à Cambridge et lui adressa une demande d'argent pour le paiement des troupes britanniques, à laquelle elle ne satisfit point. La Caroline du sud, le Maryland, le Delaware, le New-York, et la Virginie, prirent les mêmes résolutions. Les progrès de l'esprit d'opposition déterminèrent enfin le gouvernement à promettre la révocation de l'impôt qui l'avait suscité, en ce qu'il portait sur le verre, le papier et les couleurs, ne maintenant que la taxe sur le thé. L'assemblée de Virginie protesta avec une nouvelle énergie contre cette taxe, et les confédérations reprirent plus d'activité que jamais. Cependant l'assemblée de New-York, cédant à de sourdes menées, permit l'introduction dans l'état de toutes les marchandises anglaises, sauf celles qui étaient grevées de quelque droit. Cette résolution pouvait

anéantir les confédérations en en neutralisant l'effet : d'autres événemens les ranimèrent.

L'exaspération du peuple de Boston contre les troupes augmentait chaque jour. Des rixes éclataient à tout instant. Le deux mars 1770, une querelle a lieu entre des cordiers et des soldats ; ceux-ci viennent en force pour soutenir leurs camarades : le peuple se soulève. Partout retentissent ces cris : *Chassons ces misérables !* Le bruit se répand tout à coup que le feu a été mis à la ville ; le tocsin sonne ; les postes militaires sont entourés par la foule, qui vomit contre eux mille imprécations.. Quelques coups de feu sont tirés par les soldats ; trois hommes du peuple sont tués. La confusion règne dans la ville ; de toute part on crie : *Aux armes !* Les attroupemens se dissolvent enfin, lorsque le détachement qui a fait feu est emprisonné.

Tandis que de magnifiques funérailles étaient faites aux victimes de cette journée, les prisonniers étaient jugés. Chose digne de remarque, et qui fait plus l'éloge des Américains que tout ce que nous pourrions dire, ils furent défendus par les principaux chefs de l'opposition, et acquittés par des jurés citoyens de Boston.

Le thé est jeté à la mer.—Le port de Boston est fermé.

L'impôt sur le thé avait seul été maintenu par le parlement; mais les colons ne voulaient pas le subir. Les employés des douanes étaient tombés dans le plus profond mépris: la rage fermentait dans tous les cœurs (1771). Tandis que le cabinet britannique prenait de ces demirésolutions qui perdent leurs auteurs, la possibilité d'une guerre avec la France, qui occuperait l'Angleterre, donnait de la confiance aux Américains. La révolution précipitait sa marche. Les membres de la ligue en régularisaient le cours; toutes les passions concouraient à en accroître le succès. Partout les esprits s'enflammaient à la lecture de pamphlets écrits dans le style emphatique qui caractérisa cette époque (1772); partout ils se disposaient à une explosion générale.

La compagnie des Indes avait envoyé un grand nombre de caisses de thé sur différentes places d'Amérique (1773). On força ses facteurs à se retirer, et ses commissaires à en refuser le dépôt. Sur ces entrefaites, plusieurs cargaisons de thé arrivent à Boston. Le peuple en empêche le débarquement, et signifie aux capitaines des vaisseaux l'ordre de remettre en mer. Le receveur des douanes ne veut en délivrer le permis qu'après avoir perçu le droit: le gouverneur appuie ce refus.

Dans ces momens solennels, le comité des patriotes était assemblé, et les nouvelles de chaque instant accroissaient l'indignation populaire. Tout à coup un homme déguisé en Indien et placé dans les galeries jette le cri de guerre. L'assemblée se dissout et se porte avec la foule au mole, près duquel sont mouillés les vaisseaux chargés de thé. Une vingtaine d'hommes pareillement déguisés en Indiens montent sur les vaisseaux et jettent le thé à la mer à la vue d'un peuple immense, sans tumulte, sans opposition. La foule se dissipe ensuite tranquillement.

A New-York, à Philadelphie, à Charles-Town le thé ne fut pas reçu ou resta en magasin.

Le gouvernement britannique répondit à ces excés en mettant en interdit le port de Boston (1774), qui en avait donné le signal. Il changea la constitution de la province. D'un autre côté, il reconstitua le Canada* pour se l'attacher, en cas d'insurrection des autres colonies. Enfin le général Gage, à juste titre aimé des Américains, fut nommé gouverneur du Massachusetts et investi des pouvoirs les plus étendus.

A la nouvelle de ces déterminations, toutes les assemblées provinciales protestèrent avec la plus vive indignation. Celle de Virginie décida qu'un congrès des députés de tous les états serait réuni chaque année pour délibérer sur les intérets com-

* On appela ce bill, le *bill* de Québec.

muns. Philadelphie, ville située au centre des colonies, fut désignée pour le lieu où il tiendrait ses séances: toutes les assemblées provinciales adhérèrent à cette décision. C'était consacrer le droit de résistance à l'oppression et se constituer nation indépendante: tout l'Amérique applaudit. La ligue fut de nouveau conclue et jurée, quoique dénoncée comme criminelle par le gouverneur Gage: les plus recommandables citoyens y prirent une part active.

Le jour où le port de Boston fut fermé fut observé partout comme un jour de deuil général. Un corps de troupes ayant été stationné sur l'isthme pour maintenir la clôture, leur présence occasiona de fréquens rassemblemens et des rixes violentes. Dans les provinces voisines, le peuple s'empara des armes et des poudres des citadelles royales. L'assemblée des habitans de Massachusetts, sous la présidence de Hancock, arma douze mille miliciens toujours prêts à marcher,* et prépara des munitions de guerre et de bouche.

Réunion du congrès général.—Déclaration des droits.—Combat de Lexington.

Cependant le congrès général se réunit à Philadelphie (4 sept. 1774.) Jamais peut-être un spectacle aussi grand ne s'était offert à l'attention des hommes. Une nation ignorée prenait solen-

* On les appela *minute-men;* hommes à la minute.

nellement les rênes de son gouvernement. Décidés à la résistance envers les actes oppressifs de l'Angleterre, mais incertains des moyens propres à les en délivrer, les Américains avaient remis à leurs députés la défense régulière de leurs droits et des pouvoirs illimités. Le congrès justifia la confiance de la nation; tous ses actes prouvèrent la sage prévoyance et la patriotique énergie de ses membres. Les députés, au nombre de cinquante-cinq, commencèrent leurs travaux par des représentations au général Gage; ils décrétèrent ensuite que si l'on employait la force pour mettre à exécution les derniers actes du parlement, toute l'Amérique devait s'y opposer par la force. Ils ranimèrent la ligue contre l'introduction des marchandises anglaises; ils adressèrent un mémoire justificatif au roi et aux chambres, et firent une adresse à la nation anglaise, exprimant une affection non filiale, mais fraternelle. Leur acte le plus remarquable fut la *déclaration des droits*, monument éternel de l'esprit d'indépendance et de sagesse qui les animait. Le préambule était un détail des injustices qu'ils avaient subies et des griefs dont ils demandaient le redressement: suivait la nomenclature des droits de l'homme, tels à peu près que la constituante les proclama en France, et que la charte de 1814 les a en partie reconnus.

Les résolutions du congrès obtinrent l'assentiment général des habitans et des fonctionnaires

publics (1775,) et furent successivement approuvées par les assemblées constitutionnelles de tous les états. Plusieurs provinces se préparèrent à la guerre. Celles de la Nouvelle-Angleterre surtout, où les ministres des autels prêchèrent une sorte de croisade contre la tyrannie, exaltées par leurs opinions mystiques, autant que par les vexations dont elles étaient l'objet, se hâtèrent de former des corps de milice active et les exercer.

Mais au milieu de cet accord unanime, les royalistes de New-York, ou, pour les appeler du nom qu'ils se donnaient, les *loyalistes*, car il est des hommes qui se disent serviles sans arrière-pensée et qui veulent s'avilir avec loyauté; les loyalistes, disons-nous, effrayèrent le commerce de leurs villes maritimes, et parvinrent à empêcher que l'assemblée n'accordât son adhésion aux décisions du congrès.

Conformément aux décrets qu'il avait rendus, les marchandises anglaises cessèrent d'être admises dans tous les ports, sauf ceux de New-York (1 fév. 1775.) Partout l'ancien gouvernement montrait ses formes tout à coup paralysées, et ses rouages sans action; partout le nouveau gouvernement se développait et envahissait l'autorité. Des clubs ou des attroupemens le suppléaient là où il n'était pas organisé, et tandis que les chefs du peuple poussaient l'Amérique vers la guerre, les hommes plus modérés s'y laissaient entraîner

avec l'espoir qu'on n'en viendrait pas à décider la querelle par les armes, et que le ministère britannique se départirait de ses prétentions.

Les Anglais, fatigués d'une contestation qui durait depuis dix ans, y mettaient une grande indifférence ; et le ministère, comptant sur les moyens presque infinis qu'il avait de nuire aux colonies, croyait avec confiance pouvoir les réduire sans efforts (1774). Le parlement venait d'être assemblé (1775). Sur la nouvelle de la dissidence de l'état de New-York, il inclinait à prendre des mesures de rigueur et à déclarer la rébellion des colonies. Ce fut alors que le lord Chatham, ce vieil ami des droits du peuple, sollicita le ministère de céder aux justes réclamations des colonies, et proclama de nouveau la justice de la cause américaine. *Non*, dit-il, *les terres classiques de la liberté, celles de la Grèce et de Rome n'offrent ni peuple, ni sénat, dont la conduite paraisse plus ferme et plus noble que celle du congrès de Philadelphie. C'est à nous de presser, par des représentations assidues, sa réconciliation avec la mère-patrie.* Ces paroles trouvèrent de nombreux échos au parlement et dans les villes principales d'Angleterre. Franklin, Burke, Wilkes en augmentèrent le poids, mais inutilement. Les ministres, aveuglés, se refusèrent à rien entendre, et la province de Massachusetts fut déclarée en état de rébellion. On interdit presque tout commerce à la Nouvelle-Angle-

terre, et on la priva du droit de pêcher à Terre-Neuve : c'était lui défendre de vivre. Ces mesures furent successivement étendues aux états les plus opposés aux mesures ministérielles.

Cependant tout prenait un sinistre aspect en Amérique : les citoyens faisaient des amas d'armes ; les officiers anglais les recherchaient partout, et le plus souvent sans succès. Les plus timides habitans de Boston allaient se cacher à la campagne ; le reste de la population était résolu de braver les Anglais en face et de s'ensevelir au besoin sous les ruines de la ville ; on délibéra même si on ne l'incendierait pas.

Un grand dépôt d'armes avait été fait à Concord, ville située à dix-huit milles de Boston. Le général Gage voulut s'en emparer ; on crut même, non sans fondement, qu'il voulait profiter de ce coup de main pour faire enlever John Hancock et Samuel Adams, deux des chefs les plus influens des patriotes, et les directeurs du congrès provincial de Massachusetts (19 av.). Quand les troupes anglaises parurent à Lexington, elles trouvèrent un peloton de milice sur pied. Le major Pitcairn, qui dirigeait les Anglais, s'écria : *Séparez vous rebelles !* et il commanda le feu. Les miliciens se retirèrent d'abord ; mais bientôt, s'étant renforcés d'un certain nombre des leurs, ils firent face à l'ennemi et l'assaillirent jusque dans Concord, où néanmoins les armes recherchées furent détruites.

A leur retour à Lexington, les Anglais furent attaqués par les *hommes à la minute*, qui, se portant partout en tirailleurs, engagèrent un combat très-vif et firent perdre beaucoup du monde aux Anglais. Le général Gage envoya seize compagnies soutenir les troupes royales, qui rentrèrent à Boston, non sans beaucoup de peine. Le succés des Américains acheva de les soulever : leurs soldats accoururent et bloquèrent dans Boston les troupes du général Gage. L'enthousiasme s'empara de tous les cœurs. On rapporte que Samuel Adams ayant vu le combat engagé s'écria : *Oh ! que voici une heureuse matinée !* Il savait qu'une révolution n'est véritablement commencée qu'après que le fourreau de l'épée est jeté.

Des rapports contradictoires sur le combat de Lexington furent adressés en Angleterre par le général Gage, désormais odieux aux Américains, et par l'assemblée provinciale de Massachusetts, dans chacun desquels la première attaque et une foule d'atrocités étaient imputées au parti contraire. Mais l'assemblée ne se borna point à cet acte. Elle décréta une levée de treize mille six cents hommes, qu'elle mit sous les ordres du colonel Ward : elle fixa une solde pour les miliciens, à l'aide d'un nouveau papier-monnaie. Le Connecticut, le Rhode-Island, le New-Hampshire imitèrent le Massachusetts. L'enthousiasme devint universel,

et les chefs du corps furent obligés de refuser plusieurs milliers d'enrôlemens volontaires.

Siége de Boston.—Incendie de Charles-Town et combat de Bunker's-Hill.

Tous suivirent la trace des Anglais fugitifs, et la ville de Boston fut étroitement bloquée. C'était inutilement que la mer était ouverte aux troupes britanniques, puisque sur toutes les côtes de l'Amérique on se préparait à les repousser. En effet, la nouvelle du combat de Lexington souleva toutes les provinces. Le New-York reprit enfin le parti de l'indépendance, et ne fut jamais le dernier à faire des sacrifices à la liberté. La Caroline du sud, quoique non comprise dans la proscription parlementaire, arma avec enthousiasme pour la cause coloniale. Dans la Pennsylvanie, les quakers eux-mêmes se déclarèrent pour l'insurrection ; dans le Jersey et le Maryland, le peuple s'empara du trésor provincial et des armes des arsenaux. Le gouverneur de Virginie s'efforça inutilement de prévenir une prise d'armes générale. Dans le même temps, les milices américaines se multipliaient autour de Boston, et trente mille hommes y assiégeaient la garnison, qui s'était renforcée par l'arrivée d'un puissant secours. Les vivres devenaient rares autant que les munitions de guerre y abondaient. Le camp américain, au contraire, regorgeait de vivres; mais les armes et les mu-

nitions y étaient en petite quantité. L'adresse des chasseurs américains et leur exaltation balançaient d'ailleurs suffisamment la discipline des Anglais.

Les premiers occupaient, en face de Boston, la presqu'île où est bâtie la bourgade de Charles-Town, et venaient de fortifier précipitamment la hauteur de Breeds-Hill, d'où ils pouvaient jeter des bombes dans la ville. Les Anglais résolurent de s'emparer de cette position. Le 17 juin, 1775, ils débarquèrent en effet à Charles-Town, qu'ils incendièrent et s'avancèrent, sous les ordres du général Howe, vers les travaux des Américains. Ceux-ci combattaient en présence d'une foule de leurs concitoyens placés sur toutes les hauteurs pour voir l'attaque et les encourager. Animés par ce spectacle, ils eurent de la peine à attendre que les Anglais fussent arrivés à la portée du mousquet: ils les foudroyèrent alors. Deux fois les troupes royales furent repoussées. Un secours que leur envoya le général Gage, et l'arrivée du général Clinton rétablirent le combat, qui dura plusieurs heures. L'opiniâtreté des Américains fut enfin obligée de céder: ils se replièrent en bon ordre, contre l'habitude des nouvelles levées, et le docteur Warren, qui les commandait avec les généraux Putnam et Pomeroi, fut tué pendant qu'il les ralliait. Ils ne s'étonnèrent pas de cette perte, et battirent en retraite sans compromettre

leurs autres avantages. La presqu'île de Charles-Town fut occupée par l'ennemi, qui n'osa pas pousser plus loin, et donna le temps aux Américains de se fortifier dans leurs lignes. Ce combat, connu sous le nom de Bunker's-Hill, coûta onze cents hommes aux Anglais et doubla la hardiesse de leurs ennemis. La vue de Charles-Town réduit en cendres inspira à ces derniers une sombre fureur et la ferme résolution d'exterminer les incendiaires.

Expédition sur les lacs.—Washington est élu généralissime.

Pendant que ces choses se passaient à Boston, le comité de sûreté générale de Massachusetts autorisait le colonel Arnold, homme d'un esprit entreprenant et d'une rare intrépidité, à lever des troupes et à s'emparer des forts anglais sur le lac Champlain, pour prévenir une attaque par le Canada. Celui-ci se portait rapidement vers ces postes, qu'il espérait surprendre, lorsqu'il rencontra le colonel Allen, parti du Connecticut avec le même dessein, conçu séparément et dans le plus grand secret par les patriotes des deux provinces. Ces deux chefs se réunirerent franchement, et en peu de jours ils s'emparèut, presque sans résistance, du fort de Ticondéroga, de ceux de la pointe de la couronne et de Skeenesborough, et d'une corvette anglaise, mouillée sur le lac.

Cependant des funérailles magnifiques avaient été faites aux guerriers-citoyens morts à l'affaire de Bunker's-Hill. Leur éloge, et surtout celui du docteur Warren, que ses vertus faisaient aimer des plus ardens loyalistes eux-mêmes, et que les ministres du culte peignaient comme un martyr de l'indépendance, exalta encore le courage des Américains. Ils serrèrent Boston de plus près que jamais et le privèrent presque entièrement de vivres.

Dans le même temps, le congrès se réunissait pour la seconde fois à Philadelphie. Le premier congrès avait allumé le feu de la guerre ; celui-ci devait songer à la pousser avec vigueur ; mais il avait à redouter le refroidissement des passions, le découragement à l'aspect d'une lutte longue et sanglante dans laquelle s'engageait une population toute agricole et commerçante. Le désordre d'une armée indisciplinée et réunie à la hâte, le manque de fonds et de munitions de guerre, le parti que les Indiens pouvaient prendre dans cette querelle, appelaient sa sollicitude. Enfin ils devaient craindre la jalousie des assemblées provinciales entre elles et envers le congrès lui-même, qui ne voulait ni envahir leurs droits ni les laisser agir selon des vues d'intérêt privé, dans une situation où tout dépendait de l'accord unanime. L'admirable prudence des députés au congrès surmonta tous ces obstacles.

Ils s'occupèrent d'abord de nommer un généralissime. Le congrès ne voulait point confirmer dans le commandement le général Putnam, que son rang d'ancienneté y avait placé dans les premières actions, mais que son exaltation patriotique éloignait trop de toute idée d'accommodement avec la mère-patrie. Le général Lee détestait la tyrannie avec emportement; son génie était entreprenant, mais Lee était né Anglais. Gates, plus modéré, et non moins expérimenté, était Anglais aussi. On ne pouvait choisir un de ces guerriers, sans l'exposer à un retour secret vers sa première patrie ou sans renoncer à toute transaction avec l'Angleterre. Il était un député de la province de Virginie, décoré depuis vingt ans du grade de colonel de milices, qu'une suite d'actions d'éclat et de traits de fermeté honoraient également. Il était d'un âge déjà mûr; d'un esprit étendu et prévoyant, d'un caractère modeste mais énergique, d'un patriotisme éclairé, et penchant peut-être plus vers la réconciliation avec l'Angleterre que vers la séparation des colonies. Une grande fortune assurait son indépendance et augmentait la considèration dont il jouissait. Ce législateur, ce héros, ce sage était Washington. Toutes les voix se réunirent en sa faveur, et il fut nommé généralissime. Il était présent à cette séance solennelle; il se leva, rendit grâce au congrès, et le pria, en cas de revers, de se souvenir que lui-même avait

mis en ce jour plus de confiance en son patriotisme qu'en sa propre capacité.

Sous tout autre chef, la révolution pouvait devenir de l'anarchie; sous celui-ci, tout s'organisa. Il partit pour Boston, où l'armée le reçut avec des transports de joie, où ses rivaux se mirent sous ses ordres avec une noble confiance. Le choix des autres officiers généraux avait répondu à ce premier choix; mais les soldats étaient sans armes, sans uniformes, sans tentes; les magasins étaient vides, et l'Amérique n'avait pas d'ateliers pour fournir son armée. Le congrès, d'accord avec le généralissime, prit des mesures aussi hardies que le permettaient son extrême pénurie d'argent et la circonspection dont il avait besoin pour accorder une dictature modérée au chef de l'armée et diriger une foule encore indocile et sans ordre. Pour Washington, son premier soin fut de régler la discipline de l'armée. Le terme des engagemens approchait et pouvait renvoyer à la fois la moitié des troupes dans leurs foyers; Washington en fit prolonger la durée. Il approvisionna ses soldats d'armes et de poudre, dont ils pouvaient manquer au milieu de la première action. Les corps furent organisés d'une manière uniforme pour toutes les provinces. Le zèle des Américains se prêta avec une incroyable ardeur à tous les sacrifices.

Le congrès, reconnaissant qu'aux assemblées provinciales seules appartenait le droit d'imposer

des taxes, ne leva point d'impôts, mais il émit un papier-monnaie qui fut accueilli avec empressement. Il régla la solde de troupes, établit des fonderies et des fabriques à poudre, créa un service des postes, à la tête duquel fut placé Franklin, et forma près de New-York un camp de cinq mille hommes pour prévenir toute tentative de la part des Anglais, ou en leur faveur. Il s'occupa encore de s'attacher les principales tribus d'Indiens. Parmi les adresses qu'il rédigea ensuite, il faut remarquer celle *aux peuples opprimés du Canada.* Elle eut un tel effet sur leur esprit, que malgré leur vieille inimitié contre les Américains et la différence de religion, le gouvernement ne put point obtenir qu'ils s'armassent contre eux, ni que l'évêque de Québec les y engageât. Ayant ainsi paré aux plus pressans besoins, le congrès publia un *manifeste* où il justifiait les Américains et déclarait qu'ils ne poseraient les armes qu'après la réparation des torts qu'ils reprochaient au gouvernement anglais. Ce manifeste fut lu en tête et aux acclamations de l'armée, et répandu avec profusion dans toute l'Amérique.

Pendant que le congrés se livrait à ces importans travaux, la Georgie se joignait à la confédération, déclarant qu'elle considérait comme injurieuse l'exception faite en sa faveur dans les actes du parlement contre l'Amérique, et ajoutant qu'elle voulait partager le sort des autres colonies. Ainsi

se trouvèrent réunis en un seul faisceau tous les états d'Amérique.

Ce fut alors que le congrès cessa de s'occuper des propositions à faire à l'Angleterre en réponse à l'acte dit de *conciliation.* La bataille de Bunker's-Hill avait prouvé qu'aucune transaction n'était plus possible, et que ce n'était pas aux Américains à redouter l'événement de la lutte. L'acte d'union des colonies fut mis en délibération. Il était temps: elles ne tenaient plus à la métropole. Nulle part l'autorité du roi n'était plus reconnue, et presque partout les gouverneurs royaux, abandonnés de leurs officiers, en étaient réduits à d'impuissantes protestations contre les actes des assemblées provinciales.

Efforts de divers gouverneurs en faveur de l'Angleterre.—Boston est repris par les patriotes.

Quelques-uns d'entre eux ne se décourageaient pas pour cela. En Virginie, le lord Dunmore, ayant refusé de livrer l'arsenal à l'assemblée, le peuple le pilla et mit en fuite le gouverneur. Mais celui-ci, dont l'opiniâtreté égalait au moins l'imprudence, arma quelques nègres, forma une escadre, et commença contre les Virginiens une guerre de pirates, qui eut pour résultats l'incendie de la ville de Norfolk par Dunmore, un combat très-vif à Great-Bridge, où l'avantage demeura aux patriotes, et l'entier soulèvement de la province. Dunmore

préparait une entreprise plus importante, qui, par bonheur pour les Américains, ne réussit pas ; c'était d'armer les nègres de la Virginie et les loyalistes habitant à l'ouest de cette province. Cette trame fut découverte, et manqua son effet par l'arrestation de Conelly, agent de Dunmore, et qui l'avait ourdie.

Des projets à peu près semblables occupèrent aussi Campbell, gouverneur de la Caroline du sud. Il essaya inutilement de semer la division entre l'assemblée provinciale et la convention nouvellement convoquée. Son projet était d'armer les partisans de l'Angleterre ; mais il livra le secret de ses desseins à un agent des patriotes, qui se disait l'envoyé des loyalistes, et il fut obligé de prendre la fuite. Ainsi cessa l'autorité royale dans cette province, où, après quelques mouvemens, les royalistes consentirent à demeurer neutres dans la guerre contre la Grande-Bretagne, et où tous les autres habitans se hâtèrent d'obéir aux décisions du congrès.

Le gouverneur de la Caroline du nord fut aussi obligé de s'enfuir, malgré son adresse à déjouer les efforts de la convention provinciale, et à armer en secret les ennemis de la cause américaine.

On agissait avec plus de modération en Pennsylvanie. Cependant les quakers eux-mêmes faisaient trêve à l'austérité de leurs principes, et plusieurs y prenaient les armes ; près de soixante et

dix mille hommes s'organisaient; les femmes brodaient les drapeaux; on fortifiait les bords et le lit de la Delaware. Au milieu de cet entraînement universel, le gouverneur, sans partisans, restait spectateur du mouvement régulier du peuple.

Il en était autrement dans l'état de New-York, où les intrigues du gouverneur Tryon et l'opinion d'une partie des habitans favorisait si ouvertement la cause royale, que le congrès cru devoir rendre une *loi des suspects*, acte qui, cette fois, était destiné à les effrayer, et non à les décimer, et qui ne fit jamais couler le sang. Tryon s'éloigna alors, laissant toute l'autorité à la convention provinciale, qui se hâta de mettre les côtes en défense, le gouvernement britannique y faisant ordinairement aborder ses armées d'Amérique.

Le Maryland se distinguait par ses réglemens d'utilité publique, et le calme de sa convention provinciale ne fut démenti qu'une fois, ce fut le jour de la prise d'armes par le peuple dans l'arsenal.

Dans le New-Jersey, le peuple s'empara des caisses publiques et en appliqua les sommes à solder les milices. Le gouverneur ne pouvant réussir à faire reconnaître l'autorité du roi, demeura sans pouvoir au milieu des habitans.

Le Connecticut et le Rhode-Island, auxquels leur charte primitive n'imposait pas l'autorité d'un gouverneur royal, furent organisés en peu de temps selon les vœux du congrès. Pour les garantir des

attaques de la marine royale, il leur envoya le général Lee, dont le brûlant patriotisme hâta les mesures les plus énergiques contre les tentatives de la Grande-Bretagne et les ennemis du nouvel ordre de choses. Lee, ayant facilement levé des corps de volontaires dans cette province, se rendit à New-York, menacé par les Anglais, que les habitans de l'Ile-Longue, située en face de la ville, appelaient de tous leurs vœux.

Le gouverneur du New-Hampshire, effrayé de l'accroissement des forces des insurgés, se retira dans un fort éloigné. Dans la Georgie, après quelques hésitations, le pouvoir royal fut aboli.

Il l'était partout en Amérique, et celui du peuple le remplaçait progressivement. Le congrès autorisa dès-lors les provinces de Massachusetts, de New-Hampshire et de Virginie à réformer leur constitution. Ce fut vers ce temps que l'on reçut d'Angleterre la nouvelle que le roi avait dédaigné de faire rèponse à la pétition du congrés, et que l'on commença à parler publiquement d'indépendance.

Cependant le général Gage était remplacé à Boston par William Howe (octob. 1775). La presqu'île de Charles-Town avait été abandonnée par les Anglais, qui désespéraient de pouvoir s'y maintenir. Enfermés dans les murs de la ville, leur détresse croissait de jour en jour. Vainement ils tentèrent de faibles expéditions au dehors

et voulurent punir et effrayer les Américains, en incendiant la ville de Falmouth ; le congrès répondit à leurs attaques en armant une foule de navires qui enlevèrent les convois destinés pour l'armée de Boston, et en décrétant que les prisonniers anglais seraient traités comme l'étaient les Américains. Ainsi se prolongeait le blocus de Boston, et chaque jour la disette et l'affaiblissement gagnaient les Anglais ; chaque jour la confiance redoublait chez les Américains. Ils venaient de renoncer aux couleurs de leur pavillon, trop conforme à celui des Anglais, pour substituer au champ rouge qui l'ornait treize bandes alternativement blanches et rouges, emblème du nombre et de l'union des colonies.

Comme les Anglais de Boston pouvaient recevoir du secours d'un jour à l'autre, on résolut (mars 1776) de ne point attendre qu'ils fussent plus forts et de les réduire au plus tôt. La hauteur de Dorchester, d'où l'on dominait la ville, fut occupée et fortifiée par les Américains ; et, après peu de jours d'un feu continuel, une convention fut conclue entre les généraux Howe et Washington, d'après laquelle les Anglais évacuèrent la place, y laissant toutes leurs munitions de guerre, et heureux qu'on leur permît de se retirer. Leur arrière-garde sortait à peine de la ville, que Washington y entrait de l'autre côté au bruit de la musique et enseignes déployées. Bientôt elle fut fortifiée, et les désas-

tres de ses habitans réparés aux dépens des royalistes, que l'on déclara traîtres à la patrie, et dont les biens furent confisqués et vendus au profit du trésor public. Plusieurs avaient suivi le général Howe, qui fut faire reposer son armée et réparer ses échecs à Halifax.

Guerre du Canada.

Ce nouveau succès enflamma encore les Américains. Ils avaient profité des lenteurs du siége pour commencer une entreprise non moins vaste et plus délicate, la conquête du Canada, dont il était d'autant plus urgent de s'assurer la possession et de s'attacher les peuples, qu'il offrait une voie aux Anglais pour prendre les Américains à revers, tandis que les flottes britanniques les attaqueraient de front. Le congrès confia la conduite de l'expédition au général Schuyler (1775); mais, atteint d'une grave maladie, il laissa le commandement au général Montgomery, guerrier de la plus vaste capacité, d'un courage et d'une patience indomptables, et qui, jeune encore, s'était distingué dans la guerre de sept ans. Il partit du lac Champlain, descendit la rivière de Sorel, prit plusieurs forts, contraignit les habitans de Montréal à se rendre à discrétion, et cerna, dans le fleuve Saint Laurent, le général Carleton, gouverneur du Canada. Son humanité, son généreux courage et sa loyauté lui gagnèrent l'amour des Canadiens et le dévoue-

ment des siens, qu'il sut retenir sous les drapeaux à l'expiration de leur engagement, malgré les misères dont ils étaient accablés. Bientôt il se dirigea vers Québec, qu'il espérait enlever en peu de temps. Quelle fut sa joie lorsqu'il rencontra à la pointe des Trembles, près de cette ville, un corps nombreux d'Américains commandés par le colonel Arnold, esprit aventureux et fécond en ressources, dont on se rappelle la première expédition sur la frontière du Canada ! Arnold était parti du camp de Boston, et, tirant droit au nord à travers des déserts impraticables et au milieu des neiges de l'hiver, il était arrivé, après des fatigues inouies, devant Québec, qu'il aurait surpris sans l'infidélité d'un courrier. Washington avait conçu le projet et tracé le plan de cette expédition véritablement héroïque, et dont la réussite aurait complété l'entière conquête du Canada. L'on a cependant dit que Washington n'était pas un homme de génie. Certes, si des entreprises d'une hardiesse inconcevable, d'une utilité reconnue, conçues d'après des idées qui auparavant n'étaient nées chez personne, dirigées avec audace et persévérance, constituent le génie, on ne peut le refuser à Washington ; à moins qu'un certain faste, repoussé par son austère vertu, ne soit un des attributs nécessaires du génie.

Montgomery, sous les ordres duquel Arnold s'était rangé, somma Québec de se rendre. Carleton était arrivé ; il s'y refusa. Les rigueurs de

l'hiver dans ce climat glacé n'auraient pas permis à des soldats ordinaires de s'établir en rase campagne, pour s'y plier aux lenteurs d'un siége; mais, enflammés par l'exemple de leurs chefs, les Américains étaient devenus des héros. Une poignée de miliciens brava un froid aussi vif que celui qui détruisit en Russie, trente-six ans après, une armée près de mille fois plus nombreuse. L'assaut fut livré, et les Américains s'emparèrent d'une partie de la basse ville, au milieu d'une neige épaisse qui tombait, et d'un feu meurtrier. Montgomery, à la tête des siens, dont la rigueur du froid ralentissait la marche, et après des efforts incroyables, qui inspirent peut-être autant d'effroi que d'admiration, fut tué au moment où il allait occuper une batterie ennemie. L'intrépide Arnold fut blessé, et les Américains obligés de battre en retraite. Le siége fut alors converti en simple blocus. Arnold prit le commandement des troupes.

L'Amérique pleura Montgomery comme un héros, et l'Angleterre donna des marques de respect à sa mémoire. Fox, qui commençait alors sa brillante carrière tout consacrée à la liberté, accusa le ministère d'avoir fait un ennemi de ce héros doué de toutes les vertus. Carleton le fit inhumer avec pompe; le congrès adopta ses enfans, et l'histoire, la poésie, la peinture, léguèrent à la postérité l'exemple de son immortel dévouement.

(1776) Arnold fit des efforts surhumains pour continuer le siége de Québec. Le général Thomas, qui remplaça Montgomery, éprouva divers échecs, tenta plusieurs fois de donner l'assaut, et fut enfin obligé de renoncer à l'expédition. Les Anglais venaient de recevoir un puissant secours qui portait leurs forces à treize mille hommes ; les généraux Burgoyne et Philipps commandaient sous les ordres de Carleton. Celui-ci eut même assez d'empire sur les prêtres catholiques, pour les engager à refuser les sacremens à ceux des Canadiens qui s'étaient déclarés pour les Américains. Bientôt ces derniers furent abondonnés de tous leurs partisans, subjugués par ce criminel abus de la puissance ecclésiastique. Les Américains se retirèrent alors à l'embouchure du Sorel, où le général Thomas, mourut et fut remplacé par Sullivan. Delà ils tentèrent une dernière entreprise, l'attaque d'une portion des forces anglaises campée aux trois rivières, sur la rive gauche du fleuve Saint-Laurent. La surprise qu'ils préparaient fut manquée, et l'armée américaine complètement battue. Arnold s'était enfermé à Montréal, qu'il évacua bientôt. Les débris de l'armée se replièrent de toutes parts jusqu'à la pointe de la Couronne, où les Anglais n'osèrent pas les poursuivre. Ainsi échoua une entreprise commencée avec autant de bonheur que d'audace, et dont le succès eût présenté des avantages incalculables. La

mort de Montgomery, au moment où Québec allait être pris, compromit tout le reste de l'expédition. Mais elle eut au moins cet avantage, que les Anglais, redoutant une nouvelle tentative sur le Canada, divisèrent leurs forces pour en tenir une partie dans ce pays, et loin du théâtre des principales opérations.

Le congrès ne s'étonna point de ces revers, et célébra cette campagne comme si elle eût eu d'heureuses conséquences.

Disposition des esprits en Angleterre.—Mouvemens en Caroline et en Virginie.

Jamais, depuis la révolution de 1688, l'Angleterre n'avait été aussi violemment émue que depuis l'insurrection des colonies. Les partis opposés se reprochaient réciproquement de l'avoir suscitée. Les torys accusaient les whigs d'avoir soulevé l'Amérique par l'empire de leurs doctrines démocratiques. Les whigs proclamaient que les torys, par d'injustes prétentions et la soif du pouvoir, par leur mépris des libertés nationales, par leur aveuglement et leur incapacité, avaient déshonoré la nation anglaise aux yeux de l'univers, et détaché le plus beau fleuron de la couronne britannique. Il semblait que les antiques querelles qui ensanglantèrent le royaume, au temps de la reine Anne, allaient revivre avec toutes leurs fureurs. Au milieu de ces récriminations, on apprit que les pêcheurs

qui se trouvaient à Terre-Neuve, ne recevant plus de vivres de l'Amérique, avaient été obligés de s'éloigner des côtes, et qu'une soudaine irruption de la mer avait englouti plus de sept cents barques et quelques vaisseaux, qui n'avaient pu prendre asile dans les ports américains. Cette nouvelle fit une impression sinistre en Angleterre. L'opposition s'en empara; les passions s'exaltèrent encore. L'Europe devint attentive à ces grands débats.

Au terme où en étaient les choses, il est fort douteux que les ministres eussent rien obtenu des colonies en renonçant à leurs prétentions et à leur système, d'ailleurs si conformes à l'orgueil britannique : ils persistèrent. Un bill fut rendu prononçant la confiscation de tout navire qui trafiquerait avec les insurgés, et de toute propriété américaine qui pourrait être saisie. Pour obtenir à prix d'or des soldats, les ministres négocièrent avec toutes les cours d'Europe. Refusés par les grandes puissances, ils traitèrent avec quelques-uns des petits états d'Allemagne. Ils envoyèrent enfin en Amérique dix-sept mille étrangers, et portèrent leur armée d'outre-mer à quarante mille hommes effectifs. Un grand nombre de vaisseaux devait soutenir les opérations de l'armée. Les généraux Howe, Burgoyne, Philips, et Cornwallis, les amiraux Howe, Peter-Parker et Hotham furent chargés de divers commandemens. Un plan d'attaque par différens points fut arrêté; mais la politique

anglaise fut toujours fidèlement employée : on tâcha de semer la désunion entre les Américains.

Pendant que Carleton rétablissait l'autorité de l'Angleterre dans le Canada, et que Howe, à Halifax, se préparait à reprendre l'offensive, le gouverneur de la Caroline du nord, soutenu par les Anglais, rentra sur le territoire de la colonie, arbora l'étendard royal et rallia à lui près de dix mille mécontens ; mais le général américain Moore, à la tête des insurgés, le mit en fuite et le battit ensuite près de Wilmington avant qu'il pût être secouru. Néan-moins les loyalistes n'avaient pas perdu tout espoir dans cette province ; il se ranimèrent lorsque l'amiral Peter-Parker eut débarqué au cap Fear un corps considérable de troupes commandées par le lord Corwallis, qui fit bientôt sa jonction avec le général Clinton, depuis peu venu dans la province. Les Anglais avaient résolu de s'emparer de la ville de Charleston, dont la possession assurait la conquête de l'état ; mais n'ayant pas réussi à s'emparer du fort Moultrie (28 juin 1776,) qui défend l'entrée des deux rivières au confluent desquelles est bâtie la ville, et ayant éprouvé des pertes considérables dans l'attaque de ce fort, construit en bois de palmier et défendu par de simples milices nationales, ils se rembarquèrent pour aller grossir l'armée qui se formait sur les côtes du New-York.

D'un autre côté Dunmore, qui menaçait sans

cesse les côtes de la Virginie, n'ayant aucun port pour se réparer, vit détruire ses équipages par les maladies. Contraint enfin de brûler lui-même ses vaisseaux, il alla chercher un refuge aux Antilles, sans avoir pu réussir à soulever les nègres. Enfin une conspiration ourdie par le gouverneur Tryon fut découverte. Elle avait pour but principal de livrer le général en chef à l'ennemi. Une autre échoua aussi dans les environs d'Albany. La punition de quelques-uns des coupables prévint le retour de pareilles tentatives.

Préparatifs du congrès.—Déclaration d'indépendance.

Le congrès cependant s'efforçait de préserver les côtes en armant en guerre les navires américains. En peu de temps dix-huit frégates et un grand nombre de chaloupes canonnières furent construites. L'escadre américaine, sous le commandement du capitaine-général Hopkins, combattit avec succès les Anglais en plusieurs rencontres. L'enthousiasme était partout et créait en peu de jours les soldats et les marins. La nation s'accoutumait à agir comme si elle eût joui de sa pleine indépendance.

Son commerce avait cessé depuis long-temps avec la métropole, ses gouverneurs royaux étaient fugitifs ou sans pouvoir, son congrès faisait des lois, et cependant elle protestait de sa fidélité au

gouvernement anglais. La justice se rendait au nom du roi ; dans les temples on priait pour un souverain dont on battait les armées. Les esprits justes s'offensaient d'une aussi choquante contradiction, qui nourrissait chez les uns les idées d'un rapprochement désormais impossible, comprimait chez les autres leur patriotisme, qu'une réconciliation pouvait rendre criminel, et paralysait en quelque sorte l'action révolutionnaire du congrès. Franklin, à son retour d'Europe, avait le premier prononcé le mot d'indépendance. Les succès de l'aristocratie anglaise contre l'opposition dans les débats sur les colonies, succès qui depuis ont toujours été croissant, quelque sujet qui ait ranouvelé la lutte, lui avaient appris qu'aucune transaction n'était désormais possible. Le congrès en fut convaincu lorsqu'il vit les triomphes de ses armées ; la nation lorsqu'elle eut connaissance des levées faites contre elle en Allemagne, et de l'acte du parlement qui défendait tout commerce avec les colonies, et abandonnait les propriétés américaines, publiques et privées, à tous ceux qui parviendraient à s'en emparer. Mis hors la loi des nations par l'Angleterré, les Américains ne pouvaient plus s'en reconnaître les sujets. Les plus modérés partagèrent cette opinion à la lecture de l'ouvrage de Thomas Paine intitulé *le sens commun*, apologie adroite de l'insurrection et diatribe sanglante contre la royauté, vice capital, selon l'auteur, de

la constitution anglaise. Un cri unanime appela alors l'indépendance.

Le congrès voulut toutefois sonder encore l'opinion en portant un décret qui dispensait les fonctionnaires publics de prêter serment au roi d'Angleterre, et le déclarait déchu du droit de conférer aucun pouvoir en Amérique. Il ordonnait ensuite que les provinces qui ne l'avaient point fait encore se constituassent librement. Ce décret ne rencontra d'hésitation que dans quelques états; mais bientôt tous se constituèrent. Aucun ancien employé royal ne fut conservé, et, chose digne de remarque, ce fut sans qu'il y eût contre eux ni menaces, ni reproches personnels.

Pendant que ces choses se passaient, Lee, député de la Virginie, faisait la motion de déclarer l'indépendance. "Puisque notre union avec l'Angleterre, dit-il, ne peut nous assurer la liberté et le bonheur, qui font l'objet de nos vœux, rompons ce nœud fatal et osons conquérir pour jamais ce bien dont nous jouissons déjà. Ce n'est plus ici la liberté orageuse de Rome et de la Grèce que nous revendiquons, ce n'est plus le privilége de quelques patriciens, c'est la propriété de tous. Les nations attentives se promettent de notre victoire une existence plus libre et plus douce. N'écoutons plus la voix de l'Angleterre. Ses promesses sont des trahisons. Ne nous livrons point à sa foi donnée et violée si souvent dans cette querelle, cette foi

britannique qui sera plus honteusement célèbre encore que la foi punique. Confions-nous à la liberté, source des sages conseils et mère des grands hommes. L'astre qui éclaira les Grecs, les Suisses, les Hollandais, quand ils fondèrent ou conquirent la liberté, luit aussi sur nos têtes ; leurs glaives ne se sont point émoussés en passant dans nos mains. Hàtons-nous de prépare run asile où l'infortune puisse échapper à la tyrannie. Que l'Amérique ait à son tour ses Lycurgue et ses Numa ; qu'elle soit indépendante !"

La proposition de Lee fut accueillie avec une joie calme. Pour plus de maturité, la délibération fut ajournée. Les états de Pennsylvanie et de Maryland, qui hésitaient d'abord, donnèrent de nouveaux pouvoirs à leurs députés, malgré l'opposition de J. Dickinson, éloquent partisan de la réconciliation et patriote estimé. Enfin le congrès reprit sa délibération, et le 4 juillet 1776, sur le rapport de Thomas Jefferson, B. Franklin, et John Adams, la déclaration d'indépendance fut arrêtée. C'était l'application solennelle des droits déclarés par le premier congrès. Le préambule énonçait les principes du congrès sur les droits politiques des peuples. " Lorsqu'une suite d'abus et d'usurpations, disait-il, tendant invariablement au même but, montre évidemment le dessein de réduire un peuple sous le joug d'un despotisme absolu, il a le droit, et il est de son devoir de renverser un pareil

gouvernement, et de pourvoir, par de nouvelles mesures, à sa sûreté pour l'avenir." Venait ensuite la déclaration, conçue en ces termes:

"A ces causes, nous, les représentans des États-Unis d'Amérique, assemblés en congrès général, attestant le Juge suprême de l'univers de la droiture de nos intentions, au nom et de l'autorité du bon peuple de ces colonies, publions solennellement et déclarons que ces colonies unies sont et doivent être de droit des états libres et indépendans, qu'elles sont franches et exemptes de toute obéissance envers la couronne britannique.—Et, nous reposant fermement sur la protection de la Providence divine, nous engageons mutuellement l'un envers l'autre, pour le maintien de la présente déclaration, nos vies, nos biens et notre honneur."

Telle fut cette déclaration célèbre, faite par des hommes sages et paisibles, et qui seule put préserver les colonies de leur perte, au moment où, sans argent, sans arsenaux, avec de simples milices, elles allaient lutter contre toutes les forces réunies de la Grande-Bretagne. Elle constitua les colonies en république sous le nom des *treize Etats-Unis d'Amérique.*

Cet acte fut partout accueilli avec des transports d'allégresse; des fêtes publiques eurent lieu dans toutes les villes. Le zèle pour la défense commune redoubla, car tous les doutes, toutes les irrésolutions avaient cessé.

Ainsi l'habileté des patriotes américains, qui surent enfin prendre une résolution audacieuse, ainsi l'impéritie des ministres anglais, qui ne surent ni prévoir ni arrêter le mal, amenèrent le démembrement d'une des plus florissantes portions de l'empire britannique.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Les révolutions naissent ordinairement d'un état de malaise, qui amène un besoin général de changement; par fois elles résultent d'un excès de vigueur, avec lequel n'est plus en rapport l'ordre établi. Malgré leur penchant à suivre les voies accoutumées, les habitudes faites, les peuples, lorsqu'ils ont atteint leur virilité, sortent d'eux-mêmes de tutelle. La circonstance la moins importante en apparence peut alors déterminer la révolution.

L'Amérique, avant là sienne, était heureuse; la plupart des colonies étaient libres et maîtresses de leur gouvernement: la corruption ministérielle n'avait point passé les mers. L'aisance était universelle. Le travail empêchait les esprits d'être remuans. Long-temps encore les choses eussent pu avoir le même cours. Mais l'impôt du timbre et les actes dont il fut suivi suffirent pour apprendre à l'Amérique qu'elle avait atteint sa majorité. Un ministère plus habile eût pu le lui faire oublier long-temps encore, et les colonies ne se fussent point séparées de la métropole.

La révolution d'Amérique, par l'effet des principes émis dans les manifestes de ses auteurs, prit, dès son origine, un caractère d'abstraction et de généralité qu'aucune révolution n'offre avant celle-là, et qui devait appeler l'attention de tous les peuples. Elle suivit à cet égard le cours que lui imprimait la nation, accoutumée à jouir d'une grande somme de liberté politique et religieuse, et depuis long-temps livrée à la discussion des doctrines philosophiques, à travers lesquelles les véritables principes finissent toujours par s'établir. La déclaration des droits en était le résumé ; l'acte d'indépendance en fut le développement en action. L'imposant caractère du congrès qui le rédigea avec calme, au milieu du grand mouvement national, ne se démentit pas. Cette sage froideur l'empêcha de placer au commandement suprême de l'armée le général Putnam, et lui fit préférer Washington, qui, s'il n'avait point eu l'honneur du premier succès contre les Anglais, était plus propre que lui à soutenir la grande lutte qui venait de s'engager.

Le congrès de Philadelphie se trouva tout-à-coup investi d'une confiance d'autant plus grande, que toute la nation était dans l'attente et ne demandait qu'une direction. Comme il avait pour but l'intérêt réel de toute l'Amérique, il fut bien autrement puissant que le congrès d'Albany, qui au fond n'avait pour but que l'intérêt de la métropole.

Mais aujourd'hui la liberté était établie dans toutes les colonies qui voulurent accepter la solidarité de la resistance des Bostonniens aux actes vexatoires du gouvernement britannique. Il restait encore à la consolider. L'acte d'indépendance, en créant la république, confondit tous les intérêts dans l'intérêt commun. Il donna une marche regulière à l'insurrection, et lava les Américains de la défaveur qui souvent s'attache au nom d'insurgés. Il apprit au monde qu'un grand peuple s'était levé et venait demander place parmi les puissances.

Nous venons de voir le congrès organisant le nouveau gouvernement, créant des armées, un trésor, des arsenaux, une marine. Il a conquis le territoire américain sur les Anglais de Boston, sur ceux que conduisaient quelques gouverneurs de provinces. La révolution est faite. Mais l'Angleterre, dominatrice des mers et redoutable entre les grands états de l'Europe, la menace de toute sa puissance. Hâtons-nous de voir comment l'Amérique repoussera les fléaux dont elle est menacée, comment sera sanctionnée sa mémorable révolution.

DEUXIÉME SECTION.

RÉVOLUTION D'AMÉRIQUE, DEPUIS LA DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE JUSQU'A LA RECONNAISSANCE DE LA RÉPUBLIQUE PAR LA FRANCE.

Entrée en campagne et plan.—Négociations.—Bataille de Brooklyn.—Washington se retire derrière la Delaware.

Avant la déclaration d'indépendance, le général Howe avait quitté Halifax avec les renforts qu'il avait reçus d'Angleterre. Il avait opéré son débarquement non loin de New-York (25 juin 1776,) et s'était établi dans l'Ile-des-États (Staten-Island,) à l'embouchure même de l'Hudson, dans l'espérance de rallier à lui les royalistes du New-York et la population de l'Ile-Longue (Long-Island.) Là, le rejoignirent l'amiral Howe son frère, et le général Clinton. Trente-cinq mille hommes obéissaient à ses ordres. Les Allemands et les Anglais, qui composaient une partie de son armée, rivalisaient de zèle. Les royalistes accouraient sous ses drapeaux. Le New-York paraissait ne

devoir opposer aucune résistance. Le projet des Anglais était de s'emparer de l'Hudson et de s'unir, en le remontant, avec l'armée du Canada, qui devait descendre par le lac Champlain, après avoir enlevé les forts pris sur les Anglais par les colonels Arnold et Allen, deux années auparavant. Ainsi les provinces insurgées eussent été séparées en deux portions et privées de communication entre elles; on aurait pu se porter à volonté sur tous les points et écraser principalement les provinces de la Nouvelle-Angleterre, qui étaient le véritable foyer de la révolution. Tout semblait garantir le succès de ce plan tracé par le ministère britannique.

Tandis que les armées royales débarquaient dans la partie de l'Amérique qui devait leur présenter le moins de résistance, le congrès, plein d'une noble assurance, déclarait l'indépendance des États-Unis.

Washington avait préparé tous les faibles moyens de défense qui étaient en son pouvoir pour arrêter les ennemis à l'entrée de l'Hudson. Il avait placé des corps de troupes dans toutes les positions menacées. Mais son armée, affaiblie par l'indiscipline des milices et par la méfiance du congrès envers la troupe de ligne, instrument ordinaire d'usurpation ou de despotisme, qu'il ne voulait pas multiplier, n'était pas, à beaucoup près, en état de résister à toutes les forces des Anglais.

Plein de confiance dans ses moyens de succès, Howe ne voulut point cependant commencer les hostilités sans faire connaître les intentions du gouvernement anglais. Il répandit avec profusion (juin 1776) une proclamation propre à effrayer les rebelles et à ramener les hommes timides. Il entra même en négociation avec Washington. Celui-ci rejeta habilement toute communication, sous le prétexte qu'on ne lui donnait point les titres de sa place, et qu'on traitait les Américains indépendans comme une troupe d'hommes sans droits établis. Il en référa au congrès.

Le général Howe se décida alors à entrer en campagne. Il fit passer son armée de l'Ile-des-États sur l'Ile-Longue, plus voisine de New-York, et bientôt les Américains que Washington y avait placés, refoulés de toutes parts sur New-York, furent complétement battus à Brooklyn (22 août). Washington y était passé au commencement de l'action. Il eut la douleur de voir écraser les siens sans pouvoir faire venir à leur secours le gros de l'armée. C'eût été exposer au hasard d'une bataille le sort de l'Amérique et tous ses défenseurs. Il préféra une défaite à ce danger sans ressources. Les Américains perdirent trois mille hommes, trois généraux et six pièces de canon.

Ce terrible échec amena l'évacuation de la ville de New-York par les Américains, qui se retirèrent vers le haut de l'île de ce nom. La terreur régnait

partout. Les miliciens se retiraient dans leurs foyers malgré les ordres du général en chef. Ce fut alors que le congrès décréta la formation d'une armée de ligne, qu'il fixa pour terme aux engagemens, d'abord la fin de la guerre, ensuite trois années de service, et qu'il assigna des concessions de terres aux soldats et officiers. Tous les moyens de ranimer le courage des troupes et de multiplier les enrôlemens furent mis en usage; mais presque sans succès.

Profitant de son avantage, Howe fit de nouvelles propositions (11 sept.). Mais les commissaires nommés par le congrès, voulant traiter seulement au nom des États-Unis comme états indépendans, la négociation fut rompue, et le congrès approuva la conduite de ses mandataires.

Les Anglais reprirent immédiatement les hostilités. Les Américains avaient concentré leurs forces sur Kings-Bridge, à douze milles au nord de New-York. Howe les harcela dans leur camp, leur livra plusieurs attaques sérieuses (oct.), et fit tous ses efforts pour les amener à combattre en bataille rangée, ce que le prudent Washington eut soin d'éviter. Howe revint alors attaquer avec la plus grande vigueur le fort Washington, où commandait le colonel Macgow, à la tête de deux mille six cents hommes, qui furent obligés de capituler faute de munitions. De l'autre côté de l'Hudson, en face du fort Washington, et destiné comme

lui à arrêter la navigation des Anglais sur le fleuve, était placé le fort Lee. Les Américains l'évacuèrent aussitôt, y laissant leurs munitions, leurs tentes, leur artillerie, et les Anglais, s'en étant emparés, furent les maîtres de pénétrer dans le cœur du New-Jersey, et d'opérer sans obstacle leur mouvement de jonction avec l'armée du Canada.

La prise de ces forts acheva ce qu'avait commencé le revers de Brooklyn. Les milices américaines épouvantées se débandèrent; la troupe de ligne se livra à une effrayante désertion. L'armée fut presque dissoute; à peine resta-t-il sous les drapeaux trois mille soldats. L'armée était sans outils pour se retrancher, sans tentes pour s'abriter, sans munitions pour se défendre, presque sans artillerie et sans chevaux.

Au milieu de l'effroi général, les proclamations du général anglais circulaient. On vit une foule de gens du peuple implorer leur pardon; des familles riches et considérées, des magistrats, des fonctionnaires du nouveau régime même s'empressèrent de faire leur soumission. Cependant on remarqua que la classe moyenne restait fidèle à la cause de l'indépendance. Toutefois, comme on voyait les mécontens de l'intérieur se préparer à la révolte, pour les contenir on fut obligé d'envoyer dans le comté de Monmouth, qui dépend de la province même de New-Jersey, où les armées étaient

en présence, une partie des faibles corps qui restaient.

Mais au sein de l'adversité, le courage de Washington ne se démentit pas. Résolu d'accomplir le mandat que le congrès lui avait donné, son audace s'accrut dans les revers, et sa constance devint un objet d'admiration. Il ordonna aux corps séparés de rejoindre l'armée principale. Il sollicita les provinces de faire immédiatement des levées. Ses ordres furent exécutés avec lenteur ; les provinces ne répondirent pas à son appel, si ce n'est celles des contrées du nord. Pour comble de malheur les milices du Maryland et du New-Jersey, une partie de celles de Pennsylvanie déclarèrent que leur engagement était expiré et quittèrent leurs drapeaux. Avec les débris de son armée, Washington, trompant l'ennemi et feignant de vouloir reprendre l'offensive, opéra sa retraite sur la rive droite de la Delaware pour couvrir Philadelphie, siége du gouvernement et du congrès.

Enlèvement du général américain Lee.—Guerre contre les Indiens.—Confédération des Etats-Unis.—Dictature de Washington.

Fatigués des combats multipliés livrés dans des lieux difficiles, où ils avaient acheté la victoire a force de sang, les Anglais, croyant qu'ils pourraient s'emparer de Philadelphie dès qu'ils le voudraient, résolurent d'attendre que la rivière fût gelée, ce

qui devait rendre inutiles les moyens de défense que Washington préparait à la hâte. Celui-ci profita du repos qu'ils lui laissaient. Il envoya faire des levées; il ordonna aux généraux Gates, qui était près des lacs, et Lee, qui commandait dans le haut Jersey, de venir le joindre. Ce dernier obéissait avec quelque lenteur, lorsqu'il fut enlevé secrètement par un parti d'Anglais de la maison écartée où il s'était logé, et conduit par eux à New-York. La nouvelle de cette capture retentit jusqu'en Europe, et l'on y crut un instant que la guerre était finie. Les traitemens qu'on fit subir à Lee, le refus de le reconnaître d'abord en son grade de général, amenèrent des négociations et de sévères représailles.

Sullivan, ayant pris le commandement du corps de Lee, se hâta d'obéir aux ordres de Washington et de se rallier à lui. Dans le même temps, l'amiral Peter-Parker et le général Clinton, à la tête d'une partie de l'armée anglaise, s'étant emparés du Rhode Island, y tinrent bloquée la flotille du capitaine général Hopkins. L'amiral anglais fit ensuite voile vers les côtes de la Caroline et de la Virginie, où ses agens s'efforçaient de soulever les Indiens de diverses tribus. Le loyalistes se souvenaient de leurs désastres récens ; ils ne firent aucun mouvement. Les Indiens répondirent donc seuls à l'appel qui leur était fait. Les Creeks firent mine d'entrer en campagne ; les six tribus alliées

s'ébranlèrent un instant; les Chérokis, n'écoutant que leur fureur, massacrèrent les habitans du pays qui les avoisinait: mais ces dignes auxiliaires des Anglais furent battus et presque entièrement détruits par les Américains, qui coururent aux armes, ranimés par la retraite de Anglais, après leur attaque infructueuse du fort Moultrie.

L'armée du Canada avait essuyé moins de revers que les autres corps américains. Depuis qu'elle s'était retirée à la pointe de la Couronne, Carleton, gouverneur du Canada, rassemblait des troupes pour forcer le passage des lacs et descendre par l'Hudson dans le cœur des provinces insurgées. Une escadre avait été équipée sur les lacs pour chacune des armées ennemies. On en vint aux mains près de l'île Valicourt, sur le lac Champlain. Arnold, qui commandait la flotte des Américains, fut battu et perdit tous ses navires, malgré des prodiges .d'intrépidité. Le fort de la Couronne fut alors abandonné aux Anglais. Carleton n'osa pas pousser plus loin, parce que la saison était trop avancée. Il se retira vers le Canada, et sa retraite donna la faculté à la plus grande partie des Américains réunis sous les ordres de Gates de rejoindre l'armée de Washington.

Mais, malgré la réunion de toutes les forces disponibles, l'armée américaine du New-Jersey était peu nombreuse. Les deux provinces de New-York et de Rhode-Island, la majeure partie de celle de

Jersey étaient au pouvoir de l'ennemi, et dès le printemps une puissante armée pouvait s'avancer du côté du Canada. Le découragement augmentait : déjà plusieurs Américains des provinces occupées par les Anglais s'étaient rangés sous leurs drapeaux. Le recrutement se faisait avec les plus grandes difficultés pour l'armée républicaine, sans cesse affaiblie par les désertions. Le papier-monnaïe baissait graduellement de valeur. Le présent était pénible, l'avenir plus alarmant encore.

Le congrès ne se laissa point abattre, et ce fut au moment de sa plus grande détresse qu'il décréta (4 oct. 1776) l'acte de confédération perpétuelle des États-Unis, première constitution de l'Amérique unie.

L'ennemi s'approchait de la Delaware ; le congrès transporta le siége de ses séances de Philadelphie à Baltimore ville du Maryland (12-20 déc.) Là, son premier acte fut de confier au généralissime une dictature militaire dont la durée fut fixée à six mois, si le congrès n'en ordonnait pas différemment. Sa confiance en Washington parut ainsi s'accroître au moment même où ce général voyait ses armées battues de toutes parts. Au milieu de tant de revers, pas un reproche de négligence on d'incapacité ne s'éleva contre les chefs de l'armée. L'orgueil n'avait pas persuadé aux Américains qu'ils fussent invincibles, et ils cédèrent sans s'étonner à la force des choses. Il fallait

prévenir des maux plus grands encore : le congrès fit un fort emprunt, créa une loterie, ordonna que ses papiers auraient un cours forcé. Il fixa même le prix de certaines denrées par une loi dont la rigueur a depuis été si malheureusement surpassée en France, sous le nom de *Maximum.* Les assemblées provinciales appuyérent ces mesures de toute leur autorité. La patrie, quoique en danger, n'était pas perdue.

Dispositions de la France.—Le congrès envoie des députés auprès de cette puissance.—Départ de La Fayette pour l'Amérique.

Depuis long-temps la France, éternelle ennemie da l'Angleterre, secondait de ses vœux la cause des Américains. Déjà son commerce avait fourni (1775) des armes aux insurgés, et l'entreprenant Beaumarchais en faisait fabriquer publiquement pour eux. L'agent du congrès, Silas Deane, faisait quelques enrôlemens d'officiers, et même il avait secrètement obtenu quelques vieilles armes des arsenaux du Roi. De toutes parts s'élevait en France un cri unanime en faveur des Américains. Le gouvernement cédait trop lentement à cette impulsion, malgré son désir de venger les revers de la guerre de sept ans ; et l'Espagne, par l'effet de sa haine contre l'Angleterre et du pacte de famille couclu en 1761 entre les diverses branches de la famille de Bourbon, se montrait disposée à

vaincre bientôt, en faveur des États-Unis, la répugnance qu'elle avait à seconder la France et à secourir une république. Le congrès, au moment des désastres de 1776, nomma (26 sept. 1776) Franklin, Deane, et Arthur Lee, commissaires pour venir solliciter en France des secours, et pour obtenir la reconnaissance de l'indépendance américaine. L'arrivée de Franklin en Europe (déc.) fut un événement pour la nation. De grands seigneurs et les savans les plus remarquables se hâtèrent de l'accueillir avec distinction ; et, quoique la circonspection du cabinet de Versailles ne permît pas encore de l'admettre à la cour, il en fut amplement dédommagé par les témoignages d'intérêt qu'il obtint de toutes parts et les secours que le commerce français fit passer aux insurgés, en attendant ceux plus efficaces du gouvernement. Retiré à Passy, il était devenu, par ses mots heureux, ses vertus, son patriotisme, un objet universel de curiosité et de vénération. On personnifiait en lui la république, dont il était le représentant. Les traités qu'il offrait aux ministres étaient goûtés; mais le caractère indécis de Louis XVI s'opposait à une rupture avec l'Angleterre, où les torts auraient pu paraître de son côté, et Maurepas, son premier ministre, était aussi faible que lui.

Un jeune Français d'un nom illustre, doué d'une candeur vertueuse et d'un courage indomptable, se présenta en ce temps aux envoyés américains et

leur offrit son bras. Ils eurent la générosité de vouloir le détourner d'un projet qui paraissait téméraire au moment de leurs désastres. Ce refus rendit ses instances plus vives. Les envoyés étaient sans ressources en ce moment ; il fréta un vaisseau, et, s'arrachant des bras de sa jeune épouse, bravant les oppositions de la cour, il partit pour l'Amérique. Ce jeune homme était destiné à devenir l'ami de Washington et le défenseur le plus désintéressé de la cause américaine. Il devait, en Europe, donner l'éveil à la liberté et à la révolution française. Lorsque de fatales discordes l'exilèrent de sa patrie, il devait, du fond du cachot où le jeta le despotisme, le faire trembler et intéresser l'univers. Dans toutes les crises où la liberté s'agita pour reprendre son légitime empire, on devait le retrouver debout. C'était La Fayette. Il brava les menaces du gouvernement britannique, qui l'eût traité honteusement s'il eût été pris, et débarqua à Charleston, dans l'été de 1776, avec des dépêches importantes, et, ce qui valait peut-être mieux, avec des armes. Son arrivée produisit une vive sensation sur les Américains, par lesquels il fut reçu avec transport. Il voulut servir dans leurs rangs comme simple volontaire et à ses propres dépens. Un décret du congrès accepta ses services : ils furent grands et multipliés.

Plusieurs Français et d'autres Européens servaient la même cause ; Saint-Ouary, Fleury, l'ingé-

nieur du Portail, l'officier d'artillerie Duplessis, et les illustres Polonais Kosciusko et Pulaski.

Bataille de Trenton.—Washington dégage Philadelphie.—Troubles dans les provinces.—Enlèvement du général anglais Prescot.

Les Anglais s'étaient répandus dans le New-Jersey; Washington, impassible, de l'autre côté de la Delaware, observait leurs mouvemens et grossissait son armée. Tout à coup (25 déc.) il passe de la circonspection à l'audace. "Les Anglais, dit-il, ont trop étendu leurs ailes, il est temps de les leur rogner." Il passe la Delaware la nuit de Noël, et son armée, sur trois colonnes, s'avance en silence vers Trenton et y surprend les ennemis. Trois régimens allemands mettent bas les armes, et le général américain victorieux, qui ne veut pas compromettre ce premier succès, reprend sa position de la veille sur la rive droite du fleuve.

Les prisonniers furent conduits en triomphe à Philadelphie. Ces Allemands, qui partout se livraient au pillage et à la dévastation, inspiraient plus de terreur que les Anglais eux-mêmes: on reprit confiance de toute part, en apprenant qu'ils avaient été battus, et les Anglais en furent si vivement frappés, que lord Cornwallis, au moment de partir pour l'Angleterre, retourna précipitamment dans le New-Jersey.

Profitant de cette favorable impression, Wash-

ington se mit en mouvement et se décida à abandonner les rives de la Delaware et à porter la guerre dans le cœur même du New-Jersey. Obligeant les Anglais à le suivre, il dégageait ainsi Philadelphie et prévenait une bataille qui pouvait décider en un jour du sort de l'Amérique. Bientôt les Anglais n'occupèrent plus qu'une petite partie du Jersey, dont leurs excès avaient soulevé la population, jadis portée pour eux. La Pennsylvanie était couverte, et le généralissime maître de porter la guerre sur le théâtre qu'il choisirait.

Il fut alors proclamé le sauveur de la patrie par l'Amérique et l'Europe, et le congrès, qui retournait tenir ses séances à Philadelphie, étendit encore des pouvoirs dont Washington savait faire un si bon usage. Pendant plusieurs mois le général américain, presque sans armée, eut l'art de faire illusion aux ennemis et à sa patrie elle-même, tant il déploya d'habileté et de vigueur dans une foule de mouvemens militaires. L'hiver de 1776 à 1777 et le printemps de cette dernière année s'écoulèrent sans qu'il se passât rien de remarquable. Des mouvemens éclatèrent dans le Maryland et dans la partie nord de l'état de New-York et furent heureusement comprimés (1777). Plusieurs affaires eurent lieu dans le Jersey et le Connecticut, et Arnold eut la gloire d'y combattre de nouveau les Anglais.

Vers cette époque, le lieutenant-colonel Barton,

se portant en secret, avec quelques hommes choisis, au milieu des Anglais qui occupaient le Rhode-Island, enleva leur general Prescot, qui venait de mettre à prix la tête d'Arnold, depuis peu fait général par le congrès. Cette juste représaille de l'enlèvement de Lee fit une sensation favorable.

Pendant ce temps le généralissime avait successivement placé son camp à Morristown et à Middlebrook, dans des positions inexpugnables, que Howe ne put jamais le déterminer à quitter pour se risquer aux hasards d'une bataille. Les Anglais se retirèrent alors dans Staten-Island, où ils se préparèrent aussi secrètement que possible à une grande expédition. Washington les observait attentivement, renforçant toujours son armée, multipliant ses efforts pour retenir les milices que l'expiration des engagemens rappelait de nouveau dans leurs foyers, et faisant armer les citoyens partout où les Anglais menaçaient de se porter. Il redoutait qu'ils ne tentassent de faire leur jonction avec l'armée de Canada, qui venait de rentrer en campagne. Il fit faire, en conséquence, des dispositions aux généraux Sullivan, Putnam, et Sterling.

Campagne de Canada.—Capitulation de Burgoyne.

Cependant l'armée anglaise du Canada était rentrée en compagne, non plus sous les ordres du gouverneur Carleton, dont l'humanité égalait le cou-

rage, mais sous ceux du général Burgoyne, guerrier expérimenté et avide de gloire. Elle était nombreuse et abondamment fournie de tout. Composée d'Anglais et d'Allemands, elle était soutenue de corps de Canadiens et de Sauvages qu'on avait armés. Avec ces forces, Burgoyne se porta de la pointe de la Couronne devant le fort de Ticonderoga, que les Américains évacuèrent après une vive résistance pour se retirer sur le fort Édouard. Le général Schuyler avait indiqué ce rendezvous général après la malheureuse rencontre d'Hubbardton et la prise des forts Sainte-Anne et Skeenesborough, où les Américains, après des prodiges de valeur, avaient perdu presque toutes leurs munitions et l'artillerie nombreuse des forts. L'ennemi se rassemblait à Skeenesborough et se disposait à franchir les seize milles de pays impraticable qui séparent le fort Sainte-Anne du fort Édouard, où Schuyler, avec une armée réduite à quatre mille hommes épuisés de fatigues, accumulait cependant les obstacles de toute espèce sur la route de Burgoyne. Celui-ci, pendant ce temps, faisait attaquer les forts qui sont sur la limite de l'état d'York, du côté du lac Ontario et dans le pays des Mohawks. Les Américains battus étaient lâchement abandonnés aux Indiens de l'armée anglaise, qui les torturaient impitoyablement. Toutefois Burgoyne manquait de vivres. Il voulut enlever ceux que les Américains avaient amassés en grande

quantité à Bennington, à vingt milles de l'Hudson, et y reçut un échec considérable. Dans cette occasion les Américains durent la victoire aux secours amenés de la Nouvelle-Angleterre par les généraux Lincoln et Arnold et le colonel Morgan, déjà connu par sa belle conduite sous Montgomery au siége de Québec. Ce premier succès fit bientôt affluer de toutes parts les milices des provinces voisines, que Washington avait immédiatement fait rassembler et porté sur ce point, qu'il ne croyait pas aussi prochainement menacé. Sur ces entrefaites Gates prit le commandement de l'armée américaine, qui avait battu lentement en retraite jusqu'à Saratoga. La confiance s'était rétablie, et un parti d'insurgens avait même été attaquer la forteresse, depuis peu perdue, de Ticonderoga. Burgoyne se consumait en efforts pour s'assurer, avant l'hiver, du cours de l'Hudson, qu'il avait eu l'imprudence de passer. Les mois de septembre et d'octobre virent deux combats opiniâtres: dans le premier, l'avantage demeura indécis; c'était déjà un succès pour les Américains, qui furent vainqueurs dans la seconde affaire, où Arnold fut de nouveau blessé. La position de Burgoyne devint désespérée. Sans vivres, même pour opérer sa retraite vers les lacs, il fallait qu'il succombât ou qu'il gagnât Albany à travers un pays affreux et les lignes toujours croissantes des Américains. Il avait perdu une foule d'officiers de marque, et le camp

célébrait les funérailles du général Frazer au fracas épouvantable de l'artillerie américaine, dont les boulets faisaient, par intervalle, voler la terre jusque sur le visage du chapelain qui officiait.

Burgoyne, après beaucoup de tentatives pour se tirer de l'épouvantable position où il était, fut enfin obligé de capituler avec toute son armée. Ce triomphe inattendu porta la joie dans toute l'Amérique et fut le signal des plus grands événemens en Europe. Gates reçut du congrès des honneurs particuliers. Les prisonniers anglais furent conduits à Boston, où on les retint contre les termes de la convention, les Américains ayant découvert qu'ils se proposaient de la violer de leur côté en passant à l'armée de Howe et non en Angleterre, comme ils s'y étaient soumis.

Telle fut la fin de cette expédition, entreprise avec tant de moyens et de jactance; où, par un abus criminel du droit de la guerre, Burgoyne toléra les plus horribles excès des Sauvages. Howe seul dut s'imputer sa non réussite, parce que, jaloux de comprimer la révolte autour de lui, il négligea d'exécuter le plan du ministère et de se joindre à l'armée du nord pour occuper avec elle le centre des colonies insurgées. Toutefois le général Clinton avait agi dans ce sens; mais la catastrophe de Burgoyne rendit inutiles les succès que le premier avait obtenus sur l'Hudson.

L'armée de Howe débarque dans le Maryland.— Batailles de Brandywine et de Germantown.— Les Américains se retirent à Valley-Forge.— La France reconnaît l'indépendance.

Pendant que ces choses se passaient à l'armée du nord, l'armée du général Howe était entrée au fond de la baie de Chesapeak et débarquait dans le Maryland (25 août 1777,) menaçant la ville de Philadelphie. Washington voulait couvrir cette ville. Il prit position sur la rive gauche du Brandywine. Le 11 septembre une grande bataille eut lieu, dans laquelle l'avantage, qui paraissait d'abord décidé en faveur des républicains, se changea vers le soir en une déroute complète. Washington, trompé par de faux avis, ne put éviter sa défaite. La Fayette, qui ralliait les troupes, fut blessé à la jambe dans cette journée, qui livra aux Anglais la majeure partie de la Pennsylvanie inférieure.

Le congrès ni le généralissime ne furent ébranlés de se grand revers. Le pouvoir dictatorial fut de nouveau, et pour la seconde fois, confié à Washington. On prépara la défense de Philadelphie. L'armée républicaine s'étant portée du côté de Lancastre à la rencontre de celle des Anglais (23 oct.,) ceux-ci s'emparèrent de la capitale de la confédération. Le congrès s'était rendu à Lancastre, et sa constance neutralisa l'impression qu'aurait pu faire sur l'esprit des peuples la prise

de Philadelphie. Le fleuve avait été couvret de forts et de travaux propres à empêcher les Anglais de le remonter. Ceux-ci résolurent de les détruire et de s'assurer du cours de la Delaware. Une partie de leur armée se jeta dans le Jersey. Washington voyant qu'elle s'affaiblissait en s'étendant, l'attaqua avec beaucoup de vigueur au bourg de Germantown. Après des succès importans, la victoire lui échappa encore une fois, et le congrès eut la magnanimité de donner publiquement des éloges à sa conduite, à son plan d'attaque et à la valeur de ses troupes. Il fut plus loin, il eut l'énergie de casser le général Stephens, pour avoir mal dirigé son corps pendant la retraite. Malgré ces désastres multipliés, rendus plus sensibles pour l'armée du centre par le succès de Gates, la confiance publique n'abandonna pas le généralissime, qui attendait impatiemment les troupes du Canada pour tenter de nouveaux efforts. Cependant Greene et La Fayette avaient suivi les Anglais dans le Jersey. Ce dernier y reçut le commandement d'une division, et cessa de servir comme volontaire. Les troupes de l'armée du nord arrivèrent enfin sous les ordres de Gates. Il était trop tard pour rentrer sur-le-champ en campagne, et les deux armées ennemies prirent leur cantonnement pour l'hiver, celle des Anglais principalement à Philadelphie (1777,) celle des républicains dans une contrée agreste et déserte, appelée Valley-Forge.

(1778) Là elle fut accablée de maux inouis. La famine, les maladies, le froid, le dénuement absolu de munitions, de vêtemens, de chaussure, l'éprouvèrent à la fois. Le mécontentement éclata et amena la désertion. Le général en chef fut calomnié auprès des soldats et du congrès. Sa vertueuse constance résista à tout. Il opposa la fidélité de La Fayette aux intrigues de quelques lieutenans jaloux. Si le congrès fut sourd à la calomnie, l'histoire doit dire qu'il se montra peu actif, et quelquefois peu propre à réparer les maux dont se plaignait Washington. Il voulut essayer, sans moyens suffisans, un coup de main sur le Canada; mais l'expédition n'eut pas lieu. La Fayette, qui avait reçu le commandement de cette nouvelle armée, revint bientôt sur un théâtre qui lui convenait mieux, puisqu'il y avait plus de dangers à courir; et bientôt il fit voir par la belle défense de la position de Baron-Hill, près de Philadelphie, que sa présence n'était pas inutile à l'armée du centre.

Dès les premiers jours du printemps Henri Clinton remplaça le général Howe dans le commandement de l'armée britannique. Les succès qu'avait obtenus ce dernier étaient loin de compenser les désastres de Burgoyne; et le ministère, qui le blâmait de n'avoir pas suivi le plan qui lui avait été tracé, voyait avec peine qu'il fallait se déterminer à de nouveaux sacrifices. La nation

anglaise éclatait en murmures, et la joie des puissances rivales ne se contenait plus. Le parlement était l'arène qui fixait les regards de l'Europe. Le lord Chatham y publiait de nouveau que " si l'on ne mettait promptement un terme à la guerre en traitant avec les Américains, et qu'on leur donnât le temps de se jeter dans les bras de la France, la perte de la patrie était imminente." Mais le ministère s'obstinait à vouloir terminer la querelle par les armes et par l'entière soumission de l'Amérique.

Cependant le congrès renouvelait ses instances auprès de la cour de Versailles, où il était appuyé par tout ce qui avait quelque autorité. Le roi ne se déterminait pas à reconnaître l'indépendance: c'eût été rompre avec l'Angleterre; et, soit qu'il ne fût pas préparé à la guerre, soit qu'il ne voulût pas la provoquer, il hésitait encore. Au milieu de ces retards, le désespoir s'était emparé des députés américains, lorsque la nouvelle de la capitulation de Burgoyne vint prouver à la France qu'on ne lui offrait point dans l'Amérique une alliée indigne d'elle. Toutes les irrésolutions, toutes ces lentes précautions que l'impatience de l'opinion publique taxait de faiblesse et de pusillanimité, cessèrent. L'indépendance et la souveraineté de la république furent reconnues par un roi absolu; et un traité d'alliance offensive et défensive fut conclu entre la France et les États-Unis. C'était le premier peu-

ple américain qui passait solennellement du rang de colonie à celui d'état libre, et qui annonçait à l'univers que l'ère d'action du Nouveau-Monde etait arrivée. Toutes les nations furent attentives à ce grand spectacle, et la joie de la France, qui portait un coup aussi sensible au cœur de son éternelle ennemie, ne permit pas au cabinet de Versailles de voir tout ce qu'il faisait en proclamant la souveraineté du peuple et le droit d'insurrection.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Le premier acte de la révolution américaine était achevé; le congrès avait proclamé l'indépendance. Lorsqu'il rédigea cette mémorable déclaration, il ne fut point entraîne par l'inquiète impétuosité qui règne chez le peuple au milieu des grandes crises. Il marcha avec calme dans la voie que lui indiquait l'état moral et les besoins nouveaux de la nation, qui suivit ses pas avec confiance. On vit les possesseurs de nègres des états du sud ne pas hésiter un instant à déclarer que tous les hommes naissaient égaux et libres. Aucun principe de justice ou d'humanité ne fut méconnu. On paralysa les efforts des ennemis du nouvel ordre de choses; mais nulle part on ne leur dressa des échafauds.

La révolution se fit sans secousses: elle partit et arriva à son terme toujours d'un pas égal.

Cependant elle aurait pu être arrêtée dans son

cours par la force. Les Anglais s'étaient emparés de plusieurs positions importantes ; ils avaient armé les Indiens ; de toutes parts ils menaçaient l'Amérique. Le congrès répondit une seconde fois à leurs menaces par un décret mémorable ; c'était la confédération d'octobre 1776, qui acheva de cimenter l'union de tous les états. Le zèle, affaibli par les revers, fut ranimé par la confiance ; et les succès reparurent.

Mais la constance et le courage des citoyens et l'organisation populaire du gouvernement ne suffisaient pas contre les forces disciplinées et la fécondité des ressources de l'Angleterre. Aussi, tandis que les principes de la révolution soulevaient toutes les provinces, les armées britanniques pénétraient dans la plupart d'entre elles. Celles du centre étaient en partie occupées ; le nord et le midi étaient menacés d'une invasion prochaine. L'hésitation devenait générale, parce que les moyens de résistance manquaient à la volonté des peuples. La France les leur donna et consolida la révolution, en se déclarant pour l'indépendance. Tandis que le ministère anglais était appuyé dans ses rigueurs par toute la nationalité britannique, toutes les illustrations de la France faisaient des efforts en faveur des insurgens, plus encore par amour des principes proclamés en Amérique que par haine pour l'Angleterre. Dès-lors la révolution fut assise. Et ce fut un roi absolu qui, le premier, donna sa sanction

au démembrement d'une monarchie au bénéfice de la première république moderne ! Et les gouvernemens européens, aveuglés par leur haine pour l'Angleterre, ne virent, dans la lutte qui s'était engagée, que l'humiliation de celle-ci, et ne s'aperçurent pas que, devant eux, et sous leur égide, s'agitait la question de leur existence future !

SECTION TROISIÈME.

RÉVOLUTION D'AMÉRIQUE, DEPUIS LA RECONNAISSANCE DE LA RÉPUBLIQUE PAR LA FRANCE, JUSQU'A SA RECONNAISSANCE PAR L'ANGLETERRE ET A LA PAIX GÉNÉRALE.

La France déclare la guerre à l'Angleterre.—Bataille de Monmouth.—Départ de La Fayette pour la France.

Les traités de la France avec l'Amérique n'étaient pas encore publics. Le ministère anglais hésita s'il en préviendrait l'effet en reconnaissant lui-même la république. Mais le roi refusa son aveu à cette mésure. On voulut alors user des moyens de conciliation, oubliant que le moment était décisif, et croyant faire suffisamment, en cette extrémité, que d'accorder à l'Amérique ce qu'elle avait sollicité autrefois, mais qui n'était plus assez pour elle. L'opinion publique accueillit mal ces projets, contraires à l'honneur de la couronne ; elle voulait la reconnaissance de la république ou la guerre.

Le cabinet de Londres reçut enfin la notification des traités faits par la France. Le parlement s'agita à l'aspect des calamitiés qui menaçaient la nation anglaise. Ce fut alors que Chatham mourant se présenta (7 mai 1778) une dernière fois à la tribune, et, demandant la cause de ce désespoir universel, déclara que, puisque l'on avait eu le malheur d'attendre si long-temps, on ne pouvait plus opter sans déshonneur, et qu'il ne restait plus qu'à déclarer la guerre à la maison de Bourbon. "*Tout parti*, dit-il en finissant, *vaut mieux que le désespoir. Faisons tous un dernier effort, et si le sort veut que nous tombions, tombons du moins en hommes.*" Chatham, épuisé, ne put poursuivre ; bientôt il tomba en convulsion, et ne se releva plus. Quatre jours après, l'Angleterre perdit cet homme d'état vraiment patriote, qui mourut pauvre, après avoir administré si long-temps les richesses de l'état, et qui avait élevé la nation anglaise au-dessus de toutes les autres nations.

D'après l'autorité de ses paroles, le parlement refusa de reconnaître l'indépendance des États-Unis, et se prépara à continuer la guerre. Des commissaires furent cependant chargés de tenter la conciliation sans promettre l'indépendance.

L'on sentait que la France prendrait bientôt une attitude hostile. Déjà ses ports étaient remplis de vaisseaux armés. On prépara les moyens de lui résister. Les plus célèbres amiraux furent appelés

au commandement des forces navales. Un embargo fut mis sur les vaisseaux marchands français. Comme cette mesure n'amena que de stériles représailles et qu'on voulait rompre, depuis qu'on avait appris qu'une escadre française partie de Toulon (13 av.) sous les ordres du comte d'Estaing se dirigeait sur l'Amérique, l'amiral anglais Byron fut chargé de le suivre avec une armée navale; l'amiral Keppel, de son côté, reçut ordre (13 juin) de mettre à la voile et d'attaquer.

Quatre jours après (17 juin) eut lieu le premier acte d'hostilité entre la France et l'Angleterre. La frégate française *la Belle Poule* fut attaquée par une frégate qu'elle mit en fuite après un combat de plusieurs heures, à la vue des deux escadres. Cet événement retentit dans les deux hémisphères; toute contrainte devenait inutile, la guerre était commencée; elle fut immédiatement déclarée.

Tandis que d'Orvillers, sorti de Brest avec trente-deux vaisseaux, cherchait Keppel et le combattait à Ouessant, que dans d'autres mers Fabri et Kersaint illustraient la marine française, d'Estaing, avec douze vaisseaux, naviguait lentement vers l'Amérique, emmenant avec lui M. Gérard de Rayneval, ministre plénipotentiaire du roi de France au congrès.

Cependant arrivaient presque en même temps en Amérique, la nouvelle des traités avec la France

(2 mai) et les commissaires pacificateurs de l'Angleterre (9 juin.) Ceux-ci tentèrent d'abord de s'adresser au généralissime, qui renvoya leurs dépêches au congrès, où elles furent rejetées (17 juin.) Ils se livrèrent alors à des intrigues multipliées pour répandre leurs manifestes dans les provinces et la corruption parmi les patriotes; mais d'éloquens écrivains, et principalement Drayton et Thomas Paine, leur répondirent avec avantage.

Pendant qu'ils s'efforçaient de désunir les Américains, les Anglais, alarmés par les préparatifs de leurs ennemis et le bruit de la prochaine arrivée d'une escadre française qui pourrait les bloquer dans la Delaware, se déterminèrent à évacuer Philadelphie, et à regagner New-York à travers le New-Jersey. Aussitôt Washington quitte son camp de Valley-Forge, les poursuit et les atteint dans une position difficile près de Monmouth; La Fayette et Knox soutiennent le premier choc des Anglais. Un combat opiniâtre s'engage; le général Lee, qu'un échange contre le général anglais Prescot* avait rendu à ses compagnons d'armes, compromet par quelque lenteur les mesures de Washington; mais les Anglais, de toutes parts pressés par les Américains, sont forcés d'abandonner le champ de bataille. Aussitôt la désertion se met parmi les Allemands de leur

* Le même qui avait été surpris à Rhode-Island.

armée, qui s'embarque pour New-York, où Washington la cerne de toutes parties.

La conduite de Lee, qu'à juste titre on soupçonna de jalousie pour Washington, et qui compromit le succès de la journée, fut déférée à un conseil de guerre, et il fut suspendu de ses fonctions militaires pour un an.

A peine les Anglais touchaient-ils à New-York, que d'Estaing paraissait devant la ville, d'où il se porta bientôt sur Rhode-Island, dont on voulait chasser les Anglais. Il prit position devant la ville de New-Port; tandis que le général Sullivan attaquait l'île par le nord; mais bientôt une succession de mauvais temps ayant maltraité l'escadre française, qui avait remis en mer pour attaquer celle des Anglais, d'Estaing se crut obligé de renoncer à l'entreprise de Rhode-Island, malgré les représentations de Greene et de La Fayette, et se retira à Boston pour se réparer. Cette retraite inopinée fit manquer l'expédition, et amena d'amers reproches. Des méfiances et des jalousies éclatèrent. Boston et Charleston en Caroline furent le théâtre de scènes fâcheuses entre les Français et les Américains. Dans cette dernière ville, un véritable combat eut lieu; mais la sagesse des autorités, et surtout le zèle de Washington arrêtèrent le mal, et resserrèrent les liens encore mal formés qui unissaient les deux peuples. Une des conséquences les plus funestes de la mauvaise issue

de l'expédition de Rhode-Island, fut que la flottille américaine, bloquée de toutes parts par un ennemi qui tenait toutes les côtes, ne put désormais tenter aucune entreprise, ni être d'aucun secours aux patriotes.

Les commissaires anglais continuaient leurs menées; ils forcèrent le congrès de menacer à son tour les torys des États-Unis. Ils furent plus loin, ils accusèrent publiquement la France de souffler le feu de la guerre civile entre les deux hémisphères. Ce fut alors que La Fayette, animé pour sa patrie d'un amour qui avait quelque chose de chevaleresque, envoya à Carlisle, l'un d'eux, un cartel pour lui demander raison de ces insultes envers la France; l'Anglais refusa, et les commissaires n'ayant pu remplir leur mission sous aucun rapport, repartirent pour l'Angleterre. Dans le même temps, M. Gérard de Rayneval, ambassadeur du roi de France, était admis au congrès (6 août), et Franklin, nommé ministre auprès de Louis XVI., était reçu solennellement à la cour (14 sept.) Bientôt La Fayette à son tour, guidé par le besoin de revoir sa patrie et d'y être utile à la cause commune, revint en France s'offrir à l'enthousiasme universel et aux félicitations du roi.

Campagné des Français aux Antilles et des Américains en Georgie et en Caroline.—Siége de Savannah.

L'amiral Byron était arrivé en Amérique et avait pris le commandement de l'escadre anglaise mouillée à New-York. Lorsqu'il se porta sur Boston, d'Estaing venait d'en partir pour les Antilles, et il l'y suivit. Là eut lieu une campagne de mer à jamais mémorable dans les fastes de la nation française, La Dominique, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, la Grenade furent tour à tour le théâtre des exploits de d'Estaing.

Pendant que les escadres ennemies se combattaient dans les Antilles, les généraux anglais dirigeaient tous leurs efforts sur les provinces méridionales des États-Unis, où le nombre des royalistes, la facilité des approvisionnemens, la douceur de l'hiver leur promettaient une campagne d'autant plus heureuse que l'armée américaine, aux ordres du généralissime, en était fort éloignée. Les Anglais commandés par le colonel Campbell débarquérent le 17 décembre 1778, en Georgie, près de l'embouchure de la Savannah. Ils s'avancèrent rapidement sur la ville qui porte ce nom, et s'en emparèrent après une bataille qu'ils gagnèrent.

Maîtres de la ville (1779), ils se répandirent dans le pays, ranimèrent leurs partisans, en formèrent des corps et menacèrent bientôt la Caroline,

où s'étaient réfugiés les républicains les plus compromis. Le général Prevost, qui commandait les Anglais en Floride, se hâta de se porter sur Savannah, où il forma son armée. Cependant les royalistes se faisaient battre par les républicains de la Caroline, non loin d'Augusta, où un corps d'Anglais avait pris position. Dans le même temps le général Lincoln, nommé au commandement de l'armée du sud par le congrès, arrivait en Caroline, rassemblait à la hâte les milices et se portait précipitamment avec elles et quelques troupes continentales sur la rive gauche de la Savannah. Son apparition, jointe à la déroute récente des royalistes, fit abandonner aux Anglais la ville d'Augusta. Bientôt il fit passer la rivière à une partie de ses troupes, et une action très-vive s'engagea à Briar-Creek, où les Américains furent complètement battus. Cet échec nécessita des mesures vigoureuses en Caroline, où bientôt entra le général anglais, qui désirait vivement occuper la ville importante de Charleston. Mais n'osant entreprendre le siége de cette capitale, où s'étaient jetées les troupes américaines, le général anglais repassa en Georgie. Les royalistes qu'il avait armés se livrèrent partout, sur leur passage, aux excès les plus affreux, égorgeant sans pitié tout ce qu'ils rencontraient, jusqu'aux animaux, ravageant et incendiant toutes les propriétés, et se servant pour guides des nègres, qu'ils armaient.

L'armée navale de la France s'était couverte de gloire aux Antilles ; mais l'Amérique sentait plus que jamais le besoin de son secours. Des plaintes s'élevaient de toutes parts contre d'Estaing, qui avait été porter la guerre loin de son théâtre principal. L'amiral voulut leur imposer silence ; et, quoique les ordres du ministère le rappelassent en Europe, il se dirigea vers la Georgie. Les Français débarquèrent, le 1 septembre 1779, près de Savannah, et les Américains s'étant bientôt joints à eux (15 sept.,) ils attaquèrent ensemble la ville. Mais après vingt-cinq jours d'un siége poussé avec vigueur et un assaut terrible où d'Estaing fut blessé à la tête des siens, les alliés furent contraints de lever le siége, que la saison ne permettait pas aux Français de continuer. L'illustre Polonais Pulaski, qui n'ayant pu soutenir la république dans sa patrie, venait la servir en Amérique, fut mortellement blessé à Savannah, et mourut peu de jours après.

D'Estaing partit immédiatement pour l'Europe, laissant une partie de sa flotte aux Antilles, sous les ordres de Lamotte-Piquet. Une grande célébrité l'accompagna en France, et cependant s'il avait conquis la Grenade, il avait manqué l'expédition du Rhode-Island, et échoué à Savannah, et c'était là que le succès était le plus nécessaire. En un mot, il n'avait pas fait la guerre avec les Américains, ce que semblaient réclamer les traités

et les circonstances: il n'avait fait que combattre l'Angleterre.

Opérations des Anglais au centre.—Guerre contre les Indiens incendiaires de Wioming.—Situation de l'Amérique.—L'Espagne se déclare pour elle.

Pendant que ces choses se passaient dans les états du sud, le général Clinton, commandant en chef les forces britanniques, faisait partir de New-York quelques-uns de ses principaux officiers pour aller désoler les côtes de la Virginie. Ils s'acquittèrent de ce cruel devoir en vrais pirates. Clinton les rappela ensuite pour porter ses forces sur l'Hudson. Il voulait s'emparer des forts de La Fayette, à la pointe de Verplank, et de Stoney-Point, par lesquels les Américains avaient remplacé les forts Montgomery et Clinton (détruits en 1777,) et, comme eux, placés, sur les deux bords du fleuve pour en dominer la navigation. Il réussit en effet à les occuper. De là il porta une partie de ses troupes sur les côtes du Connecticut, où les corsaires américains trouvaient un asile constant, et il les ravagea sous la direction de l'ancien gouverneur Tryon. La ville de New-Haven souffrit beaucoup, et celle de Fairfield fut réduite en cendres. Ces brigandages redoublèrent l'horreur toujours croissante qu'inspiraient les Anglais dans cette province toute républicaine.

Pendant cette dernière expédition, Washington avait occupé les hauteurs qui bordent l'Hudson et fait attaquer en même temps les deux forts pris depuis peu par les Anglais. Stoney-Point fut repris par le général Waine après une action brillante, où un Français, M. de Fleury, arracha de ses propres mains l'étendard royal qui flottait sur les remparts. L'attaque contre le fort Verplank n'eut pas le même succès.

Vers le même temps, (juillet 1779.) le général Sullivan reçut l'ordre d'aller tirer vengeance des dévastations commises par les Indiens du nord-ouest. Ceux-ci, poussés par les loyalistes et aidés par eux, avaient, l'année d'auparavant, attaqué à l'improviste la colonie de Wioming, établie sur une des branches du Susquehannah, à l'extrémité de la Pennsylvanie. Une partie des habitans de Wioming était à l'armée ; les autres se défendirent et furent tous impitoyablement massacrés ou brûlés. On rapporte que des torys, imitant les Sauvages, déchiraient leurs prisonniers avec les ongles, égorgeant de préférence leurs propres parens.* La colonie fut entièrement détruite. C'étaient ces victimes que Sullivan devait venger. Il battit les Indiens et ravagea complètement leur territoire, qu'on trouva couvert de moissons, planté de vergers, parsemé de maisons vastes et commodes, ce

* Histoire de la guerre de l'independance, par Chas. Botta, liv. X. tom. III, p. 414.

qui indiquait une civilisation plus avancée dans cette partie du continent qu'on ne l'avait cru jusqu'alors. Mais les soldats de Sullivan, en s'acquittant de leur terrible mission, murmurèrent plus d'une fois des rigueurs qu'ils furent contraints d'exercer ; plainte généreuse qui, dans le cours de cette guerre sanglante, ne fut jamais répétée ni par les Anglais ni par les loyalistes.

Pendant toute cette campagne, l'armée de Washington, trop faible pour rien entreprendre, et placée sur les hauteurs inexpugnables de l'Hudson, où l'ennemi n'osait pas l'attaquer, n'eut point à livrer de combats importans. Mais les combats eussent mieux valu que les maux qui accablaient la nation. Depuis que la France avait pris les armes, beaucoup d'Américains pensaient que c'était à elle à porter la poids de le guerre, et que leur tâche, était remplie. Contens de ce qu'ils avaient fait, ils se laissaient aller à une langueur aussi profonde que leur enthousiasme avait été vif. Ni le congrès, ni Washington ne pouvaient les ranimer ; tandis qu'avec plus d'énergie on eût pu espérer d'arriver à des résultats décisifs dans cette même année. D'un autre côté la guerre avait créé une foule de spéculations usuraires. Les fournitures de l'armée étaient devenues l'objet d'un commerce honteux. L'absence de l'argent comptant et le besoin de crédit avaient amené la baisse du papier-monnaie, qui était tombé au 30ème de sa

valeur nominale.* La trop fréquente émission de ce papier par le congrès et par les assemblées provinciales, l'incertitude d'une valeur territoriale hypothécaire, et surtout les énormes contrefaçons que l'Agnleterre en avait faites, l'avaient fait déchoir rapidement, et l'agiotage s'était emparé de la plupart des classes de citoyens. La généralité des fortunes était ébranlée. La guerre civile autorisait d'ailleurs souvent la mauvaise foi. La perturbation morale de la nation gagna même les patriotes et pénétra jusque dans le congrès. On y compta des *indépendans*, ou républicains exaltés, et des *dépendans*, ou amis de la France. La lutte polémique qui s'était engagée entre les publicistes d'Amérique devint plus active. Mais ces bouillonnemens des passions soulevées avaient moins de dangers chez une nation accoutumée à la liberté ; et rien n'était désespéré.

Cependant la participation de la France à la guerre devait amener celle de l'Espagne, quoique sa répugnance à reconnaître en principe l'indépendance des colonies américaines fût extrême. Tout annonçait qu'elle ne retardait encore de prendre part à la guerre que pour le faire à de meilleures conditions. Elle s'offrit d'abord pour médiatrice entre les puissances belligérantes, et prit

* L'Amérique vit alors, comme la France l'a vu quinze ans après, un simple repas ou une paire de souliers se payer 2 à 3,000 francs en billets.

enfin les armes en faveur de l'Amérique. La force des choses la conduisait à ce parti, et le congrès, qui le sentait, ne voulut consentir à aucune des conditions onéreuses auxquelles l'Espagne lui promettait son assistance.

Situation de l'Angleterre.—Siége et prise de Charleston, en Caroline.—Dévouement des femmes de cette province.

Les flottes réunies de la France et de l'Espagne menaçaient les côtes de l'Angleterre. Un projet de descente, dans cette île était sur le point d'être exécuté. Jamais l'Angleterre n'avait été dans un si pressant danger.

La Hollande, profitant de sa neutralité, transportait les armes des Français en Amérique. L'Angleterre s'y opposa par la force. Alors la Russie, que gouvernait Catherine II., la Suède et le Danemarck, formèrent une confédération sous le titre de *neutralité armée*, pour protéger leur commerce mutuel contre de pareilles vexations, et réprimer l'arrogance du cabinet britannique. La Hollande prit des mesures semblables.

L'Angleterre, dans cette grande crise, s'attira l'admiration universelle par l'énergie inflexible qu'elle montra. Ses amiraux battirent les Espagnols, s'emparèrent des convois de la France, conduisirent de puissans secours à l'armée d'Amérique. La nation entière prit part à la guerre; le trésor

fut alimenté par des dons immenses; les citoyens coururent aux armes de toutes parts: en un mot, la Grande-Bretagne entière s'apprêta à combattre les Bourbons, et l'issue d'une guerre, où tous les monarques absolus protégeaient une république contre un peuple libre qui voulait la détruire, put paraître douteuse.

Le cabinet de Londres avait renoncé, pour le moment, à attaquer les colonies par le Canada. La catastrophe de Burgoyne était de favorable augure de ce côté pour les Américains. L'armée anglaise du centre, isolée dans New-York, entourée des provinces les plus exaltées, toujours observée par Washington, ne pouvait tenter que des entreprises peu importantes. L'armée du sud était la seule véritablement active. Le général en chef Clinton avait sagement pensé que les provinces du midi, où les royalistes étaient nombreux, se rangeraient plus aisément sous l'étendard royal, et que, de ce point, la guerre pourrait être plus facilement conduite contre le congrés.

Il arriva de New-York, en Georgie, dans les premiers jours de l'année (1780;) et bientôt, d'accord avec les troupes victorieuses de Savannah, il entreprit la conquête de la Caroline du sud. Il débarqua sur les côtes de cette province, et mit le siége devant la capitale, Charleston, où commandaient le général Lincoln et le gouverneur Rutledge, patriotes d'un mérite égal, d'un égale au-

torité. Malgré les faibles moyens des assiégés, tout fut préparé pour une défense digne de l'honneur américain. Clinton, de son côté, n'oublia rien pour vaincre. Pendant le siége, deux corps d'Américains, qui s'avançaient pour secourir et ravitailler la place, furent complètement battus, sans que la garnison pût secourir aucun d'eux. Le fort Moultrie, qui, quatre ans auparavant, avait seul arrêté une armée et repoussé une attaque, peu judicieuse à la vérité, et mal combinée, se rendit presque sans défense. Charleston capitula, après quarante jours d'un siége poussé avec la plus grande vigueur. Sept généraux furent faits prisonniers; quatre cents bouches à feu, des munitions de toute espèce, quatre frégates, tombèrent au pouvoir des Anglais.

Tandis que les habitans de Charleston se plaignaient amèrement de n'avoir pas été secourus par les Caroliniens du nord et les Virginiens, Clinton faisait battre le pays et appelait les mécontens sous ses drapeaux. Bientôt les républicains se replièrent tous sur la Caroline du nord, abandonnant celle du sud à Clinton, qui put alors en organiser le gouvernement. Il avait reçu les vaincus comme prisonniers de guerre: il les déclara réintégrés dans leurs droits de citoyens anglais, pour avoir ensuite le droit de les enrôler. Ainsi, les soldats du congrès devenaient par ses ordres ceux du roi d'Angleterre: violence odieuse, qui ne laissait

pas aux prisonniers les avantages de la paix et dont l'Anglais eut à se repentir.

La Caroline etant organisée, Clinton repassa à New-York, où l'on avait besoin de sa présence, et laissa le commandement de cette province et de la Georgie au lord Cornwallis. Celui-ci éprouva de grandes difficultés pour l'enrôlement des Caroliniens. Beaucoup avaient consenti à ne pas s'armer pour le congrès, bien peu consentaient à s'armer contre lui. Puis-qu'il fallait faire la guerre, ils préféraient la faire aux Anglais et aux Allemands qu'à leurs compatriotes. Cependant les persécutions dont les partisans de l'indépendance étaient l'objet ralentissaient le zèle des plus audacieux. Il semblait en effet qu'ils n'eussent plus droit à l'humanité et à la justice des lois. Au milieu de la désolation générale, les femmes, exaltées par les calamités qui pesaient sur la Caroline, donnèrent un mémorable exemple de patriotisme. Elles encouragèrent leurs époux à la resistance; elles refusèrent de prendre part aux fêtes des Anglais; elles s'empressèrent autour des patriotes qui arrivaient prisonniers à Charleston. Bannies du sol de la patrie, elles s'exilèrent avec fermeté, ou suivirent dans les cachots leurs époux persécutés. La misère ne put rien contre leur énergie. Toujours elles se firent gloire du titre de rebelles à l'Angleterre. En un mot, dignes des éloges de l'histoire, comme les femmes de Sparte, elles ap-

prirent à leurs ennemis que la haine du joug britannique était bien avant dans l'esprit des peuples puisque la partie de la société la plus étrangère aux affaires publiques en était si profondément émue.

Guerre générale.—La Hollande se déclare.—Retour de La Fayette en Amérique et arrivée de Rochambeau.—Mouvement des armées en Caroline.

La fin de l'été et l'automne s'étaient écoulés sans que la Caroline du sud, qui s'organisait, fût le théâtre de grands événemens. Des corps de partisans se montraient sur sa frontière et se retiraient après de meurtrières rencontres. Le récit des maux qu'endurait cette province allait d'état en état montrer aux peuples quelles étaient cette autorité paternelle du roi et cette amnistie que les géneraux anglais avaient si hautement proclamée.

Pendant ce temps Washington, retranché dans son camp de Morristown dans le New-Jersey; s'efforçait de rétablir son armée, dont le moral avait considérablement souffert, et de bloquer les Anglais dans la ville de New-York. Un instant ceux-ci se crurent perdus. La rivière d'Hudson se gela complètement, et, si les Américains eussent été en force, ils auraient pu tenter un coup de main décisif. Le fléau des engagemens limités plus encore que la tiédeur des Américains fit

perdre cette précieuse occasion de terminer promptement la guerre. Les Anglais en profitèrent pour parcourir en dévastateurs une partie du Jersey. Ils furent plus loin : Clinton, qui venait d'arriver à New-York, persuadé que ses ennemis étaient incapables de résister à ses forces, tenta mais inutilement de déloger Washington de ses fortes positions. Il se retira ensuite en incendiant le pays. Ces excès soulevaient graduellement les Américains, qui mettaient moins de lenteur à s'armer. Plusieurs traits de barbarie leur inspirèrent une indignation telle que de tous côtés ils accoururent au camp.

Cette même année vit une campagne navale mémorable aux Antilles. Lamotte-Piquet combattit le commodore Cornwallis près du cap Français (13 av.) Le comte de Guichen et l'amiral Rodney commandèrent des flottes nombreuses, et se combattirent trois fois avec plus ou moins de succès (15 av., 15-19 mai). Une escadre espagnole ayant rejoint les Français, le succès de la campagne semblait devoir être pour ceux-ci. Mais leurs alliés préférant couvrir leurs possessions, le reste de la campagne ne vit rien de remarquable. Rodney se dirigea vers New-York aux approches de l'hiver.

La guerre ne s'était point ralentie en Europe. De toutes parts on armait contre l'Angleterre. L'Espagne s'efforçait de lui reprendre Gibraltar;

et la Hollande, lasse des humiliations de son commerce, après avoir fait un traité d'amitié avec les États-Unis d'Amérique, s'était enfin décidée à la guerre contre la puissance britannique. Partout attaquée, l'Angleterre luttait partout avec courage, et même elle paraissait devoir triompher en Amérique depuis la conquête de la Georgie et de la Caroline du sud. Cependant ses forces étaient divisées entre les deux extrémités des États-Unis, et les dévastations de ses soldats éveillaient plus de haine qu'elles n'inspiraient de terreur. Partout la mauvaise fortune retrempait les ames, et le salut du peuple se préparait par les moyens qui avaient semblé devoir amener sa ruine prochaine.

La Fayette, fidèle à la cause de la liberté, et dont la principale occupation avait été de préparer des secours d'hommes et d'argent, venait d'arriver avec de bonnes nouvelles. Sa présence et ces nouvelles firent une heureuse sensation. Le congrès exhorta toutes les provinces à compléter leurs régimens. Les généraux américains redoublèrent d'activité. La nation enfin, émue jusque dans ses classes les plus timides, sentit qu'il s'agissait du salut de tous. L'intérêt public fit taire l'intérêt privé. Les capitalistes et les villes principales vinrent au secours du trésor public; une banque fut créée à Philadelphie et ses fonds furent destinés aux approvisionnemens des armées. En un mot l'esprit public se ranima tout à coup comme

aux premiers temps de la révolution. Il s'occupa à la fois de tout ce qui pouvait être utile à la liberté ou au pays. C'est ainsi que pendant qu'on préparait les armemens, une académie des sciences et des arts était solennellement établie à Boston.

Ce fut au milieu de cet élan national qu'arrivèrent à Rhode-Island sept vaisseaux de guerre français et six mille hommes commandés par le comte de Rochambeau. Ce corps auxiliaire devait obéir au généralissime Washington, à qui le roi de France reconnaissait le droit de commander les troupes et de diriger les opérations des armées. Rochambeau annonça son corps comme l'avant-garde d'une armée plus considérable. La couleur de France fut mêlée à la cocarde d'Amérique. L'argent des Français, répandu avec profusion pour les approvisionnemens, fit renaître le crédit. L'union fut intime et l'enthousiasme des Américains ne connut plus de bornes.

Clinton fit une tentative pour déloger les Français de Rhode-Island; mais, l'armée de Washington et les milices de la Nouvelle-Angleterre le menaçant de toutes parts, il renonça à son entreprise, et sa retraite redoubla l'ardeur des Américains.

Déjà depuis plusieurs mois Washington avait envoyé du secours aux Caroliniens; et Gates, toujours accompagné du souvenir de ses exploits contre Burgoyne, venait de prendre le commandement

de l'armée du sud. Il prit immédiatement l'offensive, passa la frontière et livra à Campden (15 août 1780) une bataille à Cornwallis, où le succès resta aux Anglais, malgré des pertes importantes, mais dont les conséquences furent la délivrance presque entière de la Caroline du sud: l'armée anglaise, épuisée par ce combat, fut obligée de se retirer à Charleston. Beaucoup de Caroliniens désertaient et venaient joindre les républicains. Pour effrayer lés mecontens, Cornwallis employa des persécutions nouvelles. Il multiplia les supplices, et ses drapeaux devinrent un objet d'exécration.

Il quitta enfin Charleston pour se porter, par la Caroline septentrionale, vers la Virginie, où Clinton envoyait des forces, et où ils devaient opérer leur jonction près de la Roanoke. Ils eussent ainsi occupé une partie du New-York, la Virginie, les Carolines et la Georgie, et le succès de la guerre eût été infaillible; mais les corps avancés de Cornwallis ayant été battus en plusieurs rencontres, il ne put opérer son mouvement sur la Virginie.

Trahison d'Arnold.—Mouvemens des armées en Caroline et en Virginie.

Tout à coup l'attention générale fut attirée hors du principal théâtre de la guerre par un événement inattendu. Le général Arnold, célèbre à

juste titre parmi les Américains, mais jaloux de ses chefs, humilié par le blâme que lui avaient attiré ses déprédations, entraîné par le besoin d'argent, où le réduisait l'emportement de ses passions, Arnold négociait avec le général Clinton. Retiré du service par suite de ses blessures et des justes reproches dont sa conduite avait été l'objet, il venait d'y rentrer et d'obtenir le commandement d'un poste extrêmement important sur l'Hudson, celui de West-Point. Clinton lui avait envoyé le major André, jeune homme de la plus haute espérance, avec lequel il était chargé de se concerter pour livrer aux Anglais les positions de l'Hudson. C'était réaliser d'un seul coup le plan de la guerre, si souvent manqué par les Anglais, et qui consistait à séparer les provinces du nord de celles du sud. André déguisé, et porteur d'un passe-port signé d'Arnold, s'en retournait vers l'armée britannique, lorsqu'il fut reconnu pour Anglais, et arrêté par trois miliciens qui refusèrent les offres d'André, et, peu de jours après, les récompenses du congrès. André, dont la beauté, l'esprit, le mérite intéressaient tout le monde, fut traduit devant une cour martiale, composée de tous les officiers-généraux de l'armée, La Fayette lui-même y prit place. Il fut condamné comme espion et pendu comme tel. Il méritait une mort plus digne de son caractère, de l'amitié de Clinton, dont il était l'aidecamp, de l'attendrissement même

de ses juges. Cette grande infortune occupa toute l'Amérique ; et, quarante ans après, l'Angleterre ne dédaigna pas de réclamer des États-Unis la dépouille mortelle d'André, pour lui rendre les derniers honneurs. Mais la trahison d'Arnold ne fit point l'impression qu'il en attendait, la haine et le mépris furent seuls son partage. Il prit rang dans l'armée anglaise, débarqua dans la Virginie avec quinze cents hommes, et y commit d'affreux ravages ; mais ni ses mémoires justificatifs, ni ses proclamations, ni son exemple funeste ne purent engager un seul Virginien à se joindre à lui. Le général Leslie, qui commandait les Anglais sur ce point, devait se réunir par la Caroline du nord au lord Cornwallis, mais le combat de King's-Mountain et plusieurs autres attaques, où les Américains eurent du succès, obligèrent celui-ci à rétrograder.

(1781) Le général Greene, que son civisme distinguait autant que ses talens militaires, avait remplacé Gates au commandement de l'armée républicaine du sud. Le combat de Cowpens, où la cavalerie anglaise fut presque entièrement détruite, fut pour lui un premier triomphe, que sa belle retraite vers la Virginie rendit plus éclatant, et que ne put ternir la perte de la bataille de Guilfort, disputée avec talent et courage.

Après cette affaire, les deux partis s'étaient retirés. Bientôt furent entreprises à la fois deux

expéditions hardies. Greene se porta sur la Caroline du sud, et Cornwallis sur la Virginie. Tandis que les Américains redevenaient les maîtres des Carolines, les Anglais pénétraient jusque sur les bords de la rivière de James. En Caroline, la bataille d'Hobkirck, où Greene fut défait, le siége de Ninety-Six, où se distingua surtout le Polonais Kosciusko, et où les Américains furent repoussés, la bataille d'Eutaw-Springs, où la victoire fut disputée avec un égal acharnement, forcèrent ce qui restait d'Anglais à se retirer de poste en poste jusque dans les murs de Charleston. En Virginie, où Cornwallis venait d'arriver après une marche longue et pénible, il opéra sa jonction avec les troupes commandées, depuis la mort du général Philipps, par le traître Arnold,* et contre lesquelles La Fayette manœuvrait depuis quelque temps. Pendant cinq mois entiers, La Fayette et Cornwallis furent toujours en présence dans toute la Virginie, et ils se livrèrent plusieurs combats parmi lesquels on remarque celui de Jamestown. Le résultat de cette campagne fut la délivrance presque totale de la Virginie, et la concentration de l'armée de Cornwallis dans Yorktown. Ainsi les

* Arnold passa en Angleterre à la fin de la guerre. Il était si m prise qu'il ne put jamais obtenir de nouveau du service contre les Am ricains. Il se livra au commerce. Il était à la Guadeloupe lorsque les Francais la reconquirent, et fut pris; mais il se sauva chez les Anglais, où il est mort dans l'oubli depuis peu d'années.

armées britanniques, malgré leurs fréquens succès, étaient repoussées de toutes parts, et ne possédaient réellement en Amérique que quatre points importans, New-York, Yorktown, Charleston et Savannah. Sans doute c'en était assez encore, avec l'aide des flottes de la Grande-Bretagne, pour ressaisir la puissance dans les colonies. Le ministère anglais aimait à le croire, et l'esprit public des colonies, quoique bien contraire à ces projets, les servait par une apparence de langueur, à laquelle l'Angleterre se méprit; mais l'heureuse fin de la campagne de Virginie détruisit toutes ces illusions.

Variations de l'esprit public.—Réforme du trésorier Robert Morris.—Insurrection de plusieurs corps. —Etat de la guerre générale.

Les revers successifs des Américains en Caroline et en Virginie, quoiqu'ils contribuassent à affaiblir leurs ennemis, avaient de nouveau abattu l'énergie de la nation. Les approvisionnemens manquaient, les recrues ne partaient pas, quelques vétérans désertaient. De trente-sept mille hommes qui devaient être sous les drapeaux au 1er janvier 1781, à peine au mois de mai un huitième avait-il rejoint. Au milieu du découragement universel, la constance et les efforts du congrès étaient sans résultats. A la difficulté d'imposer les provinces, en arrachant à leurs assemblées le droit de le faire

elles-mêmes, se joignait la nécessité de déclarer que le papier-monnaie, entièrement avili, n'aurait plus de cours forcé. Les frais de la guerre s'élevaient à cent millions par an, et les impôts n'en rendaient pas plus de quarante. Ou résolut de faire un emprunt auprès des puissances alliées; la France y contribua de ses trésors et de son crédit. Seize millions furent versés dans les coffres du congrès ou servirent à équiper ses soldats; ce n'était pas assez: il fallait réparer les pertes, faire rentrer les impôts arriérés, et rétablir le crédit. Le congrès mit à la tête des finances Robert Morris, patriote riche, puissant et estimé; son talent et sa fermeté rétablirent l'ordre, la confiance renaquit. Il fonda la banque nationale; il fut plus loin, il émit des bons signés de lui en échange des fonds dont on avait besoin; le montant des impôts et les subsides étrangers répondaient du paiement de ces bons, qui furent partout accueillis; car si le crédit de l'état était altéré, celui de Robert Morris était stable et universel. L'approvisionnement des armées fut fait à l'aide de ce même crédit; en un mot les Américains durent presque autant aux opérations financières de leur nouveau trésorier, qu'aux négociations de Franklin et aux armes de Washington.

Avant cet heureux changement, la misère des soldats amena l'insurrection des régimens de Pennsylvanie, les seuls où il y eût une assez forte pro-

portion d'étrangers irlandais; ils demandaient le le paiement de leur solde et leur congé après les trois ans d'enrôlement fixés par la loi. Ils se mirent en marche vers Philadelphie, après avoir formé un conseil de guerre composé de tous les sergens, et refusé de reconnaître l'autorité des généraux Wayne, Saint-Clair et La Fayette. Clinton, dès qu'il fut instruit de ce soulèvement, envoya des agens auprès des insurgés qui les retinrent, et fit quelque mouvement comme pour les soutenir, mais ils refusèrent son appui. Washington craignait que son armée, animée des mêmes sujets de plainte, ne s'insurgeât aussi, il ne fit aucune démonstration à l'égard des troupes révoltées. Des commissaires du congrès firent droit à leurs réclamations, et elles rentrèrent dans l'ordre. Les émissaires de Clinton furent exécutés comme espions.

Peu de jours après, et sous le même prétexte, les régimens du New-Jersey se livrèrent aussi à la révolte. Washington, cette fois, fit marcher contre eux des corps d'une fidélité éprouvée dans le dernier mouvement, et les chefs de l'insurrection furent punis sévèrement. Cet acte de vigueur, et les soins que le congrès mit à faire payer la solde des troupes et à veiller a leur équipement, prévinrent tous les soulèvemens.

Cependant quatre puissances formidables luttaient contre l'Angleterre, et son énergie semblait

s'accroître dans cette lutte. De nouvelles forces navales se dirigeaient des ports britanniques vers l'Amérique ; la mer des Antilles était aux amiraux anglais ; les colonies hollandaises subissaient leur joug, celles de la France étaient menacées dans l'Inde, et la fortune était balancée dans l'Europe. Les Américains se plaignaient de l'inefficacité des secours de la France ; la Hollande et l'Espagne l'accusaient d'égoïsme. Le cabinet de Versailles répondit à ces reproches d'une manière digne de lui. Il dirigea une grande expédition contre l'île Minorque dans la Méditerranée ; il sauva, par l'activité du bailli de Suffren, le cap de Bonne-Espérance qui appartenait aux Hollandais. Pendant ce temps les Espagnols tentaient de reprendre sur les Anglais, commandés par le brave Elliot, Gibraltar, du haut duquel le léopard de Saint-James semble toujours prêt à fondre sur la péninsule. A la même époque les Anglais, les Français ensuite prenaient et reprenaient l'île de Saint-Eustache, espèce de port franc, où près de cent millions de valeurs payèrent tour-à-tour la victoire. Enfin vers ce temps les Hollandais combattaient les Anglais à Doggers-Bank avec un acharnement inouï jusqu'alors.

Washington se porte en Virginie.—Siége de Yorktown.—Le lord Cornwallis capitule.—Fin de la Campagne de Virginie.—La Fayette revient en France.

Les événemens en Amérique semblaient prendre une marche décisive. Les opérations du trésorier Robert Morris et les actes du congrès relevaient graduellement l'esprit public. Washington, retranché dans son camp de New-Windsor, sur les bords de l'Hudson, vit que le moment d'agir était arrivé. D'ailleurs le comte de Grasse, qui venait des îles avec ses vaisseaux, était pressé par la saison et déclarait vouloir prendre un parti. Les événemens de Virginie et la concentration de Cornwallis à Yorktown firent penser que c'était là qu'il fallait porter les coups décisifs. Le généralissime eut une entrevue avec Rochambeau, après laquelle les troupes françaises et américaines se portèrent tout à coup sur la ville de New-York, comme si elles voulu l'enlever. Aucune démonstration ne fut négligée pour persuader à Clinton, qui y était renfermé, que tel était le projet des alliés. Celui-ci fit promptement ses préparatifs de défense. D'heureux hasards firent tomber dans ses mains des lettres confidentielles de Washington, qui songeait alors à l'attaque de New-York, et laissèrent passer la correspondance du général virginien, d'après laquelle fut décidée l'attaque d'Yorktown.

Aussi lorsque Washington, levant son camp, se porta dans le New-Jersey, Clinton crut-il que c'était une ruse pour l'attirer hors des murs de New-York, et voulut il la déjouer en y rappelant tous les corps éloignés. Pendant ce temps le comte de Grasse se dirigeait avec vingt-cinq vaisseaux de ligne vers la baie de Chesapeak. Alors Washington, traversant précipitamment le New-Jersey et la Pennsylvanie, arriva inopinément en Virginie et se joignit à La Fayette, qui, trop faible pour résister à toute l'armée de Cornwallis, avait pris une forte position en face de Yorktown. Le siége fut mis immédiatement devant la ville. Cornwallis hésitait s'il se ferait jour à travers les ennemis. Il tâta la position de La Fayette. Sur l'avis que Clinton préparait une expédition pour le secourir, il se résolut à défendre la place. Clinton, voulant éloigner de Yorktown une partie des assiégeans, dirigea une expédition sur le Connecticut, sous les ordres d'Arnold, qui incendia le pays. Mais Washington, plein de son objet principal, s'occupa à peine de cette expédition. Le siége de Yorktown fut poussé avec activité. L'assaut fut différé pour attendre le généralissime, autant que pour épargner le sang des soldats. Clinton ne put mettre à la voile aussitôt qu'il l'aurait désiré pour secourir la place, et d'un autre côté, il ne voulait pas se jeter dans la Pennsylvanie, pour faire une grande diversion à l'ennemi, tant qu'il conservait l'espoir

de secourir plus efficacement la place. Dans cet intervalle les alliés poussaient vivement les travaux du siége. Les Français, sous les ordres du baron de Vioménil, et La Fayette à la tête des Américains, enlevèrent à la baïonnette deux redoutes. Les assiégés, repoussés dans une sortie, tentèrent vainement de faire une trouée du côté de Glocester pour gagner le plat pays. Repoussés de toutes parts, ils demandèrent vingt-quatre heures d'armistice pour traiter de la reddition de la place (19 octobre 1781.) Washington leur accorda deux heures. La ville capitula; et les Américains montrent encore avec orgueil la place où Cornwallis, à la tête de sept mille hommes, déposa les armes. Les propriétés navales des Anglais échurent aux Français; les autres furent le partage des Américains.

A peine la place s'était-elle rendue que la flotte anglaise expédiée par Clinton à son secours parut dans les eaux de la baie de Chesapeak. Sur la nouvelle de la capitulation, elle reprit la route de New-York.

A la nouvelle d'une victoire si importante et si glorieuse, des transports d'allégresse éclatèrent dans toute l'Amérique.* Les noms de Washington, de Grasse, de Rochambeau, de La Fayette étaient dans toutes les bouches. Le congrès leur décerna des récompenses nationales. Toutes les assem-

* Le portier du congrès tomba mort en l'apprenant.

blées provinciales adressèrent des félicitations au généralissime, dont la modestie attribua au courage de l'armée et au secours des alliés tout le mérite de son succès. Si de Grasse n'eût été obligé de quitter en ce temps les mers d'Amérique, d'après les ordres de sa cour, Washington eût immédiatement dirigé de grandes forces sur la ville de Charleston. Il se contenta donc d'envoyer par terre des renforts à l'armée de Greene, qui observait les Anglais renfermés dans cette ville et dans Savannah, et lui-même regagna les bords de l'Hudson, attendant le moment favorable pour attaquer Clinton dans New-York.

Ainsi se termina la campagne de Virginie. La puissance britannique humiliée, les vaincus devenant à la fin vainqueurs, presque toute l'Amérique reconquise sur les Anglais, l'esprit public partout ranimé et porté à l'enthousiasme, tels furent les résultats de la prise d'Yorktown. L'indépendance des États-Unis était désormais assurée. La Fayette se retira alors. Il emportait les regrets et l'amour du Nouveau-Monde. Le congrès ne borna point sa reconnaissance à des remerciemens publics. Il décida (23 nov. 1781) par une faveur qui n'a jamais eu d'exemple dans les annales diplomatiques, que les ministres plénipotentiaires de la république auprès des puissances, et spécialement celui près la cour de France, communiqueraient au général, toutes les fois qu'il le désirerait, tout ce qui serait

relatif à la situation des affaires publiques des États-Unis, et qu'ils devraient s'entendre avec lui pour le succès de leurs négociations. La Fayette revint en France, offrir à l'admiration de ses concitoyens la pratique de ces principes qui sont appelés à régénérer le monde, l'égalité d'ame de Washington qu'il avait pris pour modèle, une simplicité de mœurs toute américaine, vertus qui lui méritèrent le titre de patriarche de la liberté.

L'armée navale du comte de Grasse acheva avec gloire la campagne de 1781 dans les Antilles.

Changement de ministère en Angleterre.—Proposition de paix et traité.—Soulèvement dans l'armée américaine.—Washington se démet du généralat.

(1782) La nouvelle des désastres de Yorktown était arrivée en Angleterre. Pour la seconde fois une armée tout entière capitulait en Amérique. Les ministres ne pouvaient résister à l'ascendant de l'indignation publique. Ils furent renvoyés, et Fox, Rockingham et l'amiral Keppel remplacèrent le lord North et ses collègues. Les nouveaux ministres s'appliquèrent à conduire la guerre avec plus de prudence que leurs prédécesseurs; mais leurs soins tendirent principalement à amener la paix, en détachant, s'il était possible, les puissances alliées de la coalition qu'elles avaient formée.

La Russie accepta le rôle de médiatrice, tandis

que des propositions étaient faites tour à tour et séparément à la France, à l'Espagne, à la Hollande, et principalement à l'Amérique. Le ministère rappela même le général Clinton, et le remplaça par Carleton, ancien gouverneur du Canada, dont l'humanité et les vertus avaient obtenu l'affection des Américains eux-mêmes. Mais ceux-ci, redoutant qu'on ne leur tendît un piége, ne voulurent rien écouter jusqu'à ce qu'un acte du parlement fût devenu la garantie des propositions faites par les envoyés britanniques. Le congrès déclara même qu'aucun traité ne pourrait être conclu sans l'exprès consentement de la France. L'Angleterre sentit mieux encore le besoin de la paix, lorsqu'après la victoire mémorable de l'amiral Rodney contre le comte de Grasse aux Antilles (12 av. 1782), et les derniers efforts des Espagnols contre Gibraltar, elle vit qu'elle pouvait sans faiblesse reconnaître l'indépendance américaine, et traiter sans avilir son pavillon. Rockingham était mort, et Shelburn l'avait remplacé à la tête du ministère, d'où Fox s'était retiré, et où venait d'entrer le jeune William Pitt, fils du célèbre Chatham. Ce grand politique reconnut à son tour le besoin de poser les armes. Des députés furent envoyés à la cour de France; ils y trouvèrent ceux de l'Amérique, parmi lesquels étaient John Adams et Franklin. Le traité avec l'Amérique fut provisoirement conclu le 30 novembre 1782. Il assurait aux États-Unis, dont il re-

connaissait l'indépendance, d'immenses contrées, une partie du Canada et de la Nouvelle-Ecosse, ce qui leur permettait de concourir au commerce des pelleteries. Plusieurs nations indiennes autrefois soumises aux Anglais, et notamment celle des six tribus, passèrent sous la protection des États-Unis. Tous les pays encore occupés par les Anglais dans les provinces étaient restitués. Déjà l'évacuation de Savannah et de Charleston avait achevé de rendre aux patriotes la Georgie et la Caroline du sud. Deux mois après le traité provisoire (30 janvier 1783), les préliminaires de paix furent également réglés entre la France, l'Espagne, la Hollande et l'Angleterre. Les traités définitifs furent signés les 2 et 3 septembre 1783.

Ainsi était accompli le grand œuvre de l'indépendance américaine. Une joie calme accueillit dans le Nouveau-Monde cette solennelle reconnaissance des droits du peuple. Dans ce pays, où l'on croyait à la liberté, où l'indépendance de fait existait depuis plusieurs années, la déclaration des puissances parut presque une inutile sanction. On ne vit de sujet d'allégresse que dans la cessation des hostilités.

Mais un juste sujet d'alarmes vint agiter ces derniers momens de la révolution. L'armée était sans solde depuis long-temps. Elle ne voulut pas se dissoudre sans être assurée du paiement de ce qui lui était dû. Tous les créanciers de l'état désirai-

ent que le congrès décrétât des impôts suffisans pour acquitter les dettes et faire honneur à la foi publique. Une négociation eut lieu entre eux, le congrès et l'armée. Washington devait encore cette fois sauver la république par son ascendant, tout-puissant, sa modération et sa constance inébranlable. Il rassembla les officiers, leur peignit le crime dont l'armée se rendrait coupable si elle n'obéissait pas aux ordres de dissolution émanés du congrès, et si elle ne s'en remettait pas du soin de ses intérêts aux pères de la patrie. L'autorité de ses paroles et de sa personne fit renaître le calme; l'armée déclara (4 déc. 1783) qu'elle ne flétrirait pas ses lauriers en manquant de confiance envers le congrès. Un décret assura les droits de chacun, et Washington licencia lui-même ces braves, qui, pendant sept campagnes, avaient aussi souvent lutté contre tous les besoins, qu'ils avaient combattu l'ennemi. Ils retournèrent paisiblement dans leurs foyers goûter enfin le repos que leur héroïsme avait assuré pour long-temps à la république, dont ils avaient été les fondateurs avant le congrès. Les Anglais évacuèrent New-York peu de temps après, et les Français partirent de Rhode-Island, comblés des bénédictions de tous les Américains.

Le généralissime avait conservé le commandement suprême. Il demanda à la résigner. Le congrès lui assigna une séance solennelle, où Washington, après avoir rappelé qu'il n'avait ac-

cepté le pouvoir qu'avec une juste défiance de lui-même; qu'il ne devait ses succès qu'à la justice de la cause américaine et à la valeur de ses troupes, se démit publiquement du généralat. Peu de jours après il se retira à son habitation du Mont-Vernon en Virginie, comme les héros de l'antiquité quittaient sans faste la dictature pour retourner à leur charrue. Mais les mœurs de leur temps rendaient cette simplicité moins remarquable et la perte du pouvoir moins sensible.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Peu de mots sont maintenant nécessaires. Le drame venait de finir. La paix générale avait proclamé partout la solennelle reconnaissance de la république. Huit années de lutte avaient préparé à cet important événement tout l'univers. Il ne fut point étonné du nouvel ordre de choses qui venait ne s'établir, et qui cependant renferme peut-être tout son avenir. Les Américains en furent moins étonnés encore. De la monarchie qui pesait sur eux à la république, il n'y avait eu que la longueur de leur épée. Pour eux, faire une révolution, ce n'avait pas été refondre tout l'ordre social, parce que beaucoup de leurs institutions étaient en harmonie avec leurs mœurs et leurs besoins. Aussi leur révolution ne fut-elle sujette ni au délire ni au sang. Comme la raison était de longue habitude chez ce peuple, l'insurrection ne fit naître ni

découragement habituel, ni folles espérances chez la nation, ni engouement dans l'armée pour ses chefs, ni ambition démesurée chez les généraux.

Faite par les Américains seuls lors de la déclaration d'indépendance, la révolution fut consolidée par le secours des puissances rivales de l'Angleterre. Mais le moment de la crise passé, elles redevinrent indifférentes pour l'Amérique, et bientôt même jalouses de sa prospérité. Nous allons voir ce que la nouvelle république sut faire de son côté pour occuper dignement le rang qu'elle venait de prendre parmi les grands états, et pour affermir sur des bases solides cette liberté si chèrement acquise.

QUATRIÈME PARTIE.

SECTION PREMIÈRE.

HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS, DEPUIS LA RÉVOLUTION JUSQU'À LA GUERRE DE 1812.

État des partis.—Constitution fédérale.—Présidence de Washington.

L'INDÉPENDANCE était reconnue, la paix était faite, tout semblait devoir rentrer dans l'ordre. Mais en un seul jour ne pouvaient pas être cicatrisées les plaies de la guerre étrangère, calmées les agitations de la guerre civile et de la révolution. L'état devait 43 millions de dollars au 1er janvier 1783, et le congrès était sans force pour créer des impôts sur des états indépendans. Il avait décrété des taxes sur les importations et sur d'autres objets; il fit d'inutiles réquisitions auprès de divers états pour qu'ils se soumissent à cette mesure. Sans puissance, il serait demeuré sans ressources, si Adams n'avait négocié avec le Hollande un em-

prunt, qui servit à payer l'intérêt de la dette publique. Le papier-monnaie était de nouveau tombé; l'embarras s'augmentait encore par les difficultés qui s'étaient élevées avec l'Angleterre pour la fixation des limites du nord et les réglemens du commerce. Deux partis divisaient la nation : celui des fédéralistes voulait une constitution plus vigoureuse, qui fît de tous les états un seul corps politique; l'autre voulait l'indépendance presque absolue de chaque état; le premier exigeait que tous les engagemens contractés pendant la guerre fussent remplis, le second demandait la réduction des taxes, et voulait restreindre les pouvoirs du congrès. Le besoin de s'unir contre tant de maux accumulés était cependant senti de toutes parts: il triompha des partis, dont l'Angleterre envenimait secrètement les prétentions.

L'association de *Cincinnatus* venait d'être instituée parmi les soldats de l'armée révolutionnaire redevenus laboureurs; elle les unissait tous pour le maintien de la république et de l'honneur national. La Fayette était retourné d'Europe, et s'occupait avec Washington de cimenter les bases de la nouvelle organisation fédérale. De toutes parts les hommes éclairés demandaient une assemblée qui révisât le pacte constitutif de l'union. Il avait été suffisant pendant la guerre, mais il était évidemment trop faible pour se maintenir alors qu'un si grand intérêt n'existait plus. On voyait

naître entre tous les états, et dans chacun en particulier, des prétentions rivales.

L'état de Virginie fut le premier qui convoqua une convention nationale (mars 1785.)

(1786) Elle se réunit sans succès ; peu d'états y avaient pris part ; ceux du nord, privés de leurs pêcheries, étaient dans l'agitation. Le gouvernement de Massachusetts avait été contraint de dissiper, par la force, des rassemblemens armés dans lesquels on avait compté jusqu'à quinze mille individus. L'état de New-York, en refusant de se soumettre à la taxe d'importation, avait implicitement décrété la suppression du système fédéral. La confédération semblait se dissoudre.

Alors le congrès convoqua (20 février 1787) pour le mois de mars suivant une convention générale pour rectifier le pacte constitutif et le mettre en harmonie avec le vœu général. Les représentans des divers états, excepté celui de Rhode-Island, se rendirent donc à Philadelphie en septembre 1787, et présentèrent, à l'acceptation du peuple, la nouvelle constitution qui devait être exécutoire après son adoption par neuf états. La discussion fut longue. Franklin lui-même se montra souvent parmi les opposans. Mais, se levant enfin, il s'écria que, le besoin public dominant toute aûtre considération, il fallait la voter unanimement, telle qu'elle était. Toute discussion cessa, et la constitution fut acceptée avec la

condition de pouvoir l'amender dans un temps voisin.

Jusqu'ici l'Union n'avait été qu'une simple alliance entre des nations indépendantes entre elles; elle devint, par la constitution, un tout homogène, dont chaque état ne fut plus qu'une partie. Douze provinces prirent part à cet acte promulgué le 17 septembre 1787, et complété plus tard (1789.)

Il garantit à tous les états de l'union une forme de gouvernement républicain (Constit. art. 4, sect. 4;) la liberté absolue des cultes, sans préférence pour aucun (amend. art. 1er;) le jury en matière criminelle (amend. art. 6;) et en matière civile pour toute valeur jusqu'à 20 dollars* (art. 7;) enfin le droit du peuple à rester armé (art. 2.)

Le gouvernement est formé de deux chambres législatives, sous le nom de congrès, et d'un président.

La chambre des représentans est composée de membres âgés de 25 ans au moins, et citoyens des États-Unis depuis 7 ans, élus tous les deux ans par le peuple, selon les règles particulières de chaque état, et dans la proportion d'un pour 30,000 habitans (Const. article 1er, sect. 1 et 2).

La chambre du sénat est composée de deux sénateurs pour chaque état, élus par sa législature particulière, âgés de trente ans, et citoyens des États-Unis depuis 9 ans. Elle est renouvelée par tiers

* Environ 100 francs.

tous les deux ans, et présidée par le vice-président des États-Unis (article 1er., sect. 3).

Aucun individu ayant une place salariée ne peut être membre des deux chambres (art. 1er, sect. 6).

Le congrès se réunit de droit en décembre de chaque année (art. 1er., sect. 4).

Il a le droit d'ordonner et de percevoir les taxes, de déclarer la guerre, de faire des levées d'hommes et d'argent, de régler les intérêts de l'état avec les autres nations, et de faire toutes les lois (art. 1er., sect. 6). La loi d'impôt doit nécessairement être débattue d'abord dans la chambre des représentans (article 1er, sect. 7). Celle-ci, proportionnée à la population, exprime les besoins de la nation. Le sénat, où chaque état est également représenté, balance les intérêts locaux. Ainsi aucune loi ne peut être rendue qu'elle n'ait en sa faveur la majorité du peuple, et celle des états de l'Union.

Le président est le premier magistrat de la nation. Il est investi du pouvoir exécutif et sanctionne les lois (art. 2, sect. 1er) ; il commande l'armée, fait les traités avec le consentement du sénat, et nomme aux places vacantes dans l'intervalle des sessions, le congrès seul ayant le droit de les donner (article 2, sect. 2) ; s'il refuse de sanctionner une loi, elle est discutée de nouveau, et ne devient exécutoire qu'après son adoption par les deux tiers

du congrès (art. 1er, sect. 7); c'est le *veto* suspensif, heureusement opposé au *veto* absolu que la constitution anglaise accorde au roi.

Le président est choisi parmi les citoyens nés aux États-Unis, âgés de 35 ans et qui ont 14 années de résidence, par des électeurs de chaque état; en nombre égal à celui des représentans et des sénateurs (art. 2, sect. 1er et 4); la durée de ses fonctions est de quatre ans (art. 2, sect. 1er).

Le pouvoir judiciaire est remis à une cour suprême (art. 3, sect. 3).

La constitution, par une sage prévoyance, établit ensuite que tous les pouvoirs non délégués au congrès demeurent réservés au peuple (amend. 10), dont les droits ne peuvent ête restreints par l'énumération qu'en fait l'acte constitutionnel (amend. 10). Elle consacre la liberté individuelle dans sa plus rigoureuse extension (art. 1er, sect. 9); prohibe la création de titres de noblesse et l'action indépendante d'un état sans le concours des autres (art. 1er, sect. 10); enfin elle décide que les divers états ne pourront être ni morcelés, ni réunis ensemble, mais que d'autres états pourront être créés et constitués (art. 4, sect. 3).

Le nouveau gouvernement fut institué le 6 avril 1789. Washington fut unanimement élu président des États-Unis pour quatre ans, en John Adams vice-président.

L'Union avait enfin un véritable pacte fédéral;

tous les états l'adoptérent successivement, après des discussions plus ou moins prolongées. Le New-York parut ne s'y soumettre que pour n'être pas exclu de la confédération; la Caroline du nord et le Rhode-Island, qui le rejetèrent d'abord, l'acceptèrent enfin, la première en 1789 et le second une année après.

A peine cette constitution fut-elle promulguée, qu'elle fut attaquée de tous côtés par des patriotes qui crurent y voir une diminution de liberté pour chacun des états de l'union, mais les partisans du système qu'elle établissait, connus sous le nom de fédéralistes, triomphèrent de ces inquiétudes, et la confiance naquit.

Jefferson, l'un des patriotes les plus estimés de l'Amérique, ami et disciple de Franklin, et que la France avait reçu avec plaisir comme ambassadeur à la fin de la guerre, fut chargé du département des affaires étrangères. Hamilton, militaire déjà illustre, qui, l'un des premiers, provoqua dans le congrès la formation de la convention qui venait de constituer l'Amérique, eut celui de la trésorerie. Knox, général qui commandait l'artillerie lors de la capitulation de Cornwallis à Yorktown, fut fait secrétaire-d'état de la guerre.

Il fallait rétablir les finances délabrées, régler les relations des États-Unis avec plusieurs puissances, prévenir les incursions des Indiens. Le premier congrès porta quelques lois d'impôt et

d'organisation propres à consolider le nouveau système. La dette publique s'était accrue des intérêts qui n'avaient pas été payés jusqu'à présent, on y satisfit désormais; les douanes furent mieux réglées; des taxes intérieures furent établies pour la première fois; la banque des États-Unis et une caisse d'amortissement furent fondées, le crédit se ranima. Le congrès entama encore des négociations avec plusieurs peuplades d'Amérique et quelques grands états d'Europe; sa marche rassura les esprits au dedans et le fit respecter au dehors. Il termina ses travaux le 3 mars 1791.

Les tribus indiennes qui habitaient un nord-ouest de l'Ohio avaient commis de nouveaux ravages. Deux fois elles furent înutilement attaquées, et la seconde fois les troupes américaines, commandées par lé général Saint-Clair, furent complètement battues (déc.) Le second congrès était assemblé lorsque cette nouvelle arriva. Des levées de troupes furent ordonnées, malgré la répugnance extrême de quelques membres du corps législatif à mettre la force armée entre les mains du gouvernement, et des fonds furent votés pour leur paiement.

Cette époque avait vu naître des divisions violentes parmi les membres du congrès, elles étaient également dans la nation. Les fédéralistes, à la tête desquels était le trésorier Hamilton, et les démocrates, dont Jefferson était le chef, s'attaqua-

ient avec acharnement; les traités à conclure pour le commerce avec l'Angleterre et la France étaient un des principaux objets de la désunion. L'impôt établi par le congrès sur certains objets d'importation acheva de les aigrir. Dans la Pennsylvanie, une insurrection eut lieu et une assemblée de députés, réunis à Pittsburg, déclara ne vouloir pas se soumettre à l'impôt. Washington évita autant qu'il le put un éclat, et apaisa lentement ces troubles. Mais il ne put apaiser l'irritation toujours croissante des esprits, qui prenaient une tendance irrésistible vers la démocratie, et se jetaient dans une opposition tout-à-fait hostile.

Révolution française.—Seconde présidence de Washington.—Politique générale.—Adams, président.—Préparatifs de guerre.—Mort de Washington.

Cependant la France, à son tour, avait commencé sa révolution, et l'Amérique applaudissait à ce grand acte. Elle voyait avec joie proclamer en Europe les mêmes principes qui venaient de triompher chez elle. Sa reconnaissance pour Louis XVI n'était pas entière. Elle se souvenait qu'il n'avait prêté son appui à la cause de l'indépendance qu'à la dernière extrémité. Le nouveau gouvernement de France fut reconnu (1793,) et son envoyé, Genet, accueilli partout avec enthou-

siasme. Mais La Fayette était alors proscrit; le souvenir de ce qu'il avait fait ne s'effaça point de la mémoire des Américains, et leur ambassadeur à Paris reçut l'ordre de ne négliger aucune occasion de solliciter en sa faveur, sans compromettre les intérêts de l'Union.

La France avait déclaré la guerre aux puissances. Le peuple américain, voyant une ligue formidable s'élever contre cette république, demanda hautement à lui prêter l'appui qu'elle-même avait, dans des temps semblables, donné à l'Amérique. Heureusement la France n'avait pas besoin de secours, et elle le prouva pendant 25 ans à l'Europe.

Le gouvernement des États Unis, qui n'était pas en mesure de faire la guerre, fit tous ses efforts pour maintenir la neutralité qu'il avait naguère déclarée par un acte, appelé du nom d'*édit royal* par ses ennemis. Une grande partie de la nation se plaignait amèrement, et l'accusa d'un penchant secret pour l'Angleterre. Mais, s'il n'était réellement pas trop porté pour la France, il l'était certainement moins encore pour son ennemie. Pendant plusieurs années, cette grande question agita l'Amérique, et les partis des fédéralistes et des démocrates y puisèrent de nouvelles forces. Des sociétés populaires furent organisées, et l'on y soutint plus d'une fois le principe de l'inutilité des deux chambres d'Amérique, que l'on crut démon-

trée par l'organisation plus simple adoptée par la France.

Le temps pour lequel le président avait été élu était expiré. Washington fut de nouveau nommé à la première magistrature. Adams fut aussi fait vice-président, malgré l'opposition, qui, n'ayant pu se résoudre à éloigner le premier du pouvoir, en voulait exclure le second. Le ministère fut continué. Le gouvernement s'occupa de prévenir les tentatives que l'ambassadeur de France méditait sur le Mississippi et la Floride alors appartenant à l'Espagne, tentatives qui eussent compromis la neutralité de la république. Il arma ensuite contre les Indiens de l'ouest, que paraissait soutenir en secret l'Angleterre, et dont le soulèvement pouvait déterminer au sud l'agression toujours probable de la confédération des Creeks. Les premiers furent complétement battus par le général Wayne (1794,) et les autres ne prirent pas les armes. Mais toute la prudence de Washington eut pour but d'éviter à tout prix une rupture avec l'Angleterre, contre laquelle des sujets de mécontentement graves s'élevaient. La presse des matelots, prétendus anglais, qu'elle exerçait à bord des vaisseaux de toutes les nations, avait humilié le pavillon Américain. Cette affaire devint l'objet de négociations, que nous verrons par la suite terminées par la guerre.

Quelques états de l'ouest, secrètement poussés

par l'Espagne, menacèrent, à cette époque, de se séparer de l'Union, qui ne pouvait pas leur assurer le cours du Mississippi, si nécessaire pour eux, et qui les laissait à découvert du côté de la frontière du Canada. D'un autre côté, plusieurs états s'opposèrent avec force à la perception des droits établis par le congrès sur les liqueurs américaines, objet d'un commerce considérable avec les Indiens. Plusieurs comtés de la Pennsylvanie s'insurgèrent, et la révolte menaçait de gagner les états voisins. Toutes les invitations, tous les ordres du gouvernement aux insurgés étant inutiles, le président convoqua 15,000 hommes de milices, et les dirigea vers les comtés rebelles. Ce déploiement de force dispensa de frapper personne; tout rentra dans l'ordre. Ce qui donne une juste idée de la modération du gouvernement, c'est que deux habitans, convaincus du crime de haute trahison, obtinrent leur grace (sept. 1794).

Si les troubles avaient cessé, le mouvement des opinions opposées ne pouvait être arrêté. Ce fut inutilement que les sociétés populaires cessèrent d'exister, au moment même où, par suite de circonstances bien différentes, le club des jacobins était fermé à Paris. Le parti populaire gagnait en force, et, dans la chambre des représentans, il avait acquis la majorité. Jefferson avait été forcé par les fédéralistes de quitter le ministère en 1793; le trésorier Hamilton, son rival, fut contraint par

les démocrates de se retirer dans les premiers jours de 1795. Tous deux rentrèrent purs et les mains vides dans la carrière privée. Hamilton laissait en partant un plan de finances digne de lui. Peu de temps après, le général Knox quitta aussi le ministère de la guerre, au moment même où le général Wayne venait de conclure la paix avec les Indiens du nord-ouest de l'Ohio (3 août 1795).

Le traité de commerce avec l'Angleterre était toujours l'objet des reproches du parti populaire. Le cabinet britannique semblait vouloir donner des armes aux mécontens, en renouvelant les ordres de confisquer les cargaisons de vivres destinées pour la France, et violant ainsi comme on l'a souvent pratiqué depuis, la règle du droit des gens, qui veut qu'il n'y ait de blocus légal que là où il en existe un de fait. Les peuples d'Amérique ne pouvaient souffrir sans impatience qu'un traité *d'amitié* avec l'Angleterre vînt proclamer une indifférence pour la France, qui était loin de leur cœur. A Boston, à New-York, à Philadelphie, à Baltimore, à Charleston, etc., il y eut des assemblées, où le peuple réclama contre ce traité; mais le président maintint les principes du gouvernement. Il ne répondit rien à toutes les calomnies dont il devint un instant l'objet, et sa persévérance triompha de tous les obstacles. Un traité avec Alger acheva d'assurer la navigation des Américains; et celle du Mississipi, permise aux états

de l'ouest par un autre traité avec l'Espagne, étouffa les désirs qu'avaient ces états de se séparer de l'Union. D'un autre côté, le colonel Monroe avait été chargé des affaires de la république en France, où la Convention le reçut dans son sein, sous les drapeaux unis de France et d'Amérique. Ainsi la marche des affaires n'éprouvait plus aucun obstacles à l'extérieur. A l'intérieur des taxes furent portées et préparées pour les sessions suivantes du corps législatif, dans le but d'éteindre la dette publique.

Ce fut à cette époque (1796) que le président sollicita, en son propre nom, de l'empereur d'Autriche, et avec autant de noblesse que de courage, la liberté de La Fayette, alors détenu dans les prisons d'Olmutz; mais ce fut inutilement.

On touchait à la fin de l'année 1796. La magistrature de Washington allait cesser. Il prit congé de la nation par une proclamation digne de toute sa carriére. Elle produisit une impression favorable au systême des fédéralistes, et concourut puissamment à faire porter à la présidence de la république (1797) John Adams, qui tenait à cette opinion. Jefferson, candidat de l'opposition, eut la vice-présidence. Le ministre français à Philadelphie avait pris, dans cette occasion, une part active au mouvement des partis. Ces menées portèrent ombrage aux Américains, et ce fut une des causes qui firent triompher le candidat des fédéralistes.

Déjà des nuages s'élevaient entre les deux républiques. Le traité de commerce avec l'Angleterre en était le prétexte. Le Directoire, qui gouvernait alors la France, s'était plaint amèrement, et les défaites dont avaient fait usage les envoyés de l'Union avaient amené la saisie des vaisseaux américains destinés pour l'Angleterre. Ceux des ambassadeurs américains qui tenaient au parti fédéraliste reçurent l'ordre du Directoire de quitter la France.

(1798) Le congrès, présageant que la guerre éclaterait bientôt, prit des mesures de défense. L'ardeur fut si grande, que, quoiqu'une fièvre contagieuse régnât à Philadelphie, tous les membres du congrès furent présens à sa première séance. On ordonna des levées, et on vota un emprunt considérable. Le commandement suprême de l'armée, en cette circonstance mémorable, fut confié à Washington, qui l'accepta. Ainsi celui qui, à la tête des armées, avait conduit l'Amérique à l'indépendance, y était de nouveau placé peur maintenir la dignité de la république. Les discordes des partis opposés n'avaient pu lui ravir la confiance de ses concitoyens, et il passait sans répugnance du premier rang au second.

Cette démonstration courageuse des États-Unis, peut-être un peu trop hâtée par John Adams, autant que la volonté générale dans la république française de ne point faire, sans de puissans motifs, la guerre à sa sœur d'Amérique, amenèrent un ac-

commodement. D'ailleurs le Directoire n'était plus. L'influence secrète de l'Angleterre était détruite dans le cabinet de Paris, et la France venait de confier la première magistrature de l'état à Bonaparte, qui sentait bien que le maintien de la paix avec l'Amérique était nécessaire. Nous le verrons plus tard adopter les faux principes suivis par le Directoire, et interrompre toutes nos bonnes relations avec les États-Unis. Mais, à cette dernière époque, il n'y avait plus de carrière commune pour les deux peuples amis, et la France allait cesser d'être une république.

Cette même année (13 déc. 1798,) et avant que la paix fût bien assurée, Washington mourut à la suite d'un courte maladie. Quoique son administration, pendant ses deux présidences, eût été vivement censurée, ses intentions ne furent l'objet d'aucun reproche. Il passait pour appartenir au parti des fédéralistes, et l'on se souvenait trop qu'au commencement de la lutte avec l'Angleterre il avait été de l'avis d'un accommodement. Néanmoins, les chefs mêmes de l'opposition professèrent toujours pour ses vertus la plus haute vénération. Il mourut universellement regretté ; et, depuis, l'histoire l'a proclamé le plus beau caractère des temps modernes.

Il est un fait de cette mémorable présidence, que nous nous abstiendrons de juger, de peur de ne le pas faire avec assez d'impartialité. En 1791,

les nègres de Saint-Domingue, s'étant insurgés contre les colons français, en massacrèrent un grand nombre. Ce fut l'origine de la république haïtienne. Le gouvernement des États-Unis avança une somme considérable à l'ambassadeur français, pour lui procurer les moyens de conserver cette colonie, en réduisant les nègres à l'obéissance. Cependant, avant cette époque, l'état de Massachusetts avait aboli l'esclavage (1783;) et, dans ce moment même, les lois de l'Union proscrivaient la traite, et les constitutions des divers états préparaient l'affranchissement graduel de la population noire.

Présidences de Jefferson et de Madison.—Discussions avec la France et l'Angleterre.—Déclaration de guerre contre celle-ci.

La présidence de John Adams vit renaître la concorde entre la France et l'Amérique. Les insultes que la marine anglaise fit éprouver au commerce américain, dans le sein duquel elle avait la prétention de se recruter des matelots, sous prétexte qu'ils étaient d'origine anglaise, consolidèrent encore l'union avec la France.

Les discussions avec celle-ci, et les mesures de défense que l'on avait prises, avaient aggravé la situation du trésor, et, au commencement de 1801, la dette publique s'élevait à plus de 400,000,000 de francs. Gallatin venait d'être appelé au minis-

tère des finances. Sept années de prospérité commerciale, sous une bonne administration, les rétablirent. Les taxes intérieures furent supprimées, la caisse d'amortissement reçut une dotation annuelle de 8,000,000 de dollars (40,000,000 de francs.)

Le parti populaire avait reçu avec transport la nouvelle du rétablissement de la paix avec la France. Il vit avec plaisir lever la défense de commerce avec son amie naturelle, et s'accroître la haine publique contre les mesures vexatories de l'Angleterre. C'était pour lui un véritable succès qui augmenta ses forces. Elles furent toujours croissant, jusqu'à l'élection du nouveau président.

Jefferson avait donné trop de gages au parti populaire, et Adams avait trop peu de titres à son affection, depuis les démêlés avec la France, pour que l'élection du nouveau président ne fût pas orageuse. Jefferson fut élu à la majorité de neuf voix (1804;) et sa conduite fut telle que, quatre années plus tard, il obtint sur son compétiteur Pinckney une majorité de cent quarante-huit suffrages. A cette dernière époque, et plus tard, sous la présidence de Madison, qui partageait les opinions de Jefferson, chef du parti populaire, le parti des fédéralistes, qui perdait chaque jour de ses forces, continua d'avoir pour chefs John Adams et le fameux Rufus King. Ce qu'on appela l'administration *fédérale* avait cessé à la présidence

de Jefferson. Nouveauté remarquable dans l'histoire des nations; une révolution complète dans les partis s'était opérée, par le paisible exercice du droit électoral! Sous la présidence de Jefferson, la plus sévère économie fut introduite dans toutes les branches de l'administration; l'armée, déjà peu nombreuse, fut encore réduite; la constitution américaine fut mise en action dans toute sa simplicité. En un mot, son administration réalisa le problème du meilleur gouvernement et à moins de frais.

Vers le milieu de la seconde présidence de Jefferson (1806,) la France, qui depuis trois ans n'était plus une république, avait adopté un nouveau système politique. Victorieuse des coalitions, elle voulait réduire désormais l'Angleterre à l'impuissance de lui nuire. Napoléon avait résolu de fermer tous les ports du continent européen à l'Angleterre. Celle-ci lui opposa le blocus nominal, qui interdisait aux neutres tout commerce avec la France et les pays qui en dépendaient. Les États-Unis ne pouvaient adopter des mesures aussi ruineuses pour eux. Ils ne pouvaient associer leur sort à celui de la France, malgré leurs justes sujets de plaintes contre l'Angleterre. De nombreuses difficultés diplomatiques s'élevèrent. Napoléon, accoutumé à brusquer toutes les délibérations auxquelles il prenait part, crut déterminer les États-Unis en sa faveur par des mesures vio-

lentes : le decret de Berlin fut rendu. L'Angleterre y répondit par l'arrêt du conseil de janvier 1807, portant défense à tout navire de commercer d'un port quelconque de France à un port étranger d'où les Anglais seraient exclus. Cet arrêt motiva le décret de Milan, par lequel Napoléon voulait forcer tous les neutres à se ranger de son côté. L'Amérique se trouva alors réduite à ne pouvoir déployer une voile sans permission. Cette situation humiliante excita son indignation. Le conseil de l'*Union* délibéra s'il ne déclarerait pas à la fois la guerre à l'Angleterre et à la France. On s'étonne qu'à cette époque, ni l'une ni l'autre ne se soit décidée à adopter, à l'égard de l'Amérique, un système de modération qui l'eût déterminée en faveur d'une des parties belligérantes.

Renoncer à tout commerce étranger était une chose impossible pour l'Amérique unie. Elle engagea donc séparément chacune des puissances ennemies à renoncer à son odieux système ; c'eût été décider la guerre contre l'autre. La sagesse de Madison, qui venait d'être élu président (1808), aplanit enfin ces graves difficultés. Napoléon, le premier, consentit à modifier son système en faveur des États-Unis, à la condition que l'Angleterre renoncerait au sien ; mais celle-ci persista : bien plus, elle continua d'exercer les rigueurs de la presse envers les matelots américains, et, à une certaine

époque, elle en retenait forcément sur ses vaisseaux environ huit mille.

La nation américaine avait éprouvé des pertes immenses en Europe. Les déprédations des croiseurs anglais avaient excité dans les esprits une grande fermentation. Les partis se partageaient entre l'Angleterre et la France : mais celle-ci eut bientôt d'autant plus de partisans, que les Indiens de l'ouest, poussés par les Anglais, commirent de nouveaux ravages sur les frontières. Le général Harrison, gouverneur d'Indiana, faillit être la victime de la fureur d'un de leurs chefs à une conférence tenue à Vincennes en 1811. Ce guerrier avait reçu des Anglais des promesses de secours, et préparait en secret une invasion. Harrison l'attaqua, et deux combats successif, où les Américains triomphèrent, exaltèrent leur courage et leur indignation contre les menées de l'Angleterre, dont les outrages se multipliaient. Le gouvernement ne pouvait plus résiter à l'ascendant de la volonté nationale. Un glorieux combat, soutenu en mer par le commodore Rodgers, qui châtia l'insolence d'un capitaine Anglais et le força de venir à merci, détermina la guerre, seul remède qui restât à l'Amérique pour mettre un terme à tant de maux. Le 18 juin 1812 elle fut proclamée. L'Amérique, jeune encore, jetait le gant à une des plus grandes puissances qui se disputaient l'empire du monde, et son cri de guerre fut : *Liberté des mers.*

Cette nouvelle fut reçue avec transport dans presque toute l'Union, qui se flattait de dépouiller bientôt l'Angleterre du reste de ses possessions d'Amérique. Les états de l'est virent au contraire avec peine se perdre tout espoir de rétablir de long-temps leurs relations commerciales.

Pendant toute la durée de la neutralité, les banques particulières des états de l'Union avaient mis une prodigieuse quantité de billets en circulation. Le crédit baissait de toutes parts. Malgré ces difficultés et l'accroissement de la dette, par suite de l'acquisition de la Louisiane, faite à la France en 1803, au prix de 15,000,000 de dollars, le trésor avait remboursé en 1812, 45,000,000 de dollars sur la dette nationale. Dans le même espace de temps, l'Union s'était augmentée des états de Vermont (1791), de Kentucky (1792), de Tennessee (1796) et d'Ohio (1802). L'achat de la Louisiane, fait à la France, à laquelle l'Espagne l'avait restituée en 1800, avait presque doublé l'étendue de l'Union. Au nord et au sud les territoires d'Indiana et d'Alabama (1800) avaient étendu dans les déserts la puissance des États-Unis. D'un autre côté, les institutions et les découvertes utiles venaient placer l'Amérique-Unie au premier rang parmi les états civilisés, et sa littérature cessait d'être uniquement consacrée à la philosophie. L'agriculture avait fait d'immenses progrès, et la population s'était accrue dans vingt ans de plus de

trois millions trois cent mille individus. S'il n'est pas donné à un résumé de développer cette intéressante partie de l'histoire d'un grand peuple, qu'il nous soit permis de rappeler que ce fut chez ce peuple que naquit Fulton, qui le premier appliqua la vapeur, comme force motrice, à la mécanique, et qu'en 1807 cette belle découverte fut pour la première fois appropriée à la navigation.

DEUXIÈME SECTION.

GUERRE DE 1812 A 1815.

L'ARMÉE permanente de l'Union était à peine de 5000 hommes. Les enrôlemens étaient difficiles dans un pays où il y a peu de bras inoccupés; mais les citoyens étaient tous organisés en compagnies de milices, formés de bonne heure aux exercices militaires. Le congrès autorisa le président à accepter les services de cinquante mille volontaires et appela sous les armes cent mille miliciens. Cette armée n avait que des généraux inexpérimentés, ou rouillés par trente ans de repos; et ce furent les revers et l'habitude du service qui seuls produisirent cette élite d'officiers distingués qui couvre aujourd'hui l'Amérique.

La marine de l'Union était à peine composée de dix frégates et d'une centaine de chaloupes canonnières. En peu de mois les chantiers eurent fourni des flotilles sur les lacs et sur l'Océan. La victoire donna plus tard des escadres à l'Amérique.

Le général Hull, gouverneur de l'Ohio, n'avait pas attendu la déclaration de guerre pour se mettre en campagne. Il avait attaqué les Indiéns alliés des Anglais. Dès que la guerre fut proclamée, il

pénétra dans le Haut-Canada, dont il appela les peuples à l'indépendance. Mais ses opérations furent si mal conduites, qu'après quelques actions de peu d'importance, il fut obligé de battre en retraite et définitivement de capituler dans la ville de Détroit, en abandonnant plusieurs forts importans aux Anglais et aux Indiens.

Ce désastre fut vivement senti dans toute l'Union et surtout dans les contrées occidentales, plus exposées que les autres à l'invasion des Sauvages. Mais le patriotisme des états de l'ouest fut bientôt ranimé; et le général Harrison, qui prit le commandement de l'armée du nord-ouest, pénétra de nouveau dans le Haut-Canada. D'un autre côté, une petite armée s'organisait sur le reste de la frontiére nord. Le corps le plus voisin du lac Ontario, sous le nom d'armée du Centre, éprouva plusieurs revers dans les attaques sur les forts placés entre les lacs Erié et Ontario. Celui qui manœuvrait sur le St. Laurent, sous le nom d'armée du Nord, paya également tribut à l'inexpérience de ceux qui le composaient. Quelques opérations eurent aussi lieu sur le lac Ontario, le commodore Chauncey arma en peu de jours une petite flotte, et essaya ses forces contre les Anglais, maîtres de la navigation des lacs. Ainsi s'écoula la fin de l'année 1812. Sans doute la campagne du nord aurait eu un plein succès, si les états de Massachusetts, de New-Hampshire et de Connecticut, mus

par des motifs d'intérêt particulier, n'eussent refusé de laisser partir leur milice, la mieux disciplinée de l'Union. Il était bien difficile que les états de l'ouest, réduits à leurs propres forces ne manquassent pas cette expédition, dont le succès eût complètement paralysé les forces des Anglais dans le nord.

Pendant que ces choses se passaient, une escadre américaine mettait à la voile, sous les ordres du commodore Rodgers, et venait désoler le commerce anglais jusqu'à l'embouchure de la Manche. Le capitaine Hull devait réparer l'honneur de ce nom si grièvement compromis dans le Canada ; il commandait la frégaté la *Constitution*, qui eut la gloire du premier succès à l'ouverture de la campagne. En vingt-cinq minutes elle prit la frégate anglaise *la Guerrière.* Ce brillant fait d'armes répandit la joie dans toute la fédération ; on se souvint que l'Angleterre avait déclaré qu'elle ferait disparaître des mers la pavillon américain, et tous les regards se portèrent sur la marine de l'Union. Une série d'exploits maritimes consola bientôt l'Amérique de la malheureuse issue de l'expédition du Canada. Avant la fin de l'année on avait pris aux Anglais quatre grands bâtimens de guerre, et les corsaires américains s'étaient rendus maîtres d'une foule de navires marchands. Ainsi se trouvait humilié dans sa partie la plus sensible l'orgueil britannique ; et tandis que toutes

les puissances réunies s'efforçaient de terrasser celui qu'elles appelaient le tyran de l'Europe, la jeune Amérique frappait au cœur le tyran des mers.

Cependant le congrès était assemblé, et les partis, que les intérêts divers du moment avaient ranimés, s'y combattaient avec chaleur (nov. 1812.) Avant les premières hostilités, mais après que la guerre fut déclarée, l'Angleterre avait rapporté les arrêts du conseil qui l'avaient décidée. Elle réclama la cessation des hostilités, les Etats-Unis s'y refusèrent, jusqu'à ce que la presse des matelots eût été abolie ; ils rejetèrent même des propositions d'armistice faites par le gouverneur du Canada. La Russie offrit sa médiation, aussitôt refusée par la jalouse Angleterre ; c'était le moment des désastres de Napoléon. Des forces plus considérables allaient être opposées aux Américains. Le congrès décréta des levées de troupes et ne répondit que par un généraux silence à la déclaration de blocus que l'Angleterre porta contre ses ports de mer : il eût été trop facile de rendre jactance pour jactance.

L'hiver de 1812 ne vit rien de remarquable, si ce n'est que l'Indien Técumseh, chef des tribus de l'ouest, vint visiter celles du sud. Son éloquence et son génie plaisaient aux barbares de l'Amérique. Quoique depuis long-temps les bienfaits du gouvernement de l'Union les eussent ap-

pelés à des mœurs plus douces, ils écoutèrent Técumseh. Beaucoup se soulevèrent, et le général Jackson, imitant le guerrier indien, alla faire chez ces peuplades une course amicale pour ramener leur inconstance.

(1812) Dès que le printemps eut reparu, Harrison reprit l'offensive contre le Haut-Canada, les armées du centre et du nord dépassèrent la frontière, et la flotte du lac Ontario reprit ses opérations. Les succès d'Harrison furent balancés par les revers d'un de ses lieutenans, Winchester, qui capitula dans Frenchtown, et dont les troupes furent impitoyablement massacrées par les Indiens, alliés des Anglais. On reprocha au général anglais Proctor d'avoir favorisé ces actes de barbarie. L'armée du centre, après plusieurs succès mêlés de revers, prit deux fois aux ennemis la ville d'York, située sur le bord septentrional du lac Ontario; soutenue par l'escadre américaine, elle enleva ensuite les forts qui défendent l'entrée de ce lac du côté de l'ouest: l'escadre américaine prenait également sur le lac Ontario un ascendant visible sur les forces anglaises.

Dans les états de l'ouest, où le républicanisme était ardent et le dévouement sans bornes, on ne peut dire si l'exaltation devint plus grande par les succès de la marine américaine, ou par les revers des armées de terre. Des levées considérables eurent lieu; on combattit sur les bords du lac

Erié ; tandis que le capitaine Perry, ayant en peu de temps organisé une force navale sur ce lac, rencontra et prit en entier la flottille anglaise, qui peu de jours auparavant en était maîtresse. Ce important succès assura aux Américains la navigation du lac ; Harrison profitant de l'événement attaqua les Indiens sur les bords de la rivière de Thames. Ils furent complètement battus ; et le fameux Técumseh ayant été tué dans ce combat, la guerre fut entièrement terminée avec eux. Déjà quelques tribus avaient pris les armes pour les Américains ; une d'elles, forte de quatre cents guerriers, était commandée par O'Beal, célèbre Indien, élevé dans un des colléges de l'Union, et qui, depuis peu, était retourné à la vie sauvage. Ces nations, fidèles à leurs eagagemens, ne commirent pendant toute la guerre aucun de ces excès dont se rendaient chaque jour coupables les tribus amies des Anglais.

Sur la frontière du Canada, le général américain Wilkinson, nouvellement nommé au commandement de l'armée, descendit le Saint-Laurent, livra plusieurs combats, et concerta ses opérations avec le commodore Chauncey, qui acheva de se rendre maître de la navigation de l'Ontario. L'hiver suspendit les opérations sur cette partie de la frontière.

On ne connaissait point encore le plan d'attaque des Anglais. On en conçut une partie lorsque l'on vit paraître dans la Delaware et la baie de Chesa-

peak deux flottilles commandées par les lords Cockburn et Beresford, qui portèrent l'incendie et la dévastation sur les rivages américains, sans rechercher des combats plus dignes de l'honneur de leur pavillon. Bientôt l'amiral Warren vint les renforcer dans la Chesapeak, et menaça à la fois toutes les villes centrales de la confédération. La vigoureuse résistance qu'il éprouva dans diverses tentatives retarda pour le moment le succès de ses entreprises. Le désespoir s'était emparé des Américains: ils opposèrent aux Anglais incendiaires des moyens nouveaux de destruction; la machine *torpedo*, qui, éclatant sous l'eau, anéantit tout ce qui est autour du point vers lequel on la dirige, fut mise en usage. Mais le commodore Hardy, qui commandait et guidait avec une rare modération les forces navales des Anglais dans le nord, adressa de vives remontrances aux Américains, qui renoncèrent à un moyen de défense aussi contraire aux usages de la guerre.

Pendant ce temps, la frégate *la Constitution* prenait successivement un vaisseau et une frégate aux Anglais, et plusieurs autres bâtimens de guerre tombaient entre les mains des Américains, dont les corsaires désolaient le commerce de la Grande-Bretagne. C'était par des succès de tous les jours que la marine de l'Union répondait aux mépris des Anglais, dont les flottes, destinées seulement au

pillage, longeaient les côtes du nord au sud, et portaient partout autant d'indignation que de douleur.

Ces succès relevaient graduellement l'esprit guerrier de la nation, que trente ans d'habitudes pacifiques avaient amollie. Ils neutralisaient les efforts du parti fédéraliste, qui s'était réveillé plus violent que jamais. Mais c'était inutilement qu'il éclatait dans le sein du congrès (déc. 1813) ; toutes les mesures nécessitées par les besoins de la guerre, les armemens maritimes, la défense du territoire, furent votées à une grande majorité. Quelques prisonniers américains avaient été incarcérés sous le prétexte qu'ils étaient Anglais de naissance : on devait les juger comme coupables de trahison. Les Américains usèrent de représailles, et emprisonnèrent quelques Anglais. Le gouverneur du Canada fit alors emprisonner des officiers américains, et comme les ordres du président commandaient la même mesure, bientôt tous les prisonniers de guerre furent arrêtés de part et d'autre. Cette circonstance amena d'inutiles négociations (1814), par lesquelles l'Angleterre voulait endormir la vigilance du gouvernement américain. Mais la nation, que ses succès de chaque jour exaltaient incessamment, continuait de se préparer à défendre tous les points qu'elle supposait menacés.

Cependant le peu de succès des armées de terre vers le nord avait affaibli la constance des états de cette partie de l'Union. Ils menaçaient de se sépa-

rer de la fédération. Les finances étaient délabrées, et nulle part le gouvernement ne pouvait donner de prompts secours aux provinces attaquées.

Ce fut dans cet état de découragement que la nouvelle de la chute de Napoléon trouva l'Amérique. On ne pouvait se dissimuler que toutes les forces navales de l'Angleterre allaient être portées en Amérique. Déjà elle parlait de *recolonisation*. On ne pouvait plus rien espérer de la France; "car, suivant toutes les apparences, son roi, comme dit un auteur américain,* ne devait pas être porté à voir de bon œil une république dont l'exemple avait amené le bouleversement dont lui et les siens avaient eu tant à souffrir." Mais aussi il était évident que l'Angleterre, qui repoussait toute proposition d'accommodement, voulait châtier l'Amérique et la soumettre; cette conviction réveilla l'énergie de la nation. Elle fut convaincue que le monde entier avait les yeux sur elle et appuyait de ses vœux la cause de la liberté.

Il ne s'agissait plus maintenant d'envahir le Canada, mais de défendre tous les points menacés. Déjà les Anglais étaient descendus sur le lac Champlain et avaient conquis une partie de l'état de Maine. Leurs flottes menaçaient le centre des États-Unis, et au sud, déjà des préparatifs étaient faits, de concert avec les Espagnols, pour en-

* Brackenridge. *Histoire de la guerre de* 1812 *a* 1815, tome II., p. 112.

vahir la Louisiane et les états faiblement organisés de cette partie de l'Union.

Le sentiment du danger commun rallia tous les partis. Les états de la Nouvelle-Angleterre cessèrent de refuser de concourir aux levées. Partout on s'arma et on se prépara à la défense de la patrie.

Pendant que le commodore M'Donough créait avec une étonnante rapidité une force navale sur le lac Champlain, que le général Jackson entrait sur le territoire des Indiens du sud, les Anglais ravageaient les côtes et menaçaient de plus en plus les villes centrales de l'Union. L'amiral Cochrane avait pris le commandement de leur armée navale. Il devint bientôt évident qu'il voulait s'emparer de la ville de Washington. Elle était le siége du gouvernement. Le gouvernement avait confié au général Winder le commandement du district militaire où sont situées cette ville et celle de Baltimore. Le président et les ministres se rendirent au camp pour concerter la défense de la ville fédérale: mais les milices étaient en petit nombre et les moyens de combattre manquaient. Après une affaire très-chaude qui eut lieu à Bladensburg, Washington tomba entre les mains des Anglais, qui l'incendièrent et en détruisirent les monumens publics. Cette expédition de flibustiers excita l'indignation des Américains et la surprise de l'Europe. Les habitans de Baltimore qui étaient menacés d'un pareil sort,

combattirent courageusement et repoussèrent les ennemis avec une vigueur qui excita l'enthousiasme de l'Amérique-Unie. Les Anglais avaient immédiatement évacué Washington ; leur flotte, après cette expédition, mit à la voile et fut débarquer des troupes à Pensacola, ville de la Floride, d'où l'on se proposait de porter la guerre dans l'intérieur.

Pendant ce temps, une armée anglaise de quatorze mille hommes, sous les ordres du général Prévost, entrait sur le territoire de l'Union par la frontière du Canada. Elle avait pour but de réaliser l'ancien plan de Burgoyne, en isolant les états de l'est de ceux du centre, par l'occupation de la ligne de l'Hudson, jusqu'à New-York. Elle arriva bientôt sur le lac Champlain et marcha sur Plattsburg, petite ville voisine de Burlington. Les Américains y avaient concentré les braves milices de Vermont, et la petite flotte M'Donnough, qui comptait plusieurs navires construits avec des arbres qui, dix-huit jours auparavant, croissaient sur les bords du lac. Les Anglais avaient aussi une flotille commandée par le capitaine Downie. Les premiers navires ayant commencé le feu, ce fut le signal d'un combat général. La flottille anglaise fut prise, et l'armée britannique, complètement battue, abandonna le siége de Plattsburg.

Cette glorieuse affaire rendit les Américains maîtres du lac Champlain, comme ils l'étaient déjà

des lacs Erié et Ontario; la frontière de ce côté cessa d'être menacée.

Mais ce n'était pas seulement sur les lacs que leur marine faisait des prodiges: sur l'Océan, le vaisseau anglais le *Plantagenet*, de soixante-quatorze, refusait le combat que lui offrait la frégate le *Président*, prise plus tard par une escadre ennemie; et plusieurs vaisseaux anglais, pris dans différens combats, étaient décorés du pavillon de l'Union. Les chances n'avaient pas été un instant égales depuis la déclaration de guerre, et l'Angleterre ne comptait que peu de succès contre mille revers.

Cependant les Indiens du sud étaient armés par les Anglais; ils avaient fait leur entrée en campagne par un massacre affreux. Le général Jackson pénétra sur leur territoire et les battit plusieurs fois. Le combat de Horseshoe-bend mit fin à la guerre avec ces peuples. Les Créecks posèrent les armes, et cédèrent aux États-Unis une portion de leur territoire. L'humanité de Jackson les consola de leur défaite et assura leur fidélité.

Mais d'autres tribus étaient encore armées par les Anglais et les Espagnols de Pensacola. Jackson, qui avait augmenté son armée des milices de Tennessée, et qui avait pris position à Mobile, se porta sur Pensacola et s'en rendit maître après une faible résistance. Ce fut là qu'il reçut la nouvelle

que lord Cochrane menaçait d'invasion la Louisiane, depuis peu constituée en état (1811.) Il se rendit à la Nouvelle-Orléans. Sa présence donna une étonnante activité au zèle et en courage des habitans. La vocation étonnante des Français pour le métier des armes ne parut jamais aussi vivement que dans cette circonstance. Tous les citoyens furent bientôt prêts à combattre. Un forban nommé Laffitte habitait près des bouches du Mississippi. Sa tête avait été mise à prix par le gouverneur de la Louisiane. Il eut la générosité de repousser les offres que lui faisait l'Angleterre pour trahir la cause de la liberté. Il fit plus, il vint défendre avec ses compagnons la ville d'Orléans (1813.)

Les Anglais, avec 15,000 hommes de troupes vieilles et aguerries en Europe, attaquèrent la place, où 6000 volontaires ou miliciens, mal vêtus et presque sans armes, attendaient le moment de mourir pour la liberté. Mais Jackson les commandait, et ils étaient sans crainte. L'attaque fut terrible et la défense héroïque (8 janv.). Le commandant en chef des Anglais, major-général Packenham, parent de lord Wellington, fut tué sur la crête du glacis. Cinq mille Anglais succombèrent, et le reste regagna houteusement ses vaisseaux, sans espérance de pouvoir rien tenter de long-temps.

La jactance britannique avait été jusqu'à embarquer à bord de cette escadre qui fuyait, tout le

personnel du gouvernement civil à organiser dans le pays qu'on proposait de conquérir. C'est ainsi que le courage des Américains, enflammé et conduit par le génie de Jackson, triompha de la plus grande expédition qu'eussent faite les Anglais pendant tout le cours de la guerre. La reconnaissance de l'Union pour Jackson fut égale à ses services: on ne le désigna désormais que sous le nom glorieux de héros de la Nouvelle-Orléans.

Pendant que ces choses se passaient, le congrès, réuni sur la fin de l'année précédente, voyait s'éteindre les derniers germes de l'esprit de parti; il approuvait à l'unanimité une décision de l'assemblée de Pennsylvanie, qui censurait avec énergie le manifeste publié l'année d'auparavant par la convention convoquée par quelques états à Hartford, pour la réforme de la constitution fédérale et peut-être la séparation de la confédération. La proposition faite par l'Angleterre aux États-Unis, d'acheter la paix au prix d'une partie de leur territoire, était repoussée avec indignation. On veillait à l'amélioration du trésor, à l'approvisionnement des armées.

Tel était l'état des choses, lorsqu'on apprit à la fois la victoire éclatante du général Jackson, et la détermination de l'Angleterre, qui, renonçant à ses injustes prétentions, consentait enfin à la paix. Elle avait été conclue à Gand, le 24 décembre 1814, et fut proclamée en Amérique le 22 février

1815. Le traité reconnaissait aux États-Unis la limite du lac Huron et du lac Supérieur (art. VIII.). Il obligeait les deux nations au désarmement des Indiens (art. IX.), et engageait les parties contractantes à unir leurs efforts pour l'abolition de la traite des nègrés (art. X.).

Cette nouvelle fut accueillie avec des transports de joie dans toute l'Union. Tout présageait une longue tranquillité. La guerre de 1765 avait été celle de la révolution ; celle-ci fut la guerre de l'indépendance. Désormais la nation américaine n'avait plus rien à craindre. Elle avait éprouvé ses institutions et reconnaissait enfin unanimement qu'elles suffisaient à assurer sa liberté, son repos et sa dignité.

L'issue de cette guerre mémorable acheva de cimenter l'union entre tous les citoyens. Elle marqua définitivement le caractère du peuple des États-Unis, et l'éleva véritablement au rang qu'il occupera désormais parmi les nations.

SECTION TROISIÈME.

HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS DEPUIS LA PAIX DE 1815 JUSQU'À NOS JOURS.

Après la paix de 1815, les partis ne se réveillèrent pas dans les États-Unis. Aucune agitation n'eut lieu sur le vaste territoire de la république. Les villes de l'est reprirent leurs relations commerciales, les provinces de l'ouest et du sud recommencèrent avec ardeur leurs travaux agricoles. Le gouvernement continua tranquillement sa marche. L'histoire des faits d'une pareille époque ne peut être bien longue. Quelques lignes suffiraient, si nous ne devions jeter un rapide coup d'œil sur les mœurs et les principales institutions d'un peuple qui marche à pas de géant vers sa maturité.

Pendant la guerre, le commerce avait été ruiné. Les douanes n'avaient rien produit. Les taxes intérieures avaient été renouvelées et augmentées. Plus de 60,000,000 de dollars avaient été empruntés par les états particuliers, dont les banques avaient presque toutes suspendu leurs paiemens en espèces. Le trésor de l'Union avait émis pour 20,000,000 de doll. de papier-monnaie ; en un mot, la dette, au 1er janvier 1816, s'élevait à 130,000,000 de dollars.

La paix ramena la prospérité dans les finances de l'Union. La réduction de l'armée à dix mille hommes, la reprise du commerce, la plus facile perception de l'impôt augmentèrent les revenus. Une nouvelle banque des États-Unis fut établie. La caisse d'amortissement fut plus richement dotée. Des fonds furent assignés à la construction d'arsenaux et de fortifications; et, malgré cet accroissement de dépense, on vit la dette publique marcher rapidement vers une extinction complète.

Cependant tout était changé en Europe. Un envoyé français se rendait à Saint-Domingue pour y faire des propositions d'accommodement aux Haïtiens, et Christophe en appelait des prétentions de la France à son épée et à son peuple. En même temps de nouvelles discussions commerciales s'élevaient entre le cabinet de Paris et celui de Washington. Elles nuisirent long-temps aux intérêts des deux peuples, et écartèrent les républicains de nos ports. Ceux-ci réclamaient les indemnités qui leur étaient dues par suite des déprédations résultant des décrets de Berlin et de Milan. Ils eussent tout obtenu peut-être si, avant la chute de Napoléon, ils avaient voulu mettre une seule frégate dans les rangs de nos ennemis. Ils ne l'avaient point fait : ils ne furent point compris dans la liquidation imposée par la coalition.

Monroë venait d'être fait président de la répub-

lique. Il arrivait au timon des affaires au moment où tout florissait dans l'état. Sa douce administration se tourna tout entière vers les institutions dont la nation pouvait encore manquer. Sa première présidence fut marquée par tant d'heureux travaux que la nation reconnaissante l'élut une seconde fois à la première magistrature de l'Etat, avec une telle unanimité de suffrages qu'il ne lui manqua qu'une seule voix dans toute l'Union (1820.) L'heureux résultat de cette élection démontra l'entier anéantissement du parti fédéraliste ou de l'opposition, dont les forces, depuis la présidence de John Adams, qui lui appartenait, avaient toujours été en déclinant. Depuis lors, la même unanimité d'opinions s'est perpétuée dans l'Amérique, au milieu des intérêts souvent si opposés de peuples qui vivent sous des latitudes différentes, et dont les mœurs, les besoins, l'industrie varient selon la différence de leur origine et le climat qu'ils habitent.

Les peuples de l'est, dont les pères furent appelés en Amérique par l'amour du commerce, ont conservé leurs habitudes. Un sol ingrat et sablonneux, qui s'étend fort avant dans les terres, semble leur prescrire de ne pas regarder l'agriculture comme leur première industrie. Ce sont ceux qui approvisionnent l'intérieur des produits étrangers et qui fournissent des marins à l'état. La population du centre est manufacturière à la fois

et agricole ; celle de l'ouest et du sud, répandue sur une surface immense de terreins fertiles, est purement agricole. Quoiqu'elle ne comprenne pas le tiers de la population totale de l'Union, elle occupe les trois quarts de la surface du pays. A mesure que le gouvernement a acquis ces immenses régions, il les a divisées en territoires, à l'administration desquels il veille. Chaque territoire ayant cinq mille habitans mâles et libres a le droit d'envoyer au congrès un délégué, qui prend part aux débats, mais qui ne peut voter. Lorsque la population du territoire s'éléve à soixante mille ames, il est autorisé à convoquer une convention pour établir sa constitution particulière, et prend place dans la confédération comme république indépendante. Dans ces contrées où la culture et l'industrie pénètrent pour la première fois, la multiplication des individus est prodigieuse ; et telle population de cinq mille citoyens, établie en territoire, qui doit s'élever à soixante mille pour former une république, dans l'Union, passe souvent en peu d'années du premier état au second. C'est ainsi que le territoire d'Illinois, constitué en 1801, a été admis dans l'Union en 1818. Indiana, formé en territoire à la même époque, fut également admis dans l'Union en 1816. Il semble que la nature, qui précipite avec une effrayante rapidité l'extinction de la race indienne, veuille multiplier les hommes blancs dans une proportion plus étonnante

encore. De 1810 à 1820 la population des États-Unis s'est accrue de deux millions quatre cent mille individus, c'est à-dire du quart de la population totale.

Cependant d'autres territoires, d'autres états s'organisent encore. Pendant que l'état de Missouri est admis dans l'Union (1820,) le territoire d'Arkansas (1819,) placé un peu plus au sud, ceux de nord-ouest et d'ouest, peuplés par deux cent mille Indiens, et par une race mélangée d'origine française, se préparent à prendre place à leur tour dans la confédération. Déjà dans le sud, celui d'Alabama, acheté des Indiens Choctaws en 1811, est formé en état (1817.) De ce même côté, une des républiques les plus intéressantes de l'Union s'élève rapidement, c'est la Floride. Elle avait été le théâtre des hostilités pendant la dernière guerre, et les États-Unis en avaient occupé militairement une partie. A la paix, ils entrèrent en négociation avec l'Espagne pour la cession de la Floride. Cette puissance craignait de placer, si près de ses possessions des Antilles, des voisins aussi puissans. La négociation allait lentement; pendant ce temps, des événemens multipliés se passaient en Floride, et l'on y reconnut encore les trames de l'Angleterre, toujours active à soulever les Indiens contre les États-Unis. Enfin le traité de 1820 transmit à ceux-ci la propriété de cette province, et le général Jackson vint en prendre

possession : l'année suivante (1821) elle fut organisée en territoire. Cette possession étend la frontière des États-Unis jusqu'au canal de Bahama, et leur donne sur le golfe du Mexique une ligne de côtes, qui se joignent, par le territoire d'Ouest-Floride et les États d'Alabama, de Mississippi et de Louisiane, avec celles de l'empire du Mexique. Ainsi le pavillon de la république-unie flotte depuis les bords de l'indépendance espagnole jusqu'aux rivages septentrionaux de la nouvelle Ecosse. Sur ce pavillon, treize bandes alternativement rouges et blanches, rappellent la confédération des treize premiers états ; un nombre d'étoiles blanches, égal à celui de tous les états actuels de l'Union, parsème le fond bleu qui couvre un des coins du pavillon. A de courts intervalles de temps, l'Amérique salue les nouveaux astres qui viennent le décorer ; elle applaudit à ces conquêtes, que la civilisation seul a faites, puisque des traités conclus pendant les dernières années* avec des Indiens de diverses tribus, leur assurent une indemnité annuelle pour prix du territoire qu'ils ont cédé.

C'est ainsi que la république gagne incessamment en étendue, en population, en puissance. Déjà vingt-quatre états sont constitués sur des bases entièrement en harmonie avec les principes de

* Ceux de Chicago, d'Edwardsville et de Saginaw, faits en 1819, 1820 et 1821.

la constitution fédérale, et le républicanisme le plus ardent caractérise surtout les populations nouvelles.

Comme elles s'accroissent incessamment et que le nombre des députés se multiplierait trop, le congrès, qui avait déjà à deux reprises augmenté le nombre des individus que chaque député peut représenter, a décidé par un acte du 3 mars 1823, que cette fraction serait désormais de 40,000.

Nous avons fait connaître ailleurs sur quelles bases repose le gouvernement central de l'Union; mais nous ne remplirions qu'imparfaitement la tâche que nous nous sommes imposée, si nous n'achevions pas d'esquisser le tableau de l'organisation sociale de l'Amérique, en rappelant les principes sur lesquels sont établies les constitutions des diverses provinces.

Lorsque les treize colonies unies déclarèrent leur indépendance et s'organisèrent en états libres, onze adoptèrent la distinction du pouvoir législatif en deux branches. La Pennsylvanie et la Georgie maintinrent seules l'unité de la législature. On pensait, dans ces contrées, que la nation n'étant pas divisée en deux classes, une seule chambre devait suffire à la représenter. Franklin même avait été de cet avis; mais, plus tard, ces deux états adoptèrent la division de la législature en deux branches, soit que ce fût comme gage de la maturité des décisions soit que ce fût retour aux

habitudes contractées sous la dépendance de l'Angleterre ou imitation de la constitution fédérale. Il est certain du moins que cette institution ne fut pas due au besoin de représenter une aristocratie, qui n'existe heureusement point en Amérique.

Il est à remarquer que les états de New-Hampshire, de Pennsylvanie, de New-York et de Missouri sont les seuls où la base de l'élection soit absolument la même que celle de la constitution fédérale; les seuls où la nation élise les députés d'après la population, tandis que chaque district nomme un sénateur. Là les intérêts locaux sont complètement distincts des intérêts généraux, et concourent avec eux à la formation de la loi.

Dans les autres états de l'Union, la branche sénatoriale de la législature ne représente pas des intérêts aussi distincts, et il eût peut-être été indifférent que le pouvoir législatif n'eût eu qu'une chambre, comme celui de Vermont. Ce n'est pas que dans tous ces états l'existence des deux chambres ne soit justifiée par des attributions sociales et un but politique; mais ce but et ces attributions ne paraissent pas toujours, au premier abord, assez importans pour nécessiter l'existence du sénat. Ces états ayant d'ailleurs perdu, par leur association avec les autres et la création du congrès fédéral, une partie de leur souveraineté, telle, par exemple, que le droit de faire la paix ou la guerre, l'action modératrice du sénat, si utile à un état isolé, ne

semble-t-elle pas maintenant sans nécessité aussi réelle? Peut-être que le temps n'est pas éloigné, où la crainte de voir envahir le sénat par une classe quelconque de la société qui voudrait se constituer en aristocratie, fera abolir la chambre haute dans les états particuliers.

Comme il a fallu que les deux chambres ne fussent pas exactement de même origine, le Massachusetts a fait élire un sénateur par chaque district, et un député par chaque commune. Dans le Maryland, la nation élit directement ses députés, et délègue à des électeurs le droit de choisir le sénat, qui se rapproche davantage de la chambre haute. Dans la Caroline, le droit électoral n'est acquis qu'aux propriétaires de cinquante acres de terre.

Partout ailleurs l'élection est directe et populaire; partout ailleurs il suffit d'être citoyen du pays et de payer l'impôt pour être électeur des représentans. Le Vermont même a été plus loin, et n'exige dans l'électeur qu'une moralité reconnue, avec la résidence d'une année; et, ce qui ne surprendra personne, c'est que les habitans de cet état sont non-seulement les plus démocrates de l'Union, mais encore les plus renommés par leur nationalité fédérale.

Sur les vingt-quatre états constitués de l'Union, sept ont adopté la propriété territoriale ou mobiliaire, pour condition d'éligibilité au sénat seule-

ment, ou aux deux branches de la législature.* Mais dans ces états, ci l'on en excepte le New-Hampshire, cette sorte d'aristocratie doit son origine à la présence de la population noire et mulâtre. Douée de moins d'activité que la population blanche, dont les intérêts ne se fondront que lentement avec les siens, elle est presque aussi nombreuse, et la sûreté publique a exigé des garanties.† D'autres causes moins importantes ont contribué à donner cette forme à l'élection. Celles des provinces qui l'ont adoptée le plus anciennement étaient plus rapprochées que les autres états de l'Union des classifications et des habitudes anglaises; et, dans les nouveaux états de Louisiane, de Mississippi, de Tennessée, qui furent autrefois colonies françaises, les mœurs avaient une légère teinte de l'ancienne aristocratie de la France. Heureusement cette légère déviation des vrais principes américains n'est point irréparable; les états de l'Union ont tous la faculté d'améliorer leur constitution en convoquant une convention qui a le droit de mettre les lois en harmonie avec les mœurs et les besoins des peuples. Chez les Américains, les institutions ne sont pas plus stationnaires que la civilisation, et aucun préjugé de fa-

* New-Hampshire.—Caroline N.—Coroline S.—Georgie.—Mississippi.—Louisiana.—Tennessée.

† Les six Etats déjà indiqués comptent 1,046,693 blancs et 831,064 noirs et mulâtres, esclaves ou libres.

veur ne s'attache de préférence aux usages et aux lois antiques.

L'élection a partout été réglée, quant à sa durée, sur les intérêts locaux. Le plus généralement, elle est d'un an pour les représentans. La Caroline du sud, la Louisiane, le Tennessée et l'Illinois élisent les députés pour deux ans. Les sénateurs sont élus dans plusieurs états pour un an; mais dans la plupart ils le sont pour deux, trois et quatre années. Dans le Maryland, l'élection a lieu pour cinq ans. Selon sa durée, les sénateurs sont généralement renouvelés chaque année par moitié, tiers, quart ou cinquième.

Le pouvoir exécutif se compose d'un gouverneur, presque toujours assisté, ou, comme on l'a dit, entravé par un conseil. L'un et l'autre sont choisis pour un petit nombre d'années par le peuple, et quelquefois par la législature. Dans le seul état de New-York le gouverneur fait lui-même partie de la représentation nationale. Accoutumés à une grande somme de liberté, les Américains ne délèguent à leurs gouverneurs que le moins d'autorité possible: aussi la nomination aux emplois publics a-t-elle lieu dans presque tous les états, par le vote combiné des deux chambres législatives. C'est cette même inquiétude de liberté qui a fait admettre dans toutes les constitutions qu'un citoyen, tenant un emploi salarié du gouvernement fédéral ou de celui de l'état particulier, ne pourrait être

élu membre de la législature de l'état ni de l'Union.

Le pouvoir judiciaire est organisé dans chaque état conformément à ses besoins, et, par une heureuse prévoyance de la constitution fédérale, les décisions judiciaires d'un état sont exécutoires dans tous. La cour suprême des États-Unis est une espèce de jury national pour tous les cas graves, qui ne peuvent être du ressort de la justice d'un état particulier.

La traite des noirs, cette lèpre de l'Amérique, avait été défendue par le congrès fédéral plus de douze ans avant que le parlement britannique l'interdît; et ce congrès était composé, en grande partie, d'hommes qui possédaient des esclaves. Ils firent admettre l'abolition pure et simple de l'esclavage dans la constitution de tous les nouveaux états. Dans les autres, la loi fixa la marche progressive de l'affranchissement des esclaves. Dans le nord, les écoles sont ouvertes aux noirs. Ils sont reçus dans la même église que les autres citoyens. Leurs mœurs, encore éloignées de celles des blancs, s'en rapprochent graduellement, et beaucoup exercent déjà leurs droits politiques.

Toutes les constitutions particulières proclament la liberté absolue de conscience: aussi le nombre des sectes religieuses est-il considérable; la tolérance les multiplie encore. Les plus remarquables sont celle des Quakers, dont nous avons déjà parlé;

celle des Moraves, aussi pacifiques qu'eux, et qui se vouent surtout à la conversion des Sauvages; enfin celle des Unitaires, qui ne reconnaissent pas trois personnes en Dieu. Le clergé, partout sans influence, ne songe point à réveiller les passions, et l'Amérique, autrefois en proie aux discordes religieuses, ne peut plus les connaître désormais.

La liberté de la presse, ce premier bienfait d'un gouvernement libre, doit les en garantir pour toujours. Le nombre des journaux de l'Union est infini. Une feuille française* en porte le nombre à cinq cent quatre-vingt-dix-huit. Sans doute ce nombre est exagéré; mais les Annales des États-Unis pour 1823 comptent soixante-onze feuilles politiques quotidiennes. Les états les plus nouveaux, quoique établis au milieu des déserts, en ont au moins une. La Floride, le Michigan, le territoire d'Arkansas, presque inhabités il y a dix ans, ont un journal politique.

Le bienfait de l'éducation est également répandu parmi tous les citoyens. Chaque commune dans les états de l'est et dans New-York a une école gratuite, où tous les enfans sont admis. Quarante-huit universités reçoivent ensuite ceux qui ont besoin d'études plus étendues. Le collége de West-Point, sur l'Hudson, établi en 1822, et semblable à l'Ecole Polytechnique de France, a le double avantage de répandre les connaissances

* Le Journal de Paris, du 5 mai 1824.

militaires dans toute l'Union, et de nourrir l'élite de la jeunesse des mêmes principes et du même amour pour la république.

Tandis que là se forment de bons citoyens et d'excellens officiers du génie, les pêcheries de Terre-Neuve, patrimoine naturel des Américains, deviennent la pépinière de leurs intrépides marins, que la pêche de la baleine, le commerce d'Europe et d'Asie achèvent de perfectionner dans l'art difficile de la navigation. Le caractère de la législation générale est extrêmement doux. La peine de mort est rarement appliquée. On l'inflige à ceux qui font la traite des noirs. La peine la plus sévère, après celle-là, est la prison solitaire. C'est le *secret*, avec cette différence qu'il n'est point appliqué à la manière de France, comme torture préparatoire et de précaution; on ne le subit jamais, en Amérique, qu'en vertu du jugement qui le prononce. Cette peine, si simple en apparence, paraît avoir soumis les caractères les plus indisciplinables.

La modération universelle dans les lois, la liberté de penser, de parler, d'agir donne aux Américains une vigueur d'esprit surprenante, et une légère rudesse de caractère qui choque parfois l'Européen. L'Américain parle du gouvernement comme d'une chose à lui. Il s'identifie avec l'état: "*Nous* avons fait la paix ou la guerre, dit-il; *nous* allons élire *notre* président."

Les Américains ont résolu le problème si longtemps étudié du meilleur gouvernement, organisé à moins de frais. Sous l'influence de lois sages, leurs finances, délabrées, dès l'origine, par la guerre de la révolution, se sont graduellement rétablies. Elles sont aujourd'hui à un tel point de prospérité, que les recettes de 1823 ont présenté sur les dépenses un excédant de plus de 37 millions de francs. Les dépenses totales du gouvernement central ne s'élèvant pas annuellement à plus de 85,000,000 de fr.; c'est le quinzième de celles de l'Angleterre, et le dixième de ce que coûte le gouvernement actuel de la France. Mais si, pour être plus exacts, nous réduisons nos calculs d'après la proportion de chacune de ces puissances,* nous aurons pour résultat une dépense comparée de deux tiers moindre que celle de la France, et de sept huitièmes inférieure à celle de l'Angleterre. Si nous comprenons dans notre calcul les dépenses particulières d'administration de tous les états de l'Union que l'on évalue à trois millions de dollars environ, l'avantage du budget américain sur celui des puissances européennes reste à peu près le même. Tandis que la France sonsacre à la seule liste civile environ 33,000,000,† le président des États-Unis,

* Angleterre 1,500,000,000 de francs pour 16 millions d'habitans; France 900,000,000 pour 30 millions d'habitans; Amérique 85 millions pour 9,600,000 habitans.

† Le roi d'Angleterre n'en reçoit guère que 11,000,000, sur lesquels 1,200,000 francs seuls ne sont sujets à aucun contrôle.

qui marche l'égal de tous les souverains, reçoit une simple indemnité de 130,000 fr. Les ministres n'ont guère plus de 30,000 fr. de traitement; et ce n'est que pour satisfaire aux usages fastueux des cours d'Europe, que les ambassadeurs de la république près des grandes puissances, reçoivent une somme plus considérable.*

Une économie semblable s'étend à toutes les branches de l'administration publique. L'extrême réduction de l'armée permanente, dans ce pays où tout citoyen est soldat, allége le trésor d'un poids considérable, et les forces navales, qui, dans la dernière guerre, ont battu si souvent les escadres anglaises, coûtent à la république un quatorzième de ce que dépense la marine britannique.† Le secret de ce gouvernement, qui veut être riche, non par ses agens, mais par son peuple, c'est de n'avoir pas de luxe de représentation et par conséquent pas de sinécures. L'on en compte d'autant moins chez lui, que tout salaire payé par l'état excluant celui qui le reçoit des fonctions législatives, les citoyens tiennent à n'être point frappés par cette prohibition: les hommes y gagnent en considération et le trésor en économie. Tandis qu'en Europe les gouvernemens croient augmenter leur force en multipliant les emprunts, en se frappant

* 164,000 dollars.

† 1823. Marine anglaise 40,000,000 de dollars; Amérique 2,800,000 dollars.

mutuellement de solidarité pécuniaire, en compromettant dans leur cause le plus grand nombre possible de fortunes, le gouvernement américain réserve son crédit pour des temps de véritable danger : il amortit de jour en jour la dette créée par la révolution ; il ne croit pas être isolé de la nation, parce que les fortunes privées sont indépendantes de son pouvoir. Le système financier d'Amérique est organisé en sens inverse de celui qu'adoptent aujourd'hui tous les grands états de l'Europe ; chez lui le gage de la dette existe, et l'homme raisonnable ne voit point le trésor de l'état, semblable au tonneau des Danaïdes, engloutissant tout, sans espoir qu'il puisse jamais être assujéti à une balance égale entre les besoins et les ressources.

Une pensée, qu'ils n'avouent pas, dirige aujourd'hui plusieurs cabinets. Ils savent que les grandes révolutions, qui reconstituent les états sur un plan entièrement neuf, sont plus difficiles là où un énorme budget rattache une foule de salariés à l'autorité, là où presque toutes les fortunes mobiliaires ont leur principe de vie dans le système de finances du gouvernement. Plus le nombre de ces intéressés augmente, plus les renversement de ce qui est paraît difficile. C'est sur cette déception, passée en principe, qu'est fondé tout le code politique de ceux qui ne gouvernent pas dans les véritables intérêts des nations; mais comme un tel

état de choses déshérite presque toujours la majorité du peuple de plusieurs de ses droits, le nombre des ennemis du système s'accroît à mesure que ce système s'étend. Alors se prépare toujours pour l'avenir une lutte inévitable entre les intérêts légitimes et les intérêts de convention, lutte dont l'issue est toujours à l'avantage des peuples, qui ne peuvent jamais être ruinés par une faillite de gouvernement. Mais, de nos jours, les gouvernemens ne résisteraient plus eux-mêmes à de pareilles catastrophes, s'ils n'avaient d'autres racines dans les nations que les finances. Le gouvernement des États-Unis en a de plus profondes ; ce sont l'utilité, et la sûreté de tous, rattachées par des lois sages à la forme actuelle du gouvernement ; ainsi il arrive à un résultat plus avantageux par des moyens plus simples à la fois, plus moraux et plus sûrs : il est donc plus solidement établi comme organisation sociale que les gouvernemens d'Europe.

Il a de plus qu'eux une foule de ressources, et surtout celle des impôts, qui chez lui ne sont pas poussées au delà de toute proportion avec la production. Jusqu'ici les taxes n'ont point porté sur la propriété territoriale ; mais, quelle que soit la répugnance des Américains pour ce genre de contributions, sans doute le temps n'est pas éloigné où il sera établi.

La politique de l'Europe multiplie les soldats, et se tient prête à tout événement au milieu de peu-

ples paisibles: le gouvernement de l'Union demeure sans gardes au milieu de la nation en armes. Nos cabinets cachent les secrets de leur diplomatie, et marchent à leur but par des voies lentes et détournées: le pouvoir exécutif de l'Union, d'accord avec le congrès, publie les journaux secrets de sa diplomatie. Cette organisation sociale peut paraître vicieuse aux habitués du despotisme européen; cependant elle ne favorise chez l'Américain ni l'esprit de parti, puisqu'il est complètement éteint, ni les séditions, puisque depuis quarante-sept ans de république pas une seule conspiration n'a éclaté contre le gouvernement. Quelle est celle des grandes puissances qui pourrait se flatter du même avantage?

Il y a dans le bien une sorte d'influence contagieuse. Le voisinage des États-Unis pouvait réveiller les peuples du Canada, qui ne sont pour l'Angleterre qu'une garde avancée en Amérique; il a fallu les séparer d'elle. Persécutrice des catholiques en Irlande, l'Angleterre les a protégés spécialement dans le Canada. Dans cette province, la religion romaine est favorisée, les évêques jouissent d'un grand pouvoir, l'ancienne noblesse de France est en crédit. Ainsi la politique anglaise oppose aux mœurs libres des Américains les préjugés des Canadiens, qui ne jouissent même pas des bienfaits de la constitution britannique. Les lacs du nord et le fleuve Saint-Laurent sont une

barrière trop faible entre la colonie anglaise et les états de l'Union ; c'est dans l'existence morale du peuple que l'Angleterre en a cherché une plus forte. Aussi la civilisation du Canada est-elle stationnaire quand tout le reste de l'univers s'avance, quand la Louisiane, autrefois aussi colonie française, s'accroît rapidement en population, en industrie, en richesse.

On avait cru l'Amérique trop libre, et la liberté ne l'a point tourmentée. On l'avait trouvée trop pacifique, et elle a lutté contre l'Angleterre. On la disait trop grande, et son étendue a augmenté les liens de l'Uunion. Combien est différente aujourd'hui cette terre civilisée de ce qu'elle était il y a trois cents ans, lorsque Jean Cabot y toucha pour la première fois ! A la place des solitudes immenses qui la couvraient, des champs fertiles se déploient dans toute son étendue. Une population rare, faible et sans énergie a été remplacée par une nation plus nombreuse, active et vaillante. L'ignorance de ses premiers peuples était égale à leur férocité. Une nation instruite et humaine la couvre. Les progrès de la civilisation chez l'Américain étonnent l'imagination. Son industrie se développe avec rapidité. Déjà des canaux s'ouvrent de toutes parts, et le commerce aura bientôt des communications établies entre tous les fleuves navigables de l'Amérique du nord. Les sciences sont cultivées avec succès, et Franklin

l'avait prouvé depuis long-temps. C'est en Amérique que plusieurs des principales découvertes qui honorent notre époque out été faites. C'est chez elle que les premiers ponts suspendus, qui fixent en ce moment l'attention générale, ont été mis en usage. Sa littérature devient intéressante et variée. Ses poètes et ses romanciers sont à la hauteur du genre des Byron et des Walter Scott. Ses peintres promettent une école digne des grandes scènes qu'offre la nature dans un pays neuf.

Pendant que les États-Unis se développent avec une vigueur toujours croissante, de nouveaux gouvernemens sont fondés à leur exemple dans les deux Amériques. Dans celle du sud, les colonies espagnoles sont devenues indépendantes. Dans le Chili O'Higgins, à Colombie Bolivar, ont proclamé la république. Ce dernier, non content de donner la liberté sur les bords du golfe du Mexique, va la porter dans le Pérou. Le Brésil abandonne à son tour le Portugal, et forme un empire constitutionnel. Dans l'Amérique du nord, le Mexique, voisin des États Unis, s'agite, non plus pour une indépendance facilement conquise, mais pour obtenir un gouvernement stable. Partout la colonisation tombe en ruines. L'Amérique et l'Europe semblent ainsi se partager le système politique du monde. De ce côté de l'Océan, les monarchies se consolident à l'abri des chartes et des constitutions

représentatives, palliatif de moderne invention contre les agitations démocratiques, de l'autre côté s'élèvent des républiques sans aristocratie, contre laquelle il n'y a pas de remède. Ici c'est la décrépitude et la corruption des peuples usés, là c'est la vigueur et l'activité des peuples nouveaux. L'Europe menace l'Amérique du privilége; l'Amérique menace l'Europe de la liberté. Des deux côtés de la mer une ligue doit être formée.

Déjà plusieurs fois des patriotes ardens avaient sollicité du congrès de l'Union la reconnaissance solennelle des républiques américaines. Ce ne fut cependant qu'en 1823 que le gouvernement fédéral reconnut celle de Colombie. Les autres le seront bientôt; la similitude de position cimentera l'amitié.

Sans doute si la politique européene veut que ces républiques soient attaquées, les États-Unis prendront part à la lutte. Le système monarchique ne peut s'établir sur leur hémisphère, et si près d'eux, de leur consentement.

Une grande question va donc peut-être se décider. Les républiques modernes passeront-elles, réduites par la force, sans que le monde ait pu faire l'expérience de leur mérite et de leurs défauts? Sans doute la haine que leur ont vouée le despotisme et l'aristocratie, les deux grands fléaux de la société humaine, seraient une présomption

suffisante de leur excellence; mais si l'expérience n'a pas eu assez de durée encore pour constater légalement cette supériorité; si un demi-siècle est peu pour une telle expérience; remarquons toutefois qu'aucun de nos gouvernemens d'Europe ne nous offre dans un même espace de temps autant de choses utiles faites, avec aussi peu de fautes commises. Espérons donc que l'on ne suspendra point de si tôt nos études à cet égard, et que le temps nous réconciliera enfin avec les républiques.

(1824) Pendant que l'orage semble se préparer dans l'ancien monde contre l'Amérique du sud et le Mexique, l'Amérique-unie est attentive. Elle sait que l'asile qu'elle offre à tous les proscrits est un aiguillon de plus pour ses ennemis; que les Anglais de tous les partis souriraient à l'espoir de la *recoloniser;* que l'alliance des rois ne saurait vivre en paix durable avec l'alliance des peuples. Elle prépare donc, à tout événement, ses arsenaux, ses marins, ses milices. Pour prévenir le retour d'événemens semblables à ceux de 1814, les États-Unis, maîtres de la Louisiane et de la Floride, en fortifient les côtes. Le général français Bernard, compagnon d'armes de Napoléon et maintenant citoyen de l'Union, trace les plans d'après lesquels une foule de points de défense sont établis sur les baies de Delaware et de Chesapeak et sur l'Hud-

son. La frontière du Canada est couverte. Près des grands lacs, les forts du sud et surtout celui de Michilimackinac, situé au point de jonction du lac Huron et du lac Michigan, assurent la frontière contre l'invasion des Indiens du nord. Ainsi tout est prêt pour résister à des forces combinées qui se présenteraient sur plusieurs points.

Mais le plus grand moyen de défense de l'Amérique, c'est le sentiment de sa propre force et la connaissance des hommes qui peuvent la sauver. Dans peu de mois* un nouveau président sera élu. Tout fait présager que parmi les candidats remarquables qui sont présentés, la nation américaine, prévoyante autant qu'énergique, saura trouver un homme aussi constant que Washington, aussi actif que La Fayette, aussi populaire que Jefferson, un génie à la mesure des grands événemens dont un avenir prochain peut menacer la république.

Telle est, jusqu'à ce jour, la série des faits historiques relatifs aux États-Unis d'Amérique. Nous n'avons pu jeter qu'un rapide coup d'œil sur leurs constitutions, leur régime social, les mœurs de leurs citoyens. Sans doute nous laissons beaucoup à dire aux écrivains qui viendront après nous. Mais notre HISTOIRE pourra servir à jalonner leur route : cela nous suffit. L'histoire des institutions d'un peuple qui est loin encore d'avoir atteint tout

* En decembre 1824.

son développement de puissance n'est pas l'affaire de quelques pages. Honneur à ces institutions, qui le garantiront de la maladie morale des autres peuples, l'égoïsme, et qui feront triompher longtemps le grand principe de sa jeunesse et de sa force, l'amour de la patrie !

FIN.

QUESTIONS

FOR EXAMINATION OF STUDENTS

IN THE

HISTORY OF THE UNITED STATES.

Préambule. P. 5.

How are the United States bounded? What is the length of the seacoast of the United States? How long is it since this country was discovered? How long since it was settled? How long since it has been independent? When does American History commence? Who were the original inhabitants of the country? What is the first epoch of American history?—the second?—the third? Of what does the author propose to treat before entering on these epochs?

Découvertes et navigations des anciens par rapport au Nouveau-Monde. P. 8.

What people first devoted themselves to foreign commerce? Where is Egypt?—The Arabian gulf?—India? Where did they trade? Why did they abandon distant expeditions? Where is Phenicia? Why did the Phenicians devote themselves to commerce? What did they become? How far did they sail? What neighbouring nation learned commerce from the Phenicians? To what did they confine themselves? Why? What colony of the Phenicians became active merchants? Where was Carthage situated? What countries did the Carthaginian merchants visit?

What islands did they discover? What is said of these islands? What is said of the Periplus of Hanno? What African voyager is described by Herodotus? What voyager does Pliny record? What was the object of the Grecian voyager? What is said of the Romans? What did the ancients believe about the zones? What was the effect of this opinion? What countries were known to the ancients in Europe?—in Africa?—in Asia? What was done by Ptolemy?

Moyen Age. P. 11.

What is said of the Arabians?—of Spain?—of the Venitians?

Treizième et quatorzième siècles. P. 12.

What voyages excited the love of adventure in the 13th and 14th centuries? What invention took place in 1302? By whom? What was its effect? What is said of the Normans?

Quinzième siècle. P. 12.

What is said of the art of navigation?—of the Portuguese? Whither did John I. of Portugal send vessels to make discoveries? How far did they go? What discoveries were made under the direction of Prince Henry? What was the effect of these discoveries? What was effected by the Portuguese under John II.? What was the principal object of voyages of discovery in the 15th century? Who first attempted to go to India by sailing west?

Découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. P. 14.

Where was Columbus born? What was his profession? What nation did he serve? Where? What proofs did he have of land being situated west of the Atlantic? What project did he form? To whom did he first apply for pa-

tronage? How was his offer treated? To whom did he next apply? Of what treachery were the Portuguese guilty? Whither did Columbus send his brother? To what sovereign did Columbus himself next apply? What was the result? Whence did he sail? When? With how many vessels? What difficulties did he meet in his voyage? Give an account of the first discovery of the land? Of his taking possession of the island? When did this happen? Where is the island? What islands were next discovered? What happened to Columbus on his voyage home? What characteristic anecdote is related of him? How was he rewarded on his return to Spain? When did he discover South America? What treatment did he receive in his old age?

Dècouvertes des Anglais en Amérique. P. 19.

What was the condition of the British marine in the reign of Henry VII.? How is it compared with those of Spain and Portugal? Whom did Henry VII. send out to make discoveries? When? For what purpose? What discoveries did he make? Who discovered Florida? When? What absurd story did the Caribs make Juan Ponce de Leon believe? What was the great discovery of the 14th century?—Of the 15th? Who would have been first discoverer of America, if Columbus had not? Who discovered Greenland? When? What discoveries were made in Canada? By whom? Who brought a Canadian to France in 1508? What hindered the progress of discovery by the English in the reign of Henry VII.? Of Henry VIII. Edward VI. and Mary? What was the policy of Elizabeth? What was done in her reign by Frobisher, Drake, Gilbert, and Raleigh? Why was Virginia so called? What befell the colony established there in 1578? When was the first Anglo-American born? How

much time elapsed between the first discoveries and the first settlements of the English in North America? What change was effected by Gosnold? When? What place did he touch at?

De l'Amérique et de ses Habitans. P. 24.

Who had explored America? How does the historian describe it? Which is the most interesting portion of it? How are the aboriginal inhabitants of America described? How are those of North compared with those of South America? To whom do the Indians abandon the cultivation of their lands? What evidences of force and intelligence do the Americans give? Is the origin of the Americans known? What reason have we for supposing that America was peopled from the North-Eastern part of Asia.

SECONDE PARTIE. P. 31.

When did Queen Elizabeth die? Who succeeded her? How did he divide the North American colones? What territory was possessed by the London company? What remarkable rights were granted to the colonies? Did the companies of London and Plymouth act separately and independently of each other?

Virginie. P. 33.

Who discovered Chesapeake bay? When? What town did Newport found? When? How many colonists did he bring out from London? How did they treat captain Smith? What compelled them to give him the chief command of the colony? What was the effect of Smith's administration of affairs? How was he taken prisoner? What adventure had he among the Indians? What was

the state of the colony on his return? What saved it? What unlucky discovery diverted the attention of the colonists from agriculture? What was the consequence? What saved the colony from perishing by famine? What discoveries did Smith make? What was done for the colony by James I.? Who was made governor? What befell one of the vessels sent out under Gates, Summers, and Newport? What occasioned Smith's return to England? What misfortunes followed, after his departure? To what number was the colony reduced in six months? Who now arrived from Bermudas? What was resolved on? What prevented the abandonment of the colony? What was lord Delaware's character? Who administered the government after his departure? What is related of Mr. Rolfe? What important change was made by governor Dale? What became the staple article produced in Virginia? What was done to avoid the heavy duties laid on tobacco imported into England? How were slaves first introduced into Virginia? What Frenchman had formed a colony in Canada? When? When did the French found the settlement at Cape Breton?—at Quebec?—at Port Royal? Where was Port Royal? Who took it from the French? Was he blamed for this? Was the colony recovered by the French? What other colony did Argal attack? Did the Dutch afterwards confirm the treaty extorted from them by Argal? Who was made captain general of Virginia after the death of lord Delaware? When? What very important event occurred during the administration of Yardley? When did the Chamber of Burgesses or House of Burgesses of Virginia first assemble? Where? Did the colony prosper under this government? What chief succeeded Powhatan? What plot did he lay? When was the attack made? What saved a small part of the people? How was this massacre

revenged? What was done by James I. in 1623?—By Charles I.? How did he injure the liberties of the colonists? Their commerce? How was governor Harvey treated by them? Why? Who succeeded Harvey? What was his character? What privileges were granted by Charles I.? What was their effect? How did the colonists show their gratitude? What was done by the parliament? What bold step did the colonists take during Oliver Cromwell's administration of the government of England? What saved them from chastisement? How were the colonists oppressed by the new government? What were the provisions of the act of navigation? How were they evaded? Who formed the design of rendering the colony independent? Did it succeed? What misfortunes marked the year 1675 and 1676? Give an account of Bacon's revolt? What were his motives? What took place after the death of Bacon? What law was passed under governor Colepepper? What was the population at the time of the revolution?

Maryland. P. 48.

Who settled Maryland? When? Why was it called Maryland? What was the first town settled? Of what did the Virginian planters complain? Were their complaints regarded? What was done by W. Clayborne? What increased the population of Maryland? What change took place in the government in 1639? In 1650? In 1641? In 1651? What was the population of Maryland at the restoration of Charles II.?

Caroline. P. 50.

Who first surveyed Florida? When? In what colony did Elizabeth include it? What was done by Francis I.? What design did admiral Coligny form? Where was a

settlement formed? What was done by Laudonnières? What did he call his fort? What barbarous act was done by the Spanish settlers in Florida? Who revenged it? How? When did the English settle in North Carolina? Who settled this first colony on Albemarle sound? Who settled South Carolina? What was the extent of the two Carolinas, then? Who made a constitution for Carolina? What was its character? Its effect? When was it renounced?

DEUXIÈME SECTION. P. 54.

WHERE was the first establishment in New England attempted? Successfully? Who first surveyed the coast of New England? Who named the country? What hindered the progress of English colinisation? What was done by Henry VIII.? By Edward VI.? By Mary? By Elizabeth? By the puritans? By Robert Brown? Whither did the Brownists first flee? What company granted them a territory in New England?

New Plymouth. P. 56.

How many Brownists sailed from Holland for the Hudson river in 1620? Where did they land and found a town? What were the laws of the colony? What arrested the progress of the colony? What was its population 10 years after its settlement. To what colony was it finally united.

Massachusetts. P. 57.

Who settled Massachusetts? When? Whence was its name derived? What were its first two towns? What caused the colony to increase? What singular transaction

is mentioned? What three towns were next settled? By whom? What was the origin of the representative government of Massachusetts? What decree was passed? What alarmed Charles I.? Who emigrated to Massachusetts from England? Who were prevented from emigrating? How many people came out in 1638? What strengthened the alliance of Massachusetts and Plymouth colonies?

Providence and Rhode Island. P. 60.

Why was Roger Williams banished from Massachusetts? When and where did he and his adherents settle? Who settled Rhode Island? Why was he banished from Massachusetts? Were these two settlements united? What did Williams teach?

Connecticut. P. 61.

Who settled Connecticut? When? How was the territory of lords Say and Brook obtained? How the Dutch territory? When was Connecticut chartered?

Guerre des colonies de Rhode Island, &c. P. 62.

What Indian tribes were neighbours of the Connecticut and Rhode Island colonists? What did the Pequods propose? What did the Narragansetts do? What was the result of the war?

New Haven. P. 63.

Who settled New Haven colony? To what colony was this united?

Faits communs aux colonies de la Nouvelle Angleterre. P. 63.

What was the population of New England in 1640? What is said of emigration at this time? How did the

English House of Commons favour the colonies? How was the favour repaid? What office was given to Warwick? What remark is made concerning this transaction? What colonies united? For what purpose? Under what name? Under what conditions? How long did the union last? What colony was excluded? Why? What was done in 1652?—in 1650?—1651? What passed between Massachusetts and the parliament? What dissensions took place? What college was encouraged? When had it been established? What served to alienate Massachusetts from the mother country? When was Rhode Island chartered? Connecticut? What colony was united with Connecticut?

New Hampshire et Maine. P. 68.

Who became proprietor of Maine? Who of New Hampshire? When? Who founded Exeter? Where? When? Who built Dover, N. H.? What became a subject of dispute between Massachusetts, Maine, and New Hampshire? How was the matter settled?

New York et New Jersey. P. 70.

What had been done by the Dutch in 1609?—in 1655? What was the extent of their possessions? Who expelled them? When? What was the country called? What part was given to Berkeley and Carteret? What was it called? With whom was a treaty made by the colony of New York? When was the colony retaken by the Dutch? When restored? Whom did the duke of York send to govern it? When? What ensued!

Suite de l'histoire des colonies du Nord. P. 72.

What was done by Charles II.? Who resisted this? What followed? What was the population of New England in 1673? Give an account of king Philip and

his wars? What was done by James II.?—By governor Andross? Who rebelled in 1689? What saved them from punishment? What was done by the colonies of Rhode Island and Connecticut? What new colony was formed?

Pennsylvania et Delaware. P. 75

How did William Penn obtain a grant of Pennsylvania from Charles? From the Indians? When did he found Philadelphia? When was Delaware made a separate colony? What distinguished Pennsylvania from the other colonies? Who exerted themselves to abolish slavery?

Considerations relatives aux deux premières sections. P. 77.

What does the colonial history of America teach us concerning the aborigines? Concerning liberty? Concerning the means of obtaining independence? Concerning government?

TROISIÈME SECTION. P. 79.

Who gave Massachusetts a new charter? When? Why was it not satisfactory? Give an account of Leisler's rebellion in New York? What was the cause of the French annoying the New England colonies and New York? Why did the French count Frontignac fail in an attempt on New York? What number of French were slain? How was this revenged? Who took Port Royal? Who fitted out an expedition against Canada? What defeated it? What further exertions were made in 1693? What was done with respect to Acadia (*or Nova Scotia?*) When did hostilities cease? When did they begin again? Which colony made a separate treaty with the French?

How long did the war between the French and the colonists last? What declaration was made concerning the right of taxing? What account is given of the supposed witchcraft in 1692? What was done by the proprietors of New Jersey in 1702? What account is given of the next 25 years? What advanced rapidly? What transpired in 1719? 1720? 1723? (1720—1721?) 1728? What happened in Maryland in 1689? In Virginia, 1699? In New York, 1734? In Connecticut, 1701? In New Jersey, 1738? in Massachusetts, 1704? Rhode Island and New York, 1733? In Pennsylvania, 1699?—1718? In Vermont, 1724? New Hampshire, 1727?

État de la Caroline à la même èpoque. P. 86

Who disturbed the colonists of Carolina? What attempt was made in 1702? Successfully? What ensued? What misfortune happened in 1712? What followed the massacre? Whither did the Tuscaroras go? What did governor Johnson attempt? What took place in 1729? In 1741? In 1748?

Georgie. P. 89.

When was Georgia settled? By whom?

Caroline et Georgie. P. 89.

What attempt of the Georgia settlers failed? What attempt of the Spaniards failed?

Suite de l'histoire générale des colonies jusqu'à la révolution d'Amérique. P. 90.

What European war involved the colonies of America? What place did the Americans take? What was the consequence in 1744? In 1746? What happened in 1748? What discoveries were made by the French in 1660? In 1673? In 1722? What was the extent of the country

called New France? What did the French establish from Lake Champlain to the Mississippi? What was done by the English? What was the entire population of the English colonies in America in 1750? Of the French colonies? What was done by governor Dinwiddie in 1753? What colonies united? Where did their delegates assemble? What was done by them? By Connecticut? By England? By the court of London in 1755? What was the success of the operations against Canada? Did it last long? Who was beaten at Fort Duquesne? Who saved the British and American forces? What was done in 1755? 1756 and 1757? What possessions were gained by the French? What British minister saved his country from further disgrace at that time? What was done by him in 1756? In 1757? What force did the earl of Loudon raise in New England? What places were taken from the French? Who commanded the English forces which took Quebec? What is related of Wolf? Of Montcalm? What great province was thus gained from France? Whither did the French retire? What colonies did they and the Indians disturb? What resulted from the evacuation of Canada? What happened in 1763? 1764? What new terrritories were explored?

Considérations Générales.

What was the character of the Americans? How had they learned their own strength? How were they oppressed? What were their notions of liberty?—parliament?—taxes?—What did they begin to desire? Who flattered this desire? What causes made the revolution inevitable?

TROISIÈME PARTIE.

Cause de la revolution. P. 103.

Why were the other powers of Europe jealous of England? How did they excite the colonists to discontent? How was the American commerce injured? What was done in Boston in 1764? What was done by the British government with respect to commerce?—money? What was the effect on the colonists? What was lord Bute's design? When was the stamp act passed? What did Franklin say? Thompson? How was the news of the stamp act received? In Virginia what was done? In Boston? In Rhode Island, Connecticut, and New Hampshire? In New York? On the arrival of the stamps what was done? In Philadelphia? In Boston? In New York? Who formed a compact? What was done with respect to British manufactures? Who proposed a general congress? Where did it meet? What was done by it? How was the stamp act resisted?

Revocation de l'impot de timbre, &c. P. 111.

What change took place in the British ministry? Who attacked the stamp act? Was it repealed? How was the news received in America? What was done in Massachusetts? In Virginia? Who opposed the arbitrary measures of governor Bernard? What new taxes were laid by parliament? What was placed at Boston? How did the colonists regard the duty on tea, &c.? How did they oppose the law? What caused a tumult in Boston? What was done by Bernard? By the Bostonians? By the troops? By the English parliament in 1768?—In 1769? By the Virginians and the other colonists? By the assem-

bly of Massachusetts? The Southern colonies? Which taxes were taken off? Which continued? What happened in Boston, March 1770? How was the affair disposed of in the judicial court?

Le thé est jeté à la mer. P. 117.

What was the state of things in 1771? In 1772? What curious transaction took place in Boston in 1773? How did the British government retaliate? What was resolved? Where was the congress to meet? Who denounced the measure? What was done in Boston? What was done by the Massachusetts assembly?

Reunion du congrés general. P. 119.

When did the general congress assemble? Where? What powers were given to it by the states? How many deputies were there? How did they begin their labours? How did they proceed? What was their most remarkable act? Was it generally approved? For what did the provinces prepare? What was done by the royalists of New York? What took place Feb. 1. 1775? What ensued? To what was the English parliament inclined? What did Chatham say? What was done by parliament? What preparations did the Americans make? For what did general Gage send troops to Concord? Give an account of what followed? After the battle of Concord and Lexington, what measures were taken by the New England colonies?

Siége de Boston, &c. P. 125.

What city was besieged? What was the effect of the news of Lexington battle? What passed in New York? S. Carolina? Pennsylvania? Jersey and Maryland? In Virginia? In Boston? What happened 17th June 1775?

Describe the battle? What general fell? How many Englishmen?

Expedition sur les lacs, &c. P. 127.

What two generals marched towards Canada? What forts did they take? What was done in Massachusetts? Where did the second congress assemble? What was the situation of affairs? Whom did they choose for commander in chief of the American armies? What was his character? Where did he join the army? What was his first care? How did congress create funds? What other acts of congress are mentioned? What state joined the confederation?

Efforts de divers gouverneurs en faveur de l'Angleterre, &c. P. 132.

What was done in Virginia? S. Carolina? N. Carolina? Pennsylvania? New York? Maryland? New-Jersey? Connecticut, and Rhode Island? New Hampshire? What news came from England? What was the the consequence? What was passing in Boston? What town was burnt in Main? How was this punished? When was Boston evacuated by the British?

Guerre de Canada. P. 137.

Who commanded the expedition to Canada? What course did he take? Whom did he meet? What is said of Arnold? Of Washington? What was the result of the attempt to storm Quebec? What is said of Montgomery? What was the result of this expedition to Canada?

Dispositions des esprits en Angleterre, &c. P. 141.

What was the state of public feeling in England? What news increased the sensation? What bill was passed in parliament? How and where were troops raised by the

British government? What generals and admirals took commands? What took place in North Carolina? Charleston, S. C.? Virginia? New York?

Préparatifs du congrès, &c. P. 144.

How many vessels of war were built? Who took command of the American navy? What is said of Franklin? of Paine? What was decreed by congress? What officers were dismissed? What member of congress made the motion for declaring the United States independent of Great Britain? Who opposed it? When was the declaration of independence announced? How was it received by tne people?

Considerations Générales. P. 149.

What is said of revolutions? What was the state of N. America before the revolution? What caused that event? What was its character? Its effect? What act accomplished the revolution? What remained to be done?

DEUXIÈME SECTION. P. 152.

Where was general Howe? With whom? What force had he? What was the project of the English? What was done by Washington? By Howe? How were his overtures treated by Washington? What was the result of the action on Long Island? What loss to the Americans? What city was abandoned to the English? What was the effect of this check on the army? What sort of troops did congress raise? How? Who proposed peace? What prevented it? What was then done by Howe? By Washington? What two forts did the English take? What property? What state was exposed? What was the consequence? How did Washington operate? Whither did he retreat?

Enlévement du général americain Lee, &c. P. 157.

What occasioned the English to delay their attack on Philadelphia? How did Washington improve the time? Who was captured? What was done in Rhode Island? In Carolina and Virginia? How did the Indians fare in their war? What was passing on the northern frontier? What was the state of affairs in New Jersey? New York and Rhode Island? In the American army? What was decreed by Congress? Whither was the Congress removed? What was its first act there? What were its other acts?

Dispositions de la France, &c. P. 161.

What was passing in France? Spain? Who were sent out to France? For what purpose? How was Franklin treated? What delayed the acknowledgment of American independence by France? Who offered his services to Franklin and the other commissioners? What is said of La Fayette? When did he go to America? How was he received? What other officers from Europe served on the American side?

Bataille de Trenton, &c. P. 164.

What was done by Washington, December 25? How many German troops were captured? What was the effect of the battle of Trenton? How did Washington take advantage of it? Who were nearly driven out of New Jersey? What followed the return of Congress to Philadelphia? What exploit did general Barton perform? Who avoided a battle? Who retired to Staten Island? How did Washington employ himself?

Campagne de Canada, &c. P. 166.

What English general commanded in Canada? What is said of his army? What fort did he take? Who op-

posed him? What happened at Bennington? Who sent reinforcements to the northern army? Who took command of it? What happened in September and October? What was Burgoyne's situation? What was he obliged to do? What was the consequence? How was Gates rewarded? What blunder had Howe committed?

L'armée de Howe débarque, &c. P. 170.

What was done by Howe? Who went to meet him? What followed? Who was wounded at this battle? What city was taken? Whither did Congress retire? What was done at Germantown? Was the confidence of Congress in Washington diminished? What is said of Stephens? Greene and La Fayette? Gates? Of the American army at Valley Forge? Of La Fayette? Henry Clinton? Chatham? The ministry? What news occasioned the French to embrace the cause of the Americans? What sort of treaty was made with France?

SECTION TROISIÈME.

La France déclare la Guerre à l'Angleterre, &c. P. 177.

What did the king of England wish? The English public? What is said of the English cabinet? Of Chatham? Of Parliament? France? D'Estaing? Byron? Keppel? What was the first act of hostility between France and England? Who was sent as ambassador to the United States? What was passing in the United States? What did the English do? Who pursued them? What transpired at Monmouth? For what was general Lee punished? How? Who made an attempt on Rhode

Island? What caused its failure? What transpired in Boston? What was the consequence of the disaster in Rhode Island? What is related of La Fayette? Girard de Rayneval? Franklin?

Campagne des Francais, &c. P. 183.

What was done by d'Estaing? The English generals? What town did they take in Georgia? What town was abandoned to them? What passed at Briar Creek? What was done by the royalists? D'Estaing? In what did he fail? Who fell at Savannah? Who succeeded d'Estaing?

Operations des Anglais au centre. P. 186.

What was done by Clinton's officers in Virginia? In Connecticut? Who took Stony Point from the English? Who massacred the Americans at Wyoming? How was this revenged? By whom? Where was Washington? How situated? What was the state of the country and the cause? The currency? What nation took arms for the Americans?

Situation de l'Angleterre, &c. P. 190.

What was the state of England? What nations leagued? For what purpose? How did the English show their spirit? What was the state of the English army in New York? In the South? Who attacked Charleston, S. C.? Who defended it? What was the result? How were the prisoners treated? Whither did Clinton return? Who succeeded him at Charleston? How did he behave? How did the persecuted Carolinians? The ladies? What transpired in the West Indies? In Europe? In the southern States? What was done by La Fayette? The Americans? Rochambeau? Clinton? Washington? Gates? The Carolinians? Cornwallis? In what did he fail?

Trahison d'Arnold, &c. P. 198.

Relate the story of Arnold's treason? How did he behave after it? What is said of general Leslie? Cornwallis? Greene? The battle of Cowpens? On what state did Greene advance? Cornwallis? What was done in Carolina? Virginia? At Hobkirk? Ninety-six? Eutau Springs? Jamestown? What was the result of this campaign? What places did the British hold?

Variations de l'esprit public, &c. P. 202.

What was the condition of the Americans? The army? The treasury? Who was made treasurer? How did he raise the public credit? Where was there a mutiny? How was it terminated? Where another? How ended? What powers were opposed to England? What was done in the West Indies? The Mediterranean? Cape of Good Hope? Gibraltar? St. Eustatia? Doggersbank?

Washington se porte en Virginie, &c. P. 206.

What French general and admiral commanded the French forces in Virginia? What feint was made by Washington? What accident favoured it? Whither did Washington march? Why did not Clinton follow? Who entered the Chesapeake? Then whither did Washington march? Whom did he join there? What place did they besiege? Who defended it? From whom did Cornwallis expect relief? Why did he not receive it? How did he try to effect diversion of the American forces from Yorktown? What is said of Washington? Clinton? Viomenil and La Fayette? The besieged? What time did the English demand for deliberation? How much was granted? What was the result? What fell to the French? To the Americans? What happened immediately after

the surrender? How was the news received? What was done by Congress? The State assemblies? De Grasse? Washington? What was now the state of affairs? What is said of La Fayette? Congress?

Changement de Ministère en Angleterre, &c. P. 210.

What obliged lord North and his colleagues to resign? Who succeeded them? What did they attempt? How? To whom did they successively make propositions? What did Congress declare? What successes of the English enabled them to treat for peace without utter humiliation? What new English minister took office? What did he perceive? Whither were deputies sent? Whom did they meet there? When was the provisional treaty signed? What were its terms with respect to independence? Territory? The fisheries? Indians? Restorations? What other countries made peace? When were the definitive treaties signed? What was thus accomplished? What subject of alarm remained? Who removed it? How? What did he then do? Whither did he retire?

QUATRIÈME PARTIE.

État des partis, &c. P. 216.

WHAT was the condition of the country? The treasury? The government? What was done by John Adams? Describe the difference of two political parties? What association was formed? What is said of the old confederation of the states? Of Virginia? Massachusetts? New York? For what did Congress summon a national convention? When did the representatives of the states assemble? Where? What did they present to the people? What is

said of Franklin? What was accepted? What change did it effect? What did it secure? How is the government formed? How is the house of representatives constituted? The senate? How is the independence of members of congress secured? When does congress meet? What are its powers? What are the powers of the senate? How can his *veto* be overruled? How is the president chosen? Where is the judiciary power vested? What are the other provisions of the constitution? When was the new government instituted? Who was the first president? Vice-president? What followed the adoption of the constitution? What office had Jefferson? Hamilton? Knox? What was done by the first congress? The second? What were the subjects of dispute between the political parties? What happened in Pennsylvania?

Revolution Francaise, &c. P. 224.

What was passing in France? Who was sent as minister to the United States? What is said of La Fayette? France? Of the government of the United States? Of the political parties? What is said of the French and Indians? Of Wayne? Washington? The western states? Pennsylvania? Jefferson? Hamilton? Knox? Of the treaty with England? Of Algiers? Mississippi? Spain? Monroe? Of the president? When did Washington resign the presidency? Who succeeded him? Who was vice-president? What conduct of the French minister offended the Americans? What was done in France? Where did congress assemble? For what did they prepare? Who was made generalissimo? What was the confidence? Who took the government of France? What was his policy towards the United States? When did Washington die? What happened in St. Domingo? Massachusetts?

Presidences de Jefferson et de Madison, &c. P. 233.

What is said of Adams's presidency? American commerce? The public debt? Direct taxes? France and England? Who succeeded Adams? The federalists? France? Napoleon? The decree of Berlin? The orders in council? The decree of Milan? What did the Americans deliberate on? What is said of Madison? Napoleon? Impressment of sailors? Losses? Parties? The Indians? General Harrison? Commodore Rodgers? When was war declared with England? Was it popular? What states were opposed to the war? Why? What country had been purchased of France? For what price? When had Vermont been added to the union? Kentucky? Tennessee? Ohio? What had Fulton invented?

DEUXIÈME SECTION. P. 239.

What was the standing army of the United States? What were the other military resources of the country? The navy? What was done by general Hull? Harrison? The army of the centre? The army of the north? Commodore Chauncey? What would have ensured the success of this campaign? What is said of commodore Rodgers? Captain Hull? Of the subsequent maritime exploits? Congress? England? The United States? Russia? Napoleon? Congress? Tecumseh? Jackson? Harrison? Winchester? Proctor? York? The western states? Captain Perry? Harrison? Tecumseh? O'Beal? Wilkinson? What was passing in the Chesapeak? What singular machine did the Americans invent? Whom did it terrify? What American frigate made important cap-

tures? How were the English fleets employed? What was done in congress in December, 1813? What act of the English was retaliated? What followed? What was threatened by the northern states? What important event took place in Europe? What was talked of? What was expected by the Americans? What was the effect of this expectation? What was now the object of the Americans? What successes had the English? What did they threaten? What was now done by New England? What was done by commodore M'Donnough? General Jackson? Admiral Cochrane? What city was taken by the English? Of what piece of barbarism were the English pirates guilty there? How did they fare afterwards in their attempt on Baltimore? What attempt was made by general Prevost? Where was his army defeated, and the British fleet captured? What lakes had the Americans taken from the English? What was passing on the ocean? Who beat the southern Indians? What place did he take in Florida? What news did he hear there? Whither did he proceed? What was the state of things there? What is said of Lafitte? With what force did the English attack New Orleans? With what force did Jackson defend it? What was the result? What passed on the meeting of congress? What offer of England was rejected? When and where was peace concluded? What were the terms of the treaty? How was the news received? What was the effect of this war?

TROISIÈME SECTION. P. 254.

What was the state of things after the peace of 1815? Of the treasury? The army? What is said of the bank? The fortifications? Of St. Domingo? What was a subject

of dispute between France and the United States? Who was elected president? What is said of his first presidency? Of his second? The people of the eastern states? The west and south? The territories? Illinois? Indiana? Missouri? Arkansas? Alabama? Florida? The treaty of 1820? Jackson? The extent of Florida? Describe the American flag? The representation? The legislative bodies of the states? Pennsylvania and Georgia? Franklin? New Hampshire, Pennsylvania, New York, and Missouri? Vermont? Massachusetts? Maryland? Carolina? Election? What is the qualification of a voter in Vermont? What is said of the southern states? Of Louisiana, Mississippi, and Tennessee? How may a state constitution be amended? How is the election in particular states regulated? Of representatives? Of senators? How is the executive of the states generally composed? In New York? What is the law with respect to executive officers with salaries? How is the judiciary of the states organized? The Supreme Court? When was the slave trade abolished in the United States? How long before the British parliament made laws against it? What has been done towards the abolition of slavery in the states? What is the state of the country with respect to religion? The liberty of the press? The journals? Education? The military academy at West Point? The fisheries? Commerce? Legislation? Punishments? Manners? Expense of government? The national debt? The financial system? How is a national debt made a means of perpetuating existing abuses in Europe? What is founded on this deception? On what is the security of the government of the United States founded? Does the writer of this history suppose that direct taxes will become necessary in the United States? What is the policy with respect to standing armies in Europe? In the United States? What

is observed of the American and European diplomacy? Of conspiracies? Canada? Louisiana? How is the present condition of the New World compared with its former state? What is said of American science? Inventions? Literature? Arts? Of South America? Chili and Columbia? Peru? Brazil? Mexico? Europe compared with America? When was the independence of Columbia recognized by the United States? What great question is to be decided? What part will America take? What fortifications are prepared in the United States? What is the grand means of defence?

THE END.






2
3
4
5
80